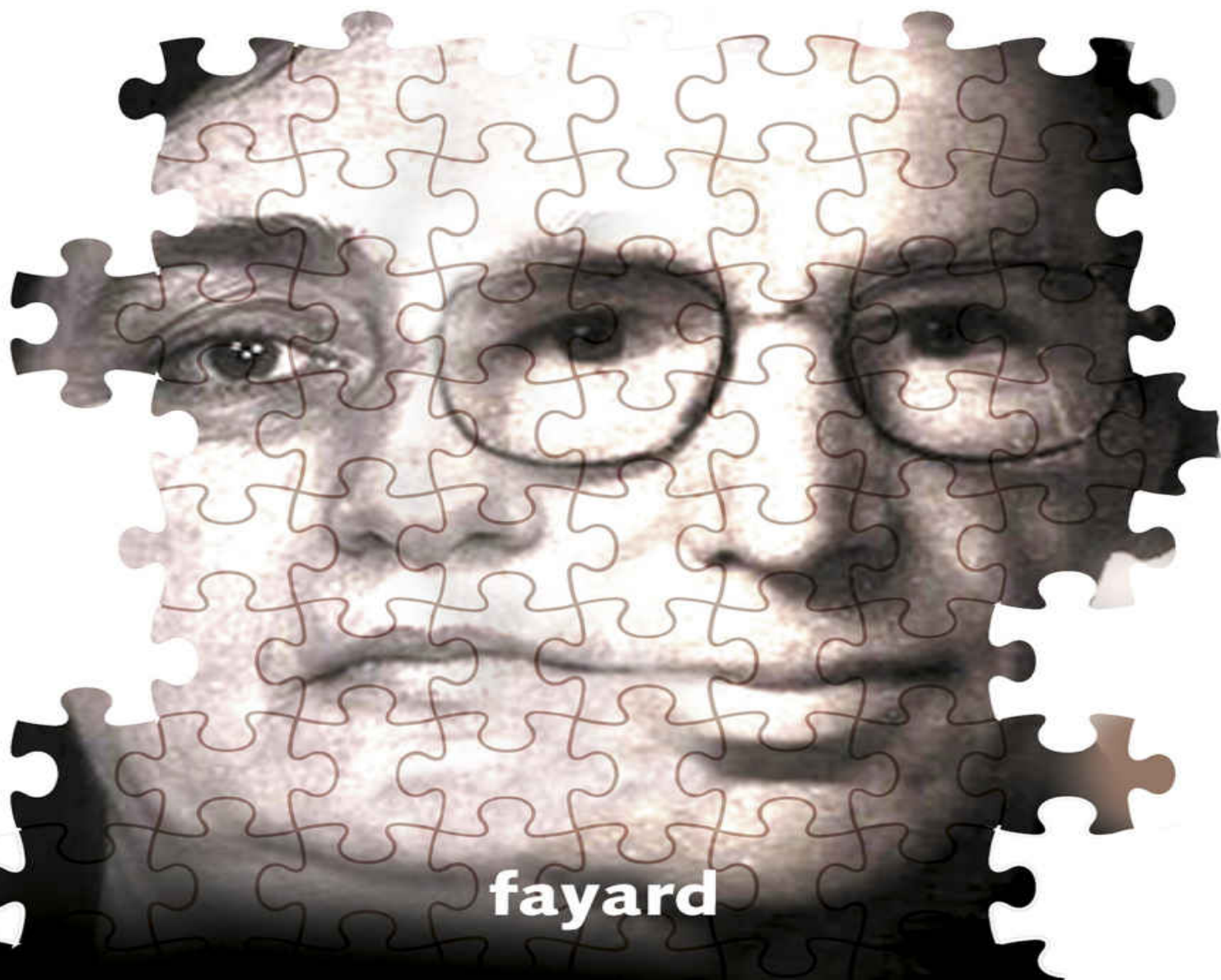


Michelle Fines

DANS LE CERVEAU DU TUEUR

L'AFFAIRE

MICHEL FOURNIRET - MONIQUE OLIVIER



fayard





Michelle Fines

Dans le cerveau du tueur
L'affaire
Michel Fourniret-Monique Olivier

Fayard

Avant-propos

Ce n'est en rien un titre de gloire, mais je suis probablement la première journaliste de France à avoir eu Éric Mouzin, le père d'Estelle, au téléphone. Nous sommes le 10 janvier 2003 en début d'après-midi, je suis cheffe de service à la rédaction de TF1 et la secrétaire me passe « un père de famille qui veut prévenir que sa fille de 9 ans a disparu » à Guermantes, la veille en rentrant de l'école, alors qu'il faisait nuit noire et qu'il neigeait.

Je comprends tout de suite que c'est grave, cela fait vingt ans que je couvre les faits divers, je sais. J'envoie en urgence une équipe à Guermantes avec un car de diffusion. Tout faire pour aider ce papa. Le soir-même, au journal de 20 heures, on diffuse un très court reportage à l'antenne. Cinquante secondes avec la photo d'Estelle, la première interview du père.

Je ne sais pas encore, à ce moment-là, que cette affaire va me poursuivre pendant vingt ans, que, à chaque fois que je croiserai une enfant de 9 ans, je ne pourrai m'empêcher de penser à Estelle.

Je n'ai pas eu de petite fille, mais un fils, à peine plus jeune qu'elle. Il n'a jamais su qu'à cause d'elle il a fallu du temps pour que je l'autorise à aller seul à l'école. La première fois, je l'ai suivi, « filoché », comme les flics, sans qu'il s'en rende compte. La dame en gilet fluo qui faisait traverser les enfants me disait : « Il vient de passer, votre fils. » Je faisais chut avec le doigt.

Pour moi comme pour toutes les mamans et tous les papas de France, Estelle, de même que Grégory vingt ans plus tôt, est un symbole.

J'ai déjà réalisé quatre heures et demie de film documentaire sur l'affaire Fourniret/Olivier : pour W9, j'ai expliqué en novembre 2019, le jour de sa mise en examen, pourquoi Michel Fourniret avait enlevé Estelle Mouzin ; pour Netflix, j'ai détaillé le rôle de Monique Olivier au sein du couple criminel.

Il me reste toutefois une histoire à raconter, que j'observe depuis des années : celle, secrète, de l'enquête qui va mener Monique Olivier devant la cour d'assises de Nanterre le 28 novembre prochain, pendant deux semaines, pour les meurtres de Marie-Angèle Domèce, Joanna Parrish et Estelle Mouzin, et pour lesquels, comme tout accusé, elle bénéficie de la présomption d'innocence.

Avec l'aide d'une analyste comportementale de la gendarmerie, une juge d'instruction et sa greffière sont entrées dans la tête de ce couple de tueurs pour les faire avouer.

Sabine Kheris et Valérie Duby ont repris des dossiers vieux de quinze ou trente ans, certains soldés par des non-lieux. Trente ans après les faits, elles ont découvert des témoins qui n'avaient jamais été interrogés.

Pour tenter de retrouver le corps de la petite Estelle, elles ont fait travailler des maîtres-chiens belges, un bataillon parachutiste qui a plutôt l'habitude d'aller chercher des cadavres dans les charniers en Irak, un archéologue qu'on trouve plus volontiers au pied des pyramides d'Égypte. Elles ont soulevé des montagnes et révolutionné les enquêtes criminelles...

C'est l'histoire d'une enquête hors norme, d'un face-à-face avec la mort, dans lesquels la juge et la greffière essaient en permanence de ne pas être le jouet de ce couple de très grands manipulateurs. Un *Mindhunter* à la française.

Chapitre 1

Le couloir de la mort

Ensisheim, Alsace Novembre 2018

On le croirait sorti d'un autre temps. Avec ses hauts murs de pierre, sa porte massive aux gros clous en fer forgé, le bâtiment a fière allure. Pour tout dire, c'est le plus beau monument de la petite commune paisible d'Ensisheim, en Alsace. Édifié au milieu du centre-ville en 1614, il fut d'abord un collège jésuite, avant d'être converti au début du ^{xix}^e siècle en centre de détention... Les mères de famille qui viennent acheter le pain à la boulangerie juste en face savent-elles que ces hauts murs abritent les pires entre les pires ? Imaginent-elles que, dans l'aile la plus ancienne du bâtiment, un petit corridor à la peinture jaunie et décrépie a été surnommé le couloir de la mort ? À la lumière d'une pauvre ampoule, les noms que l'on déchiffre sur les portes font frémir.

Francis Heaulme, le « routard du crime » ; Guy Georges, le tueur de l'Est parisien, et son voisin direct, le plus énigmatique de tous : Michel Fourniret, *alias* l'ogre des Ardennes, condamné à la plus lourde peine en France, la perpétuité incompressible, pour sept assassinats. Un étrange bonhomme, ce Fourniret. Une silhouette malingre, des mains trois fois trop grandes pour lui, qui font froid dans le dos, et, derrière des petites lunettes rondes cerclées de métal, des yeux bleu translucide très dérangeants.

À 76 ans, Fourniret ne sort plus guère de sa cellule. Le tueur en série passe une partie de son temps à jouer contre lui-même. Au propre comme au figuré, Fourniret est un grand joueur d'échecs. Lorsqu'il est arrivé en 2008, il défiait Guy Georges, mais le tueur de l'Est parisien n'arrivait pas à la cheville de l'ogre. Comme personne ne l'égalait, Fourniret s'est donc résigné à jouer seul contre lui-même, sur son échiquier électronique.

Quand Fourniret n'affronte pas Fourniret, il écrit. Sur tout ce qui lui passe à portée de main : les feuilles de « cantine » qui permettent aux prisonniers d'acheter de la nourriture, du papier toilette, du papier journal, des enveloppes, et même des boîtes de lait... Un « capharnaüm bien rangé », disent ceux (et ils sont rares) qui sont entrés dans sa cellule.

Fourniret, qui se targue d'être un ouvrier de précision, a bricolé des étagères avec des boîtes de Ricoré, le café des taulards. Dans des rouleaux de Sopalin, il a glissé d'énigmatiques parchemins rédigés à la main... Depuis des années, Fourniret noircit des pages et des pages, de sa petite écriture penchée. Des phrases souvent sans queue ni tête, où il parle de Dieu, mais plus encore de lui, car rien n'intéresse plus Fourniret que Fourniret lui-même. Comme les étagères ne suffisaient pas à accueillir l'étendue de sa pensée, il a recouvert les murs de la cellule, du sol au plafond. Le lit est également le réceptacle de ses divagations. À tel point que, dans le souci de ne pas écorner ses écrits, Fourniret dort assis.

Le tueur en série a été condamné en 2008 pour sept meurtres, il est détenu depuis déjà quinze ans et est assuré de rester en prison jusqu'à la fin de sa vie. Son dernier plaisir est de se confronter aux seuls êtres humains avec lesquels il est en contact : juges, policiers, gendarmes, ceux qui enquêtent sur ses dossiers. Fourniret les choisit. Il l'a dit plusieurs fois : il ne parle qu'à ceux qui connaissent parfaitement ses affaires, ceux qu'il juge aussi intelligents que lui, ce qui n'est pas une mince affaire, car le tueur en série affiche tout de même, à en croire les experts, un QI supérieur à 120.

Depuis trois ans, Fourniret a enfin trouvé un magistrat à sa mesure, la juge Sabine Kheris, 52 ans, doyenne des juges d'instruction à Paris, grande dame brune qui instruit deux dossiers de meurtres dans lesquels Fourniret est mis en examen.

En novembre 2018, la magistrate a décidé de se déplacer à Ensisheim pour perquisitionner la cellule du tueur en série. Connaissant Fourniret et son goût pour les jeux de piste macabres, elle se dit qu'au milieu de ses innombrables écrits le tueur a sûrement glissé quelques indices... Le nom d'un bois, celui d'une carrière désaffectée, dans lesquels on pourrait retrouver, vingt ans après, les restes d'une jeune fille. Il est ainsi, Fourniret : comme il n'est plus en mesure de terroriser les victimes, il s'amuse comme il peut... Ne gagnent que ceux qui consentent à entrer dans son jeu. La perversion poussée à l'extrême...

Pour les besoins de la procédure, la juge Sabine Kheris a fait contacter un avocat, un grand nom du barreau local, Dominique Bergmann. En trente ans de métier, maître Bergmann a à peu près tout vu, mais la scène

à laquelle il va assister ce jour-là restera l'un des souvenirs les plus marquants de sa carrière.

La magistrate est venue en délégation. À ses côtés, une greffière et plusieurs gendarmes : deux enquêteurs de la section de recherches de Dijon et une *profileuse*. On se croirait dans *Le Silence des agneaux*, le film américain sur les tueurs en série, à ceci près qu'on n'est pas aux États-Unis mais en France et qu'ici le décor n'a pas changé depuis deux siècles...

Le surveillant précède la petite délégation dans le couloir jaune et frappe : « Monsieur Fourniret, vous avez de la visite ! » La porte s'ouvre sur le plus grand tueur en série de France. La juge Kheris s'avance. Fourniret, rasé de près, arbore un grand sourire. « Mais qu'est-ce que vous faites là ? Ça fait plaisir de vous voir ! » s'exclame-t-il. On dirait deux vieilles connaissances qui ne se sont pas vues depuis longtemps. « Je suis venue vous rendre visite, explique la juge. J'ai pensé que certains écrits que vous avez gardés dans votre cellule pourraient être très utiles dans mes dossiers. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, j'aurai peut-être besoin de les emporter. — Prenez ce que vous voulez ! » s'exclame, magnanime, le tueur en série.

L'avocat n'en croit pas ses oreilles : Fourniret s'adresse à la juge d'instruction comme un maître à son élève et la magistrate ne semble pas s'en formaliser, bien au contraire...

Dans la petite cellule de 9 m², la juge, la greffière, les gendarmes et l'avocat se tassent comme ils peuvent, en regardant, éberlués, les murs recouverts d'écritures. Comment savoir ce qui peut être utile et ce qui ne l'est pas ? Conciliabule. La juge décide de tout saisir...

La greffière a prévu des cartons, du scotch pour les fermer, mais a oublié les ciseaux pour couper le ruban. Le surveillant s'exclame : « Je sais où en trouver ! » Un gendarme lui emboîte le pas et revient quelques minutes après, hilare : « Madame le juge, Guy Georges nous a très aimablement prêté sa paire de ciseaux ! » Un tueur en série avec des ciseaux en cellule ! L'avocat lève les yeux au ciel...

Au bout de trois heures, la juge d'instruction remercie Michel Fourniret et la petite troupe repart en emportant neuf cartons de scellés.

Des centaines d'heures de travail en perspective...

La juge espère que les écrits de Michel Fourniret permettront de trouver de nouveaux indices pour l'aider à résoudre les deux enquêtes dont elle est saisie : la disparition de Marie-Angèle Domèce et l'assassinat de Joanna Parrish, deux *cold cases* qui datent de 1988 et 1990...

*

Le nom de Michel Fourniret apparaît à la une de l'actualité en juin 2003, lors de son arrestation en Belgique.

Pour comprendre toutes les ramifications de ce qui va devenir l'une des plus grandes affaires de tueurs en série d'Europe, il faut revenir quelques années en arrière, lorsqu'éclate l'affaire Dutroux.

En 1995, aux quatre coins de la Belgique, à l'Est du côté de Liège, au Sud à Bertrix, sur la côte du côté d'Ostende, six jeunes filles ou fillettes disparaissent : Julie et Mélissa, 8 ans, Ann, 17 ans, Eefje, 19 ans, Sabine, 12 ans, Laetitia, 14 ans.

En août 1996, un pédophile très connu de la justice, plusieurs fois condamné, Marc Dutroux, est arrêté avec sa complice et compagne, Michelle Martin, à Marcinelle, dans le sud du pays. Pendant la perquisition dans sa maison, la police découvre une cache et libère deux des jeunes disparues : Sabine et Laetitia.

Les autres filles n'ont pas eu la même chance. Julie et Mélissa sont mortes de faim dans la cache où Dutroux les séquestrait. Quelques mois auparavant, dans le cadre d'une enquête pour vols de camion, une équipe de gendarmes était pourtant venue interpellier Marc Dutroux. Un prétexte, car des informateurs leur avaient affirmé qu'il séquestrait des filles. Non seulement, lors de la perquisition, les gendarmes n'avaient pas trouvé la cache, mais ils étaient repartis avec Marc Dutroux. À sa sortie de prison, l'une des fillettes était morte, l'autre avait succombé quelques jours plus tard. Le pédophile avait enterré leurs corps dans le jardin...

En Belgique, lorsque l'affaire éclate au grand jour, le scandale est immense. Des milliers de Belges défilent dans les rues pour une marche blanche. Une commission parlementaire demande une refonte des

services d'enquête, la gendarmerie est dissoute, ses effectifs intégrés à ceux de la police.

Quelques années plus tard, le cauchemar recommence.

Dans les Ardennes, cette région de forêts à cheval entre la France et la Belgique, des jeunes filles disparaissent à nouveau...

Le 16 mai 2000, à Charleville-Mézières, côté français, Céline Saison, 18 ans, se volatilise à la sortie de son lycée. Ses restes sont retrouvés trois mois après dans un bois, de l'autre côté de la frontière. Le 5 mai 2001, Mananya Thumpong, 13 ans, disparaît à son tour à Sedan. Le 1^{er} mars 2002, ses ossements sont découverts dans une forêt côté belge.

Dutroux est sous les verrous et les polices belge et française comprennent avec effroi qu'un autre prédateur rôde dans la région, mais plus pour longtemps.

Belgique

26 juin 2003

Le 26 juin 2003, à Beauraing, dans le Sud de la Belgique, une jeune fille de 13 ans, Marie, arrive, en état de choc, au commissariat. Elle vient d'être l'objet, explique-t-elle, d'une tentative d'enlèvement. Un monsieur en camionnette blanche lui a demandé son chemin. Comme il insistait, elle est montée dans le fourgon. Il a alors bloqué les portes, l'a attachée à l'arrière de la camionnette en disant : « Si tu ne me donnes pas du plaisir, tu ne retourneras pas chez toi. Tu veux vivre ou mourir ? » Terrorisée, Marie a demandé à l'homme s'il travaillait avec Dutroux, il a alors répondu : « Je suis pire. »

Malgré sa peur, Marie a fait preuve d'un immense sang-froid : elle a réussi à défaire ses liens, à débloquent la porte arrière et à s'échapper, discrètement, à un stop. Une automobiliste l'a recueillie en pleurs au milieu de la route et lui a proposé de l'emmener au commissariat. En chemin, elles ont croisé la camionnette du ravisseur, qui avait fait demi-tour en constatant la disparition de Marie. L'automobiliste a noté mentalement la plaque d'immatriculation du véhicule pour la communiquer à la police. Une heure et demie plus tard, le conducteur, un certain Michel Fourniret, un Français de 61 ans, est arrêté alors qu'il rentre chez lui, à Sart-Custinne, un petit village près de la frontière.

En apparence, c'est un homme à la vie rangée. Il vit là avec sa femme et son fils depuis 1992. Après plusieurs petits boulots de forestier ou de jardinier, il officie même, en alternance avec son épouse, comme surveillant dans l'école d'un village voisin...

Mais les policiers belges vont prendre l'affaire très au sérieux, car l'homme a aussi un lourd passé judiciaire en France. En 1966, il a été condamné à huit mois avec sursis pour attouchements sur des fillettes de 6 et 7 ans ; puis en 1987 à sept ans de prison dont deux avec sursis pour plusieurs attentats à la pudeur, violences, voies de fait ; enfin, il a purgé, en 1991, une peine de six mois de détention supplémentaire pour avoir tenté d'agresser dans la Marne, à plusieurs reprises, des femmes dans leur voiture.

La brigade criminelle de la police fédérale de Dinant est saisie le lendemain. Elle est dirigée par Jacques Fagnart, un grand gaillard à la moustache imposante, vieux routier de la police judiciaire. Immédiatement, Fagnart fait le rapprochement avec les cadavres des deux jeunes filles retrouvés près de la frontière belge en 2000 et 2001. Il note que Fourniret est né à Sedan, ville où a été enlevée la jeune Mananya Thumpong. Il a habité à Floing, dans les Ardennes françaises, tout près du bois de Sugny où a été découvert le cadavre de Céline Saison. Fagnart prévient la police judiciaire de Reims chargée des enquêtes sur les meurtres de Céline Saison et Mananya Thumpong. Le 27 juin 2003, à 16 h 30, il procède, en leur présence, à une perquisition du domicile de Michel Fourniret, arrêté à peine vingt-quatre heures plus tôt.

Cinq experts de la police scientifique et un groupe de la brigade criminelle belge fouillent les moindres recoins de la maison. Ils découvrent trois revolvers 357 Magnum et plusieurs cartes téléphoniques « *pay and go* », des puces qu'utilisent en général les voyous, car elles peuvent être achetées de manière anonyme. Les voisins de Sart-Custinne disent aux policiers que Fourniret utilisait régulièrement un tractopelle dans sa propriété. Fagnart décide alors de faire passer un architecte pour voir si des caches n'auraient pas été aménagées dans la maison. Il contacte des maîtres-chiens détecteurs de cadavres, des pelleteuses retournent le jardin. Les policiers ne trouvent rien, sauf des cadavres de chiens et de lapins. Dans le fourgon C25 de Fourniret, en revanche, ils découvrent un attirail qui les inquiète au plus haut point : des cordes, des chaînes, un masque inhalateur pour enfant, une jupe de fillette en velours gris, une cagoule... Jacques Fagnart constitue huit groupes d'enquête pour tout vérifier : les finances du couple, leurs voitures, le contenu de l'ordinateur saisi dans la maison, leurs téléphones. Le policier est persuadé qu'il n'a pas affaire à un simple pervers sexuel, mais à un prédateur. Un type très intelligent qui le prend de haut.

Ce qui sort de l'ordinaire avec lui, explique Jacques Fagnart, c'est sa façon de parler, son calme apparent. Ces longs silences après qu'une question lui est posée. On a l'impression qu'il pèse chaque mot pour

savoir s'il y a un piège et on voit assez vite que ce n'est pas le commun des agresseurs que l'on connaît¹.

Michel Fourniret reconnaît l'agression de la jeune Marie.

Cela ne le préoccupe pas vraiment. Il pense qu'il ne restera pas marqué par ce qu'il s'est passé. Par contre, il est désolé des conséquences qui peuvent en découler pour lui. Il dit aussi que les agressions qu'il a commises par le passé en France n'ont pas dû laisser de traumatisme durable chez ses victimes².

Michel Fourniret est incarcéré le temps de l'enquête. Pour tentative d'enlèvement, il peut être gardé en détention préventive un an au maximum : le temps qu'il reste aux enquêteurs belges pour trouver de nouveaux éléments.

On se dit que ça va pas être facile. Lui est placé sous mandat de dépôt, il va rester là un moment. On suppose que sa femme, qui est une mère de famille, n'a pas participé à ce genre de méfaits, mais on se dit que sur certains épisodes, même si elle n'a pas participé, elle peut être au courant. Lui, c'est vraiment un mur de cinq mètres d'épaisseur. On se dit que s'il y a un maillon faible entre les deux, si on peut arriver à quelque chose, c'est en passant par elle, qui a l'air plus fragile en tout cas que lui³.

Monique Olivier, de son nom de jeune fille, est mariée à Michel Fourniret depuis 1989. Ils ont un enfant, Sélim, 15 ans.

Jacques Fagnart la voit pour la première fois le 27 juin 2003, lors de la perquisition de la maison : « Elle arrive avec son fils Sélim à bord d'un véhicule Citroën Jumpy. Je me souviens nettement qu'elle n'a manifesté ni surprise ni étonnement lorsque je lui ai appris l'arrestation de son mari⁴. »

Alors que Michel Fourniret est incarcéré, Monique Olivier est convoquée à la police fédérale toutes les semaines, sous n'importe quel prétexte.

Elle, c'est un peu le même genre que lui : elle met de longues minutes avant de parler. On a fait un test un jour, on a attendu vingt minutes pour avoir une réponse. Elle est tremblotante, cachée derrière ses cheveux. C'est un autre comportement, mais il n'en sort rien non plus. On décide de la convoquer régulièrement pendant un an. On ne

veut pas la harceler, mais l'entendre plusieurs fois, l'important est de la déranger, de l'inquiéter⁵...

Le 4 juillet a lieu le premier interrogatoire de Monique Olivier :

Je suis à ce jour sous le choc. [...] Je tiens à faire face à la situation. Je vous précise que je suis au courant de la raison de l'arrestation de mon époux Fourniret Michel. Il s'agit de faits d'enlèvement. [...] J'évite de lire la presse et de regarder la télévision. C'est peut-être lâche de ma part, mais je ne pourrais pas le supporter. [...] Franchement, je ne sais rien. Je me rends compte de la gravité de la situation. [...] Vous me demandez si, à ce jour, je ne vois pas un élément utile à vous signaler. Non, je ne vois pas. Mon mari travaillait normalement à la maison et je n'ai jamais remarqué un quelconque élément qui aurait pu me faire douter de son comportement tel que connu aujourd'hui.

Les auditions se succèdent, une à trois fois par semaine.

Nouvel interrogatoire de Monique Olivier, le 29 juillet 2003 :

Je vous précise que je n'ai rien de particulier à vous signaler depuis ma dernière entrevue avec vos services. Tout ce que j'ai à dire, c'est que j'en ai assez de tout cela et que j'aimerais que cela se termine au plus vite.

Les policiers belges ont un avantage par rapport aux Français : ils peuvent entendre un prévenu autant de fois qu'ils le veulent. En France, dans les affaires de crime, les policiers ont quarante-huit heures maximum pour interroger un suspect dans le cadre d'une garde à vue, ensuite un juge d'instruction prend le relais.

Au printemps 2004, Jacques Fagnart demande au juge l'autorisation de poser des micros en prison – encore un droit que les Français n'ont pas. Une fois par semaine environ, Monique rend visite à son mari, dans une cellule aménagée pour les « visites hors surveillance ». Fagnart écoute les enregistrements des conversations, et la femme qu'il découvre alors n'est pas du tout celle qu'il a face à lui lors des auditions. Monique et Michel Fourniret échangent à demi-mot, comme des voyous : « Un jour, il faisait des projets d'avenir et elle a répondu : “Oui, si je ne suis pas en prison d'ici là.” Cela nous a confortés dans le fait qu'elle en savait beaucoup plus⁶. »

Entre juin 2003 et juin 2004, Monique Olivier est convoquée 120 fois, une audition tous les trois jours. Elle est à bout.

Fin juin 2004, cela fait un an que Michel Fourniret est en prison, la chambre du conseil doit se prononcer la semaine suivante sur sa détention et va probablement le libérer, faute de preuves.

Le 22 juin, Jacques Fagnart convoque encore une fois Monique Olivier : « J'ai un excellent collègue, Stéphane Brasseur, qui sait pousser les gens à bout. Donc je l'ai fait entendre toute la matinée par ce collègue. Et une fois terminé, je l'ai reprise en début d'après-midi⁷. »

Fagnart explique à Monique Olivier qu'il a fait poser des écoutes en détention. Sur les enregistrements, il l'a entendue dire qu'elle craignait de se retrouver en prison, il veut savoir pourquoi.

Il est 15 heures, ce 22 juin 2004, et pour la première fois, Monique Olivier craque :

Je suis maintenant décidée à vous dire la vérité. Je sais, parce qu'il me l'a dit, que mon mari Michel Fourniret a déjà tué deux jeunes filles. [...] Je ne voudrais pas être considérée comme complice. Depuis un an, je vis très mal ce qu'il se passe, étant donné que je sais des choses et que, par peur d'être considérée comme sa complice, je ne l'ai jamais dénoncé. Ce que je vais vous dire ne s'invente pas. Je précise que maintenant que j'ai pris ma décision, je me sens très soulagée ; cela me pesait de cacher cela et c'est très lourd à porter. Je n'aurais rien pu empêcher ; mon mari partait régulièrement seul avec son véhicule ; il me disait qu'il allait « draguer » ou « chasser ». Je sais que son obsession, depuis toujours, est d'entretenir des relations sexuelles avec une jeune fille vierge, ce qu'il n'a jamais connu. Je ne pouvais pas m'opposer à lui. Quand il revenait, il avait l'habitude de me raconter ce qui s'était passé. Généralement, il se promenait avec son véhicule, le C25, jusqu'au moment où il repérait une jeune fille isolée. Il l'abordait le plus souvent en utilisant le prétexte de demander sa route, pour amener la jeune fille à monter volontairement dans le C25 et lui indiquer le chemin. Pratiquement à chaque fois, ces rencontres consistaient en une conversation au cours de laquelle il tentait de séduire la jeune fille, ce qui lui suffisait. À deux reprises, et je le suppose parce que son besoin absolu de relations sexuelles avec une jeune fille vierge l'a emporté, les choses se sont passées de manière plus violente. En fait, à deux reprises, il m'a dit que ça s'était terminé par la mort des jeunes filles, qu'il avait dû supprimer pour

les empêcher de le dénoncer. Je sais que les noms de ces jeunes filles sont Céline Saison et Mananya Thumpong.

Concernant Céline Saison, Monique Olivier affirme que son mari lui a dit qu'il allait « chasser », puis est rentré le soir en disant qu'il avait été obligé de la supprimer. Concernant Mananya Thumpong, il l'avait repérée près de la médiathèque de Sedan. Il y était retourné quelques jours plus tard. Il l'avait suivie puis abordée en lui demandant de lui indiquer un itinéraire. La jeune fille avait accepté de le guider en montant dans le fourgon. Il l'avait tuée et avait abandonné le corps dans un bois.

Monique Olivier affirme à Jacques Fagnart qu'elle ne sait rien de plus ; son mari ne lui aurait jamais parlé d'autres crimes. Le policier ne connaît pas dans le détail les dossiers Saison et Thumpong, instruits en France. Il décide d'arrêter là l'audition et de la reprendre quelques jours plus tard avec les policiers français chargés des deux enquêtes.

Le 28 juin, Monique Olivier est à nouveau convoquée. À cent kilomètres de là, à Arlon, le procès de Marc Dutroux vient de se terminer. Le pédophile tueur en série a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité et sa compagne, Michelle Martin, à trente ans de prison.

« Je me suis dit que ça pouvait déstabiliser Monique Olivier de voir que la complice pouvait être fortement condamnée, explique Jacques Fagnart... et donc j'avais laissé volontairement le journal avec le titre en première page à sa vue sur mon bureau⁸. »

Daniel Bourgard, de la police judiciaire de Reims, assiste à l'audition :

Fagnart commence en disant : « La semaine dernière, vous nous avez avoué les meurtres de Mananya Thumpong et Céline Saison. » Elle dit : « Non, c'est pas vrai, je ne vous ai pas dit ça. » Après quinze secondes de réflexion, elle se met à parler, et dans les vingt minutes qui suivent elle nous balance six meurtres⁹ !

Mains tremblantes, voix chevrotante, Monique Olivier passe aux aveux, le 28 juin 2004 :

Je suis maintenant décidée à vous dire tout ce que je sais sur les activités criminelles de mon mari. Je dois tout d'abord vous dire que depuis le début de notre vie commune, fin 1987, à ma connaissance, il a tué au moins six femmes. [...] Une prénommée Isabelle, de l'Yonne, Jeanne-Marie

Desramault, de la région de Charleville, Farida Hellegouarch, de la région parisienne, et Élisabeth Brichet, de Namur.

Jacques Fagnart connaît bien Élisabeth Brichet. La disparition de cette petite fille de 12 ans en 1989, alors qu'elle sortait de chez une copine, a bouleversé la Belgique. La police de Namur a enquêté tous azimuts pendant quinze ans sans résultat. Les trois autres victimes sont françaises. Daniel Bourgard se souvient très bien du cas de Jeanne-Marie Desramault, une jeune fille de 22 ans disparue la même année alors qu'elle devait prendre un train à la gare de Charleville-Mézières.

Concernant « Isabelle de l'Yonne », il lance des recherches. Elle est identifiée comme Isabelle Laville, 17 ans, disparue en rentrant du lycée le 11 décembre 1987. Quant à Farida Hellegouarch, Hammiche de son nom de jeune fille, elle est la femme d'un ancien codétenu de Fourniret. Sa famille n'a plus de nouvelles d'elle depuis avril 1988.

Daniel Bourgard pense que Monique Olivier n'a pas encore tout dit : « Je revois la scène, je suis pratiquement à ses genoux, je lui dis : "Monique, il y en a d'autres¹⁰ ?" »

À 2 h 10 du matin, le 29 juin, elle ajoute deux noms : celui de Fabienne Leroy, 20 ans, dont le cadavre avait été retrouvé dans un bois le 4 août 1988 à Mourmelon, dans la Marne, et celui de Natacha Danais, 13 ans, découverte morte sur une plage de Rezé, en Loire-Atlantique, le 24 novembre 1990.

Huit victimes. Les enquêteurs belges et français découvrent qu'ils ont affaire à un tueur en série.

Le policier de la PJ de Reims explique :

Monique Olivier a parlé parce que les Belges lui ont mis la pression pendant un an. En France, on n'aurait pas le droit de faire ça, jamais on n'aurait pu entendre une personne 120 fois. Les Belges ont fait un travail remarquable, elle savait plus où elle était, elle était dans un état lamentable en début d'interrogatoire. Et si Monique Olivier ne nous avait pas donné les affaires, jamais Fourniret ne serait venu aux aveux¹¹.

Le lendemain, le 30 juin, Michel Fourniret entre à son tour dans le bureau de la police fédérale de Dinant. Les déclarations de Monique Olivier ont fuité dans la presse. Il a appris ses déclarations en écoutant la radio.

Il dit à Fagnart : « Donnez-moi les faits qu'elle a avoués, si c'est bon, je prends. » Il ne voulait surtout pas lâcher des noms qu'elle n'aurait pas donnés. Fagnart lui balance six noms, il dit : « Je vais m'expliquer¹². »

Le 30 juin 2004, 9 h 50, audition de Michel Fourniret :

Une des qualités de mon épouse est qu'elle ne triche pas. Les pressions que vos services ont exercées sur elle depuis le début de l'enquête l'ont amenée à faire ces déclarations, qui sont en quelque sorte libératoires pour elle, libératoires à mon égard vis-à-vis du despotisme tyrannique que je lui ai imposé depuis que nous vivons ensemble. Elle n'avait pas le choix de refuser ce que je lui imposais et donc elle l'acceptait par instinct de survie.

Fourniret énumère à son tour froidement les noms de ses victimes :

- Élisabeth Brichet : étranglée, pas violée ;
- une jeune femme dont je ne connais pas le nom : abattue d'un coup de fusil près d'un terrain militaire à Mourmelon ;
- une jeune fille de Nantes, prénommée Natacha, je crois : pas violée, morte par étranglement ;
- Jeanne-Marie Desramault : non violée, étranglée ;
- une prénommée Isabelle, dans la région d'Auxerre : morte par étranglement, non violée ;
- une prénommée Farida, compagne de Jean-Pierre Hellegouarch : morte à l'extérieur, étranglement aussi.

Le tueur explique qu'il a enlevé toutes les jeunes femmes « en compagnie de [son] épouse, Monique », mais aussi, dans le cas d'Élisabeth Brichet en décembre 1989, de son fils Sélim dans son siège bébé.

Quelques jours plus tard, Fourniret reconnaît les meurtres de Céline Saison, 18 ans, et de Mananya Thumpong, 13 ans. Jacques Fagnart se souvient qu'il prend un plaisir évident à raconter ses crimes par le menu :

Il dit qu'il tue machinalement. Et il raconte comment il tue, avec les détails les plus sordides possibles, absolument sans aucune émotion. C'est presque technique. Il dit qu'il a essayé d'en tuer une en enfonçant un tournevis côté gauche pour atteindre le cœur, comme ça n'a pas fonctionné, il a étranglé la jeune fille. Il raconte ça comme il parle d'un match de football¹³.

Fourniret a inventé une expression pour désigner ses proies : il les appelle des « MSP », « membranes sur pattes ».

« Il n'a aucun sentiment, il ne se cherche aucune excuse, explique Daniel Bourgard. Il me dit : "Monsieur Bourgard, des remords, oui, à la première, mais certainement pas à la dixième¹⁴ !" »

Les policiers belges, comme les français, sont persuadés que le tueur en série a probablement fait d'autres victimes sur sa route.

Il a pu faire largement plus du double que ce qu'il a avoué, estime Daniel Bourgard, c'est tout à fait possible. Il payait tout en liquide, il était intraçable. Il pouvait partir une semaine avec son camion, personne ne s'en apercevait. Il a pu traverser la France, aller au Luxembourg, en Allemagne, en Hollande. Il a pu taper à Milan, à Bayonne¹⁵.

Après les aveux de juin 2004, Fagnart décide de maintenir la pression sur Monique Olivier pour lui faire avouer d'autres crimes.

En février 2005, au détour d'un interrogatoire, la femme du tueur évoque deux nouveaux faits dans la région d'Auxerre : une « jeune fille en 1988, au village de Saint-Cyr-les-Colons », une autre en 1990, « près de la gare routière d'Auxerre ».

Mais, pour ces deux cas-là, la suite du parcours judiciaire va être beaucoup plus complexe.

Comme lors des premiers aveux, Fagnart stoppe l'interrogatoire, informe le commandant de la police judiciaire de Reims, Daniel Bourgard, qui se renseigne auprès de ses collègues de la région d'Auxerre. La jeune fille de 1990 pourrait bien être Joanna Parrish, une jeune Anglaise de 20 ans dont le cadavre a été découvert dénudé, flottant dans la rivière l'Yonne, le 17 mai de cette année-là, à Monéteau, près d'Auxerre. La « jeune fille de Saint-Cyr-les-Colons » rappelle l'histoire de Marie-Angèle Domèce, 18 ans, une pupille de la Ddass que personne n'a revue depuis le 8 juillet 1988. À cette époque, les Fourniret vivent précisément dans ce village. Ils s'y sont installés lorsque Michel Fourniret est sorti de prison en octobre 1987, dans une maison qui appartenait à sa mère, sur la place de l'église, face à la boulangerie-épicerie.

Le lundi 14 février, à 10 h 10, commence l'audition de Monique Olivier, menée conjointement par le commissaire belge Jacques Fagnart

et les policiers français : le commandant Daniel Bourgard et son adjoint. Fait exceptionnel, le procureur de Charleville-Mézières, Francis Nachbar, assiste, lui aussi, à l'interrogatoire.

Nerveux, silhouette fine, regard perçant, Nachbar est un personnage. L'un de ces procureurs qui s'impliquent dans les dossiers jusqu'à peut-être sortir de leur rôle. Aujourd'hui à la retraite, il dit que l'affaire Fourniret l'a fait vieillir de dix ans. En quarante et un ans de carrière, elle est incontestablement celle qui l'a le plus marqué : « Par l'horreur des faits, la douleur des victimes, le côté monstrueux des accusés. C'est absolument horrible d'avoir à les côtoyer pendant cinq ans de manière assidue¹⁶. » Alors que ses fonctions ne l'imposent pas, Francis Nachbar a voulu assister aux auditions, discuter en *off* avec Fourniret pendant des heures pour tenter de lui soutirer des confidences, il s'est confronté à lui, l'a affronté, il s'y est abîmé. Un jour, le tueur lui a dit : « Personne ne sortira indemne de cette affaire, même pas vous, monsieur le procureur. » « Il avait raison », conclut Nachbar. Le procureur de la République se dit « obsédé par la découverte du corps des victimes », notamment celui de Marie-Angèle Domèce.

« Monique Olivier avait avoué le meurtre de manière très générale, se souvient Nachbar, et on essayait d'avoir des détails¹⁷. »

De fait, elle va livrer un témoignage d'une incroyable précision.

Vers 1988, mon mari m'avait dit qu'il avait remarqué dans le village une jeune fille qu'il avait qualifiée de « beau petit sujet ». Il me l'avait même montrée alors qu'elle sortait de l'épicerie du village. Elle devait être blonde, semblait avoir 18 ou 19 ans, était mignonne et pas très grande. Michel Fourniret comptait en faire une de ses victimes, mais trouvait risqué de s'en prendre à elle étant donné qu'elle était du village et qu'en cas de disparition on risquait de penser à lui. [...] Un jour cependant, il m'a dit savoir qu'elle ne vivait pas effectivement dans le village, mais ne faisait que d'y venir de temps à autre. Il avait donc pris la décision de l'enlever.

Monique Olivier parle de « la jeune fille » ou de « la gamine », elle ne connaît pas son nom. L'interrogatoire continue, dans des conditions, se souvient Nachbar, particulièrement difficiles :

Elle est là, sur sa chaise, pendant des heures. Les enquêteurs belges lui posent des questions. Parfois, les enquêteurs de Reims demandent aux enquêteurs belges d'approfondir tel ou tel point. Elle est là, elle

vous regarde, elle dit rien. Il se passe de très, très longues minutes. Elle baisse la tête, y a ses grands cheveux qui tombent devant. Et puis ça dure cinq minutes, dix minutes : rien, sinon de temps en temps un signe oui, un signe non, puis se passent encore de longues minutes comme si elle était en train de réfléchir profondément. Et quand elle consent à dire quelque chose, c'est parce que les enquêteurs lui ont presque arraché les mots. Bourgard l'appelait Monique : « C'est ça, Monique ? – Oui, oui, oui », donc il note. Mais il relit la phrase : « C'est bien, c'est bien ce que tu as voulu dire ? » Il la tutoie. « C'est bien ce que tu as voulu dire, Monique, t'es sûre ? » Il relit sa phrase, oui, oui. Voilà. Mais pour taper une page de procès-verbal, ça prend des heures et des heures. C'est extraordinairement pénible¹⁸.

Monique Olivier, poursuit son récit.

Il [Michel Fourniret] avait certainement fait des repérages comme c'était son habitude, et un jour il m'a chargée dans la voiture, une Peugeot 304 verte ou bleue, sans me prévenir de ce qu'il comptait faire. Nous avons roulé un peu en dehors du village. Nous avons vu la jeune fille qui se trouvait seule, à pied, sur la route du village. [...] J'ai tout de suite compris ce qui allait se passer. Si Michel m'avait demandé de l'accompagner, c'est très certainement parce qu'il savait où croiser cette jeune fille et qu'il pensait que ma présence dans la voiture serait rassurante s'il lui demandait de monter avec nous. Il avait cette jeune fille-là en tête. C'était une obsession. Je pense que si nous avions croisé une autre jeune fille, il n'aurait rien fait. C'est Michel qui conduisait. C'était d'ailleurs toujours lui ; de cette manière-là, s'il repérait une jeune fille qui l'intéressait, il pouvait immédiatement manœuvrer comme il voulait pour s'approcher d'elle. Cette fois-ci donc, Michel a arrêté la voiture à hauteur de la jeune fille. Il lui a demandé une direction. Étant donné qu'il avait fait des repérages, il devait savoir où cette jeune fille se rendait et c'est cette destination-là qu'il lui a demandé de lui renseigner. Michel a proposé à la jeune fille de monter dans la voiture pour la conduire à sa destination. [...] La jeune fille une fois dans la voiture, nous avons roulé un certain temps, en direction d'Auxerre. [...] À un moment donné, la jeune fille s'est rendu compte que nous ne prenions pas le bon chemin. [...] Michel avait enclenché les sécurités enfant. Elle s'est mise à pleurer, mais suite aux ordres de Michel elle s'est tue. Nous n'avons pas roulé très longtemps et Michel a engagé la voiture dans un chemin de campagne où nous avons

stoppé. Michel m'a demandé de m'éloigner de la voiture. [...] À un moment donné, Michel m'a rejointe, au volant de la voiture, et je suis montée comme passagère avant. La jeune fille n'était plus dans l'habitacle. Michel m'a dit qu'il n'avait pas réussi à avoir ce qu'il voulait, ayant éjaculé trop tôt, et qu'il avait ensuite tué la jeune fille en l'étranglant, avant de mettre le cadavre dans le coffre de la voiture. [...] Nous sommes revenus à la maison, en laissant la voiture garée sur la rue, le long du trottoir, le cadavre s'y trouvant toujours. Michel a attendu que la nuit tombe, puis est reparti avec la voiture, mais sans moi.

Au bout d'une heure, peut-être plus, il est revenu, en me précisant qu'il avait pu abandonner le cadavre de la jeune fille, en me précisant qu'on ne retrouverait jamais le corps.

Monique Olivier vient de détailler le scénario de l'enlèvement et du meurtre de Marie-Angèle Domèce.

« Ça fait des heures et des heures qu'on l'interroge, se souvient Francis Nachbar, c'est extrêmement éprouvant. Elle a parlé très difficilement, en lui arrachant un peu les mots, mais elle a dit à peu près ce qui s'est passé pour le premier meurtre¹⁹. »

La suite est plus difficile. Monique Olivier aborde le deuxième cas évoqué lors de l'audition précédente, celui d'une « jeune fille, en 1990, près de la gare routière d'Auxerre ».

Cette année-là, Michel Fourniret et Monique Olivier ont toujours la maison de Saint-Cyr-les-Colons, mais n'y viennent plus qu'épisodiquement. Ils ont acheté à l'été 1988, à Floing, dans les Ardennes, un petit bâtiment qu'ils ont rénové, et font parfois des allers-retours.

Dans le courant de l'année 1990, au cours d'un voyage entre Floing et Saint-Cyr-les-Colons pour aller y chercher du mobilier, j'ai accompagné Michel à sa demande. Encore une fois, ma présence avait surtout pour utilité de rassurer une éventuelle victime qu'il pourrait rencontrer. Dans ce but-là, nous nous sommes à nouveau rendus à Auxerre, devant la gare routière située sur les hauteurs de la ville. C'était en fin d'après-midi ou en début de soirée, c'est-à-dire un moment où statistiquement il y a plus de monde. Michel a repéré la jeune fille, qui devait avoir 18 ou 19 ans, pas très

grande, et est allé lui parler, tandis que j’attendais dans le C15. La jeune fille a accepté de nous accompagner et est montée à l’arrière du C15.

L’intention première de Michel cette fois-là était d’enlever la jeune fille et de la ramener à Floing [...], pour la séquestrer plusieurs jours et abuser d’elle avant de la tuer.

À peine avons-nous fait quelques kilomètres qu’il a changé d’avis et a décidé de la violer immédiatement. Michel est passé à l’arrière du C15 et a maîtrisé la jeune fille qui commençait à se manifester. J’ai pris le volant et nous avons roulé assez peu de temps, au hasard, jusqu’à un endroit isolé. Il n’y a pas de cloison entre les parties avant et arrière, si bien que j’ai entendu tout ce qui s’est passé ensuite, sans pourtant oser me retourner pour regarder. Michel a demandé à la jeune fille si elle était vierge et si elle avait un petit ami. Il lui a demandé ensuite de se déshabiller, ce qu’elle a refusé de faire. Il lui a alors donné des coups, jusqu’à ce qu’elle ne parle plus. Il l’a ensuite déshabillée lui-même, totalement, puis l’a ligotée aux chevilles et aux poignets. Elle était inconsciente et c’est alors qu’il l’a violée. [...] Je ne peux pas vous dire combien de temps tout cela a duré, ni si nous sommes restés longtemps sur place. Après avoir violé la jeune fille, Michel l’a étranglée.

À ce stade du récit, selon le procureur Francis Nachbar, Monique Olivier refuse de continuer :

On essaie de lui faire dire ce qu’ils ont fait du corps et on sent qu’elle a du mal, qu’elle bloque. À un moment, elle baisse la tête. Elle fait non, elle fait oui de la tête sans rien dire. Ça dure au moins trente minutes. Elle n’a pas bu un verre d’eau. Elle n’a pas voulu s’alimenter ni se nourrir. Elle est restée figée sur sa chaise, mais sans même croiser ses jambes, immobile. Elle ne fait même plus de signes ou de tremblements de la tête, elle ne bouge plus. Je me dis c’est pas possible, elle va avoir un malaise. Donc je la prends par l’épaule, et je lui dis : « Madame Olivier, ça va ? » Je la prends brusquement par l’épaule, mais en aucun cas ce n’est un coup. En aucun cas. Et elle se relève et un policier du SRPJ la prend également par l’épaule ou par les deux épaules, et il lui dit : « Monique, ça va ? Tu veux boire un coup ? » Et là, elle relève la tête. « Oui, ça va, non, non, ça va. » Et c’est tout. Et puis on continue à lui poser des questions. Et là, elle accepte de nous donner quelques détails supplémentaires²⁰.

Elle continue :

Michel a pris la jeune fille morte dans ses bras. Elle était nue et il est allé la jeter dans la rivière ou un cours d'eau qui se trouvait près de la voiture. Ensuite, nous sommes allés jusqu'à Saint-Cyr-les-Colons, pour n'en repartir que le lendemain matin. Les vêtements de la gamine ont été jetés dans des poubelles en bord de route, en descendant à Saint-Cyr-les-Colons, après le crime.

En 1990, un seul corps a été retrouvé flottant dans l'Yonne : celui de Joanna Parrish, la jeune Anglaise de 20 ans. Les policiers viennent d'identifier une dixième victime.

Il a fallu onze heures d'interrogatoire pour rédiger un procès-verbal de six pages.

Monique Olivier réitère ses aveux le soir même devant le juge d'instruction de Dinant.

Mais, de retour à la maison d'arrêt, elle prétend avoir été brutalisée pendant l'interrogatoire par le procureur de la République Francis Nachbar et porte plainte pour coups et blessures volontaires. Il raconte :

Une fois, elle a dit que je lui avais mis une grande baffe au visage. Une autre fois, que je lui avais porté un coup de poing au niveau de l'oreille et qu'elle entendait plus de cette oreille. Et une autre fois encore, c'était un coup de coude dans le sternum. Elle ne disait jamais tout à fait la même chose. Je n'ai jamais frappé quelqu'un de ma vie, je ne suis pas quelqu'un de violent. Vous imaginez un magistrat, un procureur, même un policier qui ferait cela, en Belgique, de surcroît ? Ce n'est pas pensable²¹.

En mai 2006, un an et demi après ses aveux, Monique Olivier est à nouveau entendue par des policiers dans les affaires Domèce et Parrish. Elle revient sur ses aveux. Elle affirme que « les questions et les réponses » lui auraient été dictées par les premiers enquêteurs. Auditionnée encore une fois en 2008, elle déclare qu'elle n'a rien à se reprocher dans ces dossiers, tout en glissant que son mari est peut-être responsable.

Michel Fourniret, lui, affirme qu'il n'est pas l'auteur des meurtres, il refuse de commenter ce qu'il appelle « les délires de Monique ».

« Lors d'un interrogatoire sur le dossier Joanna Parrish, se remémore Didier Seban, avocat de la famille, il se tourne vers moi, et me dit : "Maître, Parrish, c'est ma signature, mais c'est pas moi." Il se fout de ma gueule²². »

Quand Fourniret dit : « Ce n'est pas moi », il faut souvent comprendre l'inverse. Comment savoir quand le tueur en série dit la vérité ? Pour les enquêteurs, il est difficile à décrypter.

Daniel Bourgard se souvient :

Fourniret est aussi catégorique quand il ment que quand il dit la vérité. Quand il dit : « C'est pas moi », la manière dont il l'affirme, c'est impressionnant. Il est dans son monde, dans sa bulle. Il n'a pas de sentiments pour les victimes, il ne va pas dire que leur fille est enterrée à tel endroit pour soulager les parents²³.

Les dossiers Parrish et Domèce sont malgré tout regroupés avec les autres enquêtes Fourniret au tribunal de Charleville-Mézières ; Monique Olivier et Michel Fourniret sont mis en examen pour le meurtre de Joanna et l'enlèvement de Marie-Angèle. Les juges estiment alors que Monique Olivier a livré des aveux suffisamment circonstanciés. Lors de l'autopsie de Joanna Parrish, le médecin légiste a relevé des traces de coups qui confirment ses déclarations. De plus, les Fourniret avaient l'habitude de droguer ou de faire boire leurs victimes pour mieux les maîtriser. Or, dans le sang de Joanna Parrish, qui ne buvait jamais, le légiste a relevé des traces d'alcool.

Mais coup de théâtre en 2005. Les magistrats décident de renvoyer Michel Fourniret et Monique Olivier pour seulement sept dossiers et en écarte trois : le meurtre de Farida Hammiche, la femme de l'ancien codétenu de Fourniret, et ceux des jeunes Joanna Parrish et Marie-Angèle Domèce.

La justice a-t-elle exclu les dossiers Parrish et Domèce de peur que les soupçons de violences sur Monique Olivier ne viennent entacher les débats au cours du procès ? Francis Nachbar affirme que non : selon lui, les enquêtes Parrish et Domèce ne sont pas terminées à l'époque et les autres familles attendent. Le père de Jeanne-Marie Desramault a 86 ans, il faut juger le couple criminel au plus vite.

Le procès de Michel Fourniret et de Monique Olivier s'ouvre le 27 mars 2008 au tribunal de Charleville-Mézières. Quatre cents journalistes sont accrédités, des dizaines d'avocats sont sur les bancs des parties civiles. Une cellule d'accueil psychologique est créée pour aider les familles des victimes. Le 28 mai 2008, au terme de trois mois de procès éprouvants, la cour d'assises de Charleville-Mézières condamne Michel Fourniret à la peine maximale : la réclusion criminelle à perpétuité avec peine de sûreté de trente ans. Monique Olivier est condamnée elle aussi à perpétuité pour complicité, mais avec une peine de sûreté légèrement inférieure : vingt-huit ans. Ils ne font pas appel.

Pour les dossiers laissés « au bord de la route », en particulier ceux de Joanna Parrish et de Marie-Angèle Domèce, l'enquête continue, difficilement.

Des analyses ADN sont effectuées sur le corps de la jeune Anglaise. Les experts découvrent plusieurs empreintes génétiques, mais pas celle de Michel Fourniret. Les juges chargés du dossier décident de rendre le 24 août 2011 une ordonnance de non-lieu. Mais la famille de Joanna n'a pas l'intention d'en rester là.

Newnham on Severn, Gloucestershire, Angleterre

Dans le cimetière du petit village de la famille Parrish, dans l'ouest de l'Angleterre, une tombe en pierre sombre contemple pour l'éternité le splendide panorama de la baie du fleuve Severn. Joanna repose désormais en paix. « C'était un être merveilleux, dit doucement Pauline, sa mère. Quand je pense à elle, je pense à son sourire, à son rire. Elle était pleine de joie, elle aimait tout le monde²⁴. »

Joanna adorait la France, et parlait parfaitement le français avec un bel accent anglais. En octobre 1989, elle avait eu la possibilité, grâce à son université, d'occuper un poste d'assistante d'anglais dans un établissement du vieux centre d'Auxerre, le lycée Jacques-Amyot. Elle devait y rester jusqu'à la fin du mois de mai. Pour se faire un peu d'argent de poche pendant les vacances, elle avait passé dans le journal local une petite annonce proposant des cours particuliers d'anglais. La dernière semaine de mai, Pauline et son mari, Roger, devaient venir en voiture récupérer ses affaires : ses vêtements, son petit four, son nounours d'enfant. Ils avaient prévu de fêter en famille l'anniversaire de Pauline.

Le 17 mai 1990, des policiers anglais préviennent Roger Parrish que l'on a découvert le corps de sa fille flottant dans l'Yonne à Monéteau, près d'Auxerre.

« Ils ont dit "le corps", ça veut dire qu'elle est morte ? Je me suis assis, j'ai regardé par la fenêtre, c'était irréel, j'étais paralysé. Assez vite les policiers m'ont fait comprendre que ce n'était pas un accident, mais un meurtre²⁵. »

Roger ne comprend pas ce qui a pu arriver : « Joanna était très méfiante, elle n'aurait jamais suivi quelqu'un qu'elle ne connaissait pas²⁶. » Dès le début, même s'il ne parle pas français, le couple a le sentiment que la justice de l'Hexagone ne déploie pas les grands moyens. Roger et Pauline décident donc de lancer eux-mêmes un appel à témoins, impriment des affichettes qu'ils vont distribuer dans les rues d'Auxerre et proposant une récompense de 50 000 francs à qui pourrait fournir des renseignements. Sur l'affichette, une photo de Joanna.

« On s'est rendu compte, se souvient Roger Parrish, que les gens n'avaient jamais vu de photo de notre fille. La gendarmerie n'avait jamais fait de conférence de presse, ni d'appel à témoins²⁷... »

Pendant quinze ans, les parents restent sans réponse, jusqu'à ce qu'en février 2005 un journaliste anglais les appelle. Monique Olivier a avoué que son mari, Michel Fourniret, tueur en série, aurait assassiné Joanna :

Ça a été pour moi comme une illumination, explique Roger Parrish. Je me souviens avoir pensé immédiatement : « C'est eux ! » Si Joanna est montée dans une voiture, c'est parce qu'il y avait une femme, c'est cela qui l'a mise en confiance... Mais, juste après, on nous a dit que Monique Olivier s'était rétractée, qu'elle aurait parlé sous la pression de la police, que l'enquête allait s'arrêter là. Pour nous, c'était un désastre²⁸.

Pauline Murrell et Roger Parrish vont chercher de l'aide. Ils entendent parler d'un cabinet d'avocats français spécialisé dans les tueurs en série et les *cold cases* : Didier Seban et Corinne Herrmann. Au début des années 2000, ils ont œuvré pour faire arrêter et condamner un tueur en série français, Émile Louis, l'assassin des disparues de l'Yonne.

En France, raconte Didier Seban, la justice, comme beaucoup de services publics, fonctionne très mal. Souvent, les familles sont délaissées, les enquêtes sont abandonnées. Les magistrats, les policiers, les enquêteurs ne se parlent pas. Il n'y a pas de coordination et donc, du coup, il y a beaucoup d'affaires qui ne sont pas résolues, beaucoup de familles restent dans l'incertitude. Chez nous, jusqu'à ces dernières années, on ne connaissait pas les tueurs en série. La justice considérait que c'étaient au mieux des histoires américaines ou des histoires de polars, de romans policiers. Pendant des années, on a fait comme si ça n'existait pas. Chacun, cloisonné dans son tribunal, s'occupait de son affaire, mais on ne mettait pas les dossiers en rapport entre eux²⁹.

Didier Seban et Corinne Herrmann sont alors les empêcheurs de tourner en rond de la justice française et forment un duo soudé, on ne voit pas l'un sans l'autre : le brun et la rousse à la chevelure flamboyante. Les journalistes les appellent les Seban's. Ils révolutionnent le traitement des *cold cases* en important les techniques d'enquête des grands cabinets d'avocats américains :

On fonctionnait presque comme un service d'urgence, se souvient Corinne Herrmann, à essayer de trouver de nouvelles pistes, à essayer de rattraper des criminels avant qu'ils ne s'échappent ou qu'ils ne meurent. On avait presque un rôle hybride entre l'avocat, le psy, le policier, l'enquêteur, l'expert. On vivait dans un suspense absolu, même si on travaillait sur des dossiers anciens³⁰.

La justice française n'avait pas l'habitude de voir des avocats la contredire, apporter des pièces, apporter des éléments, explique Didier Seban³¹.

Les Seban's énervent souvent, mais finissent aussi par gagner leurs combats judiciaires, à l'usure...

Depuis le début des années 2000, ils représentent déjà les familles de Marie-Angèle Domèce et de Jeanne-Marie Desramault. Ils ont lu les rapports d'enquête, observé le couple criminel pendant les auditions, les reconstitutions. Ils ont appris à les connaître et à les décrypter.

« Michel Fourniret, il laisse des petits cailloux, raconte Didier Seban, il joue avec les enquêteurs, c'est sa perversité. Il joue avec tout le monde³². »

Les « petits cailloux » sont des indices que le tueur laisse, dans ses écrits ou lors d'une audition, à destination de ceux qui veulent bien les comprendre. C'est ainsi qu'en 2007, avant les assises de Charleville-Mézières, il adresse une lettre « à monsieur le président de la chambre d'instruction de la cour d'appel de Reims » stipulant :

J'ai, Michel Fourniret, l'honneur de solliciter la jonction des affaires Domèce, Mouzin et Parich (sic) à l'ordonnance de renvoi des assises.

De mémoire de tueur en série, c'est du jamais-vu. Fourniret, qui va comparaître pour sept meurtres, demande à être jugé pour trois affaires supplémentaires : celles de Joanna Parrish et Marie-Angèle Domèce, mais aussi Estelle Mouzin, petite fille de 9 ans, disparue le 9 janvier 2003 en région parisienne, dont on reparlera plus tard. Fourniret termine sa lettre par ce post-scriptum qui résonne étrangement aujourd'hui, après sa mort :

Le risque de ma fin prématurée, ou de celles de mes facultés mentales, n'autorise pas de laisser sur le bord de la route les trois

affaires dont je sollicite la jonction.

Pour Didier Seban et Corinne Herrmann, cette lettre est un aveu. Mais la justice, qui n'a pas l'intention de se laisser dicter sa conduite par un tueur en série, ne les écoute pas. La cour d'appel de Reims estime que la lettre est une manœuvre de Fourniret, qui aurait simplement pour but de retarder la tenue de la cour d'assises. La missive se perd dans les dossiers.

En août 2011, quand les juges d'instruction demandent à clore le dossier Parrish, Didier Seban et Corinne Herrmann décident de faire appel. La lettre de 2007, les aveux circonstanciés de Monique Olivier, sont autant d'éléments, estiment-ils, qui interdisent d'abandonner ces dossiers. Pour eux, l'enlèvement de Marie-Angèle Domèce et le meurtre de Joanna Parrish portent la « signature » des Fourniret, indubitablement. Ils vont réussir à convaincre.

Quelques mois plus tard, la cour d'appel infirme le non-lieu des juges, demande la reprise des investigations, et confie les dossiers à une nouvelle juge : Sabine Kheris.

En 2015, trois ans après sa prise de fonction, la magistrate convoque les avocats Didier Seban et Corinne Herrmann dans son bureau au Palais de Justice de Paris. Elle a un message à leur transmettre : elle a la conviction, dit-elle en détachant les mots, que Michel Fourniret est l'assassin de Joanna Parrish et de Marie-Angèle Domèce.

Dans le bureau de la magistrate, un grand silence accueille sa déclaration.

J'avoue que ça a été l'un des moments les plus importants de ma carrière, se rappelle Corinne Herrmann. J'ai failli tomber de ma chaise pour être très claire. Je crois qu'on était aussi livides, Didier et moi, parce qu'on avait tellement l'habitude qu'on nous dise non... On a été désarmés par cette juge d'instruction qui nous disait simplement : on pense que c'est Michel Fourniret, donc on va travailler la piste Michel Fourniret. C'était tellement inhabituel pour nous que je me vois encore avec Didier Seban rentrer dans le taxi, on ne s'est pas dit un mot parce qu'on a tellement l'habitude de combattre... On nous disait qu'on avait raison, et on était désarmés³³...

Chapitre 2

L'aveu

Palais de Justice de Paris

2015

Galerie d'instruction, deuxième étage. Une grande dame brune aux cheveux courts traverse le long couloir gris et vide de la galerie d'instruction. La silhouette de Sabine Kheris est reconnaissable entre toutes : elle est toujours habillée de beige ou de rose, ses couleurs préférées. La magistrate passe devant le petit banc en bois où patientent habituellement les justiciables et pense en souriant qu'il a l'air de sortir tout droit d'un roman de Maigret. Elle ouvre la porte de son bureau, le 112, et, d'un regard, vérifie que les orchidées sur le rebord de la fenêtre se portent bien. Elle profite pendant quelques secondes de la vue imprenable sur la Seine et la place Saint-Michel, l'une des plus belles de Paris, en se disant qu'elle a bien de la chance. Dans quelques mois, le Palais de Justice déménage dans ses nouveaux locaux au nord de la capitale. Trois immenses blocs de métal et de verre, avec vue sur le périph'. Les orchidées auront moins le sourire.

Sabine Kheris, 52 ans, a connu tous les métiers de la magistrature. Elle a commencé sa carrière en 1990 au parquet de Béthune, avant d'être juge pour enfants à Bobigny, puis juge d'instruction à Nanterre. À Paris, depuis 2012, elle est vice-présidente du tribunal chargée de l'instruction. La « doyenne », comme on appelle la plus ancienne magistrate de la galerie, gère les plaintes des justiciables, et répartit les affaires dans la trentaine de cabinets d'instruction dont elle a la gestion. Comme tous les magistrats de la galerie, elle gère par ailleurs une centaine de dossiers.

Dans le bureau d'à côté, un rire, une voix haut perchée... Comme tous les matins, Valérie Duby, la greffière, est déjà là depuis deux heures. Les deux femmes ont commencé à travailler ensemble à Nanterre en 2008 et ont ratissé toutes les cités du département des Hauts-de-Seine à travers les dossiers de « stupés ». Elles sont aussi inséparables que dissemblables. Ceux qui sont entrés dans le cabinet sont parfois étonnés par la différence entre la juge, grande dame calme et silencieuse, et la greffière, petite, affable et passionnée.

À l'instruction, la greffière (dans neuf cas sur dix, le greffier est une femme) est un personnage incontournable. Dans les séries de faits divers,

elle est la dame assise au bureau situé juste à côté de celui du juge, celle qui tape à l'ordinateur le contenu des auditions, ce personnage discret que l'on remarque à peine, qu'on oublie parfois de saluer. L'ombre du juge. Tout l'inverse, en somme, de Valérie Duby.

Quand elle était jeune, cette petite blonde énergique aux cheveux mi-longs bouclés voulait être flic. Enfant, elle lisait tous les Agatha Christie. Avec ses casquettes du FBI, ses mugs du RAID ou du GIGN, ses médailles de la brigade criminelle, son bureau ressemble plus à celui d'un enquêteur de police qu'à celui d'une greffière. Valérie Duby cultive dès qu'elle le peut sa connaissance des affaires criminelles. Elle est toujours à l'affût de la dernière innovation scientifique qui permettrait d'aider à résoudre un dossier.

Dans le bureau de la doyenne, Valérie Duby a aligné une vingtaine de dossiers à la couverture jaunie et racornie : les affaires Marie-Angèle Domèce et Joanna Parrish.

La greffière et sa juge ont rendez-vous avec la section de recherches de Dijon : le capitaine Smogor, chef de la section homicides, et l'adjudant-chef Bérardet, 43 ans, dernier arrivé dans l'unité. Un grand gars au physique de nounours. Bérardet travaille depuis six mois sur les affaires Domèce et Parrish. De sa voix calme, posée, il explique qu'il a relu entièrement les dossiers. Pour lui, il n'y a pas l'ombre d'un doute, ces affaires-là portent la signature de Michel Fourniret et il pense qu'il peut trouver, même trente ans après, de nouveaux indices. Le 6 mai 2015, la juge lui délivre une commission rogatoire pour poursuivre les investigations dans les affaires Marie-Angèle Domèce et Joanna Parrish...

Charleville-Mézières

Printemps 2016

Il fait une chaleur épouvantable au palais de justice de Charleville-Mézières. Le tribunal de la capitale des Ardennes est un bâtiment austère à l'architecture stalinienne, avec sa façade rectangulaire barrée de piliers blancs.

Il faut emprunter plusieurs couloirs, des escaliers et des couloirs encore pour parvenir dans le lieu le plus secret du palais, quelque part dans les sous-sols, une pièce de trois mètres sur trois, remplie de cartons : la « salle des scellés Fourniret ». Les scellés, ce sont les pièces à conviction d'une enquête, tout ce que les policiers ont découvert en perquisition. Normalement, l'État peut les détruire dix ans après la dernière décision de justice. Les scellés sont souvent le dernier espoir dans une enquête oubliée. Des vieux dossiers ont été résolus parce qu'on avait fait de nouvelles expertises ADN sur les vêtements de la victime, et découvert, vingt ans après, l'empreinte génétique de l'agresseur.

Les « scellés Fourniret », un millier environ, ont été rangés là en mai 2008, après le procès en cour d'assises du couple criminel.

Ils sont stockés dans des cartons fermés avec du ruban adhésif bleu et blanc au logo de la police fédérale de Dinant. Le travail qu'ont réalisé les policiers belges est impressionnant. Ils ont consigné, coté, répertorié tout ce qu'ils ont trouvé dans la maison du couple Fourniret en Belgique, à Sart-Custinne, mais aussi dans leurs véhicules, notamment ce fameux fourgon blanc, un C25 aménagé en camping-car que Fourniret utilisait pour enlever ses victimes...

L'ogre, dont l'avarice était légendaire, ne jetait rien. « Le premier argent gagné, disait-il, c'est celui qu'on ne dépense pas. » En conséquence, il gardait tout, au cas où : les factures téléphoniques, les relevés bancaires, les lettres à la famille, les cartes postales, les tickets d'essence, les factures d'achat dans les magasins, les cartes routières, les photos, les cassettes VHS, les agendas, les carnets d'adresses, les relevés d'heures de travail chez ses différents employeurs... de quoi suivre son parcours à la trace.

Au milieu de cet invraisemblable bric-à-brac, les souvenirs de famille côtoient les objets les plus glaçants : des cordes, des chaînes, mais aussi des coussins. Il y en a plusieurs : des carrés, orange à fleurs, très années 1970, et d'autres, plus grands, rectangulaires, dont le tissu à carreaux est recouvert d'une couche de crasse épaisse... Dans un autre angle, soigneusement roulé dans du papier kraft épais, un matelas deux places avec une housse en acrylique marron. Fourniret possédait une caravane et plusieurs fourgons. Il avait pris l'habitude de transférer ces coussins d'un véhicule à l'autre.

Au beau milieu de la salle des scellés, un homme en combinaison blanche, ganté, transpire abondamment sous la chaleur. Ce technicien d'identification criminelle récupère chaque objet dans les cartons au logo de la police fédérale belge, le pose sur une table, brise le scellé, avant de le prendre en photo. Derrière son ordinateur, l'adjudant-chef Frédéric Bérardet, torse nu, en short et baskets, supervise les opérations. Il s'est mis en tête de refaire l'inventaire des pièces à conviction de la « grotte à scellés », comme il l'appelle.

Frédéric Bérardet a une devise : « Quand on fouille, à condition d'être méthodique, on trouve... »

C'est quelqu'un d'extrêmement calme, très structuré, qui ne laisse rien de côté, explique Corinne Herrmann. Un vrai enquêteur comme moi je les entends. Il ne fait pas de vagues, j'ai presque envie de dire qu'il ne la ramène pas. Par contre, son travail est irréprochable. C'est une mécanique de précision. Tout est vérifié, tout est lu, tout est rapproché, tout est transmis à la juge, tout est analysé. Il a passé des heures et des heures à vérifier des petits détails. À lui tout seul, il a fait le travail que d'autres enquêteurs n'ont pas été capables de faire. Revérifier, reprendre les courriers, toutes les déclarations, remettre tout en perspective pour replacer les choses heure par heure et pouvoir trouver les éléments qui manquaient à cette enquête¹...

Depuis qu'il s'est attelé à la lecture des dossiers Parrish et Domèce, pas un procès-verbal, pas un rapport d'expertise, pas la moindre photo, dans les vingt tomes que compte la procédure, n'a échappé à Bérardet.

Le dossier d'enquête sur la disparition de Marie-Angèle Domèce est le plus succinct, il ne fait pas plus d'un centimètre d'épaisseur : une

audition de la nourrice, du directeur du foyer, de quelques amies de Marie-Angèle, la liste des pensionnaires de l'époque.

Les faits, tels que résumés dans le dossier, tiennent en quelques lignes :
Le 8 juillet 1988, Marie-Angèle Domèce quitte le foyer Leclerc de Fourolles d'Auxerre et part à pied en direction de la gare. Elle devait rentrer chez sa nourrice, madame Farinot, demeurant sur la commune de Migennes. Elle n'arrivera jamais à destination, les investigations montreront qu'elle n'aura pas pris le train et disparaîtra.

Marie-Angèle est une enfant de la Ddass abandonnée très jeune, comme ses quatre frères et sœurs. Bérardet part à leur recherche. Véronique, la deuxième de la fratrie, n'a connu Marie-Angèle que quelques mois, juste avant sa disparition. Sa voix tremble quand elle parle de cette petite sœur perdue qui lui avait redonné un semblant d'identité. Elle dont l'histoire de famille ressemble à un roman de Zola version ^{xx}e siècle :

Notre mère a disparu quand j'avais 4 ans. Elle est partie, elle nous a laissés dans une chambre, mes deux sœurs, moi et mon frère. Elle a fermé la chambre à clef. Mon père nous a trouvés le soir, on s'était fait pipi dessus, on n'avait pas mangé. Geneviève, ma mère, était enceinte. Elle est partie, selon ce qu'elle nous a dit, parce que mon père était violent, il picolait. Elle a laissé les enfants. Quand j'ai eu 10 ans, elle m'a envoyé une lettre, dans laquelle elle me vouvoyait, pour m'annoncer que j'avais une petite sœur, qui s'appelait Marie-Angèle. Elle me disait que les services sociaux lui en avaient retiré la garde. Elle était chez madame Farinot, une nourrice de Migennes².

En 1986, Véronique se met en tête de retrouver sa sœur.

J'ai retrouvé la nourrice, qui m'a dit qu'elle était au foyer Leclerc de Fourolles à Auxerre. J'ai appelé le foyer en demandant à la rencontrer. Ils m'ont dit : « Si c'est pour la laisser tomber après, pas la peine de venir la voir. » J'ai insisté, ils m'ont permis de venir. Je me rappelle la première fois qu'on s'est vues, c'était le jour de Noël. C'était une jeune fille rigolote, souriante, discrète, elle avait plein de copines³.

Véronique et Marie-Angèle se voient plusieurs fois, elles essaient de reconstruire à elles deux un semblant de famille, elles partagent des secrets de jeunes filles. Leur complicité va durer deux ans. Un jour,

Véronique n'a plus de nouvelles. En juillet 1988, un ami l'appelle, car il a découvert un avis de recherches dans le journal local, *L'Yonne républicaine*. Un petit texte à côté d'une photo : « Marie-Angèle, disparue le 8 juillet 1988 vers 12 h 45, à Auxerre. Âgée de 18 ans 1,60 m yeux bleus, cheveux bruns mi-longs, cicatrice sur le front côté droit. Vêtue d'un jean, sweat-shirt blanc, blouson en jean. Communiquer tous renseignements utiles au journal. »

« C'est comme ça, raconte à l'adjudant-chef Bérardet Véronique Domèce, que j'ai su que ma sœur avait disparu... » Dix-sept ans plus tard, en 2005, Véronique apprend par les journaux que le tueur en série Michel Fourniret est soupçonné d'avoir enlevé Marie-Angèle, mais qu'il n'a jamais dit ce qu'il avait fait de son corps...

L'adjudant-chef Bérardet quitte Véronique en lui faisant une promesse : il fera tout son possible pour retrouver le corps de Marie-Angèle...

La prochaine étape de son enquête le mène donc à Migennes, près d'Auxerre. Bérardet a pris rendez-vous avec l'ancienne nourrice, Madeleine Farinot. Elle se souvient de Marie-Angèle, une jeune fille sans histoires, gentille, un peu naïve peut-être. Elle avait des difficultés scolaires, mais n'était pas handicapée mentale, comme les journaux l'ont affirmé. Elle pouvait toutefois avoir des accès de violence et devenait ingérable à la maison. Madeleine avait donc fait une demande de placement en foyer. Le 8 juillet 1988, Marie-Angèle avait quitté l'établissement pour venir déjeuner à Migennes. Elle devait prendre le train, mais n'avait plus jamais donné de nouvelles. Frédéric Bérardet montre à Madeleine Farinot un album composé des photos des scellés trouvés chez Fourniret : la nourrice croit reconnaître le parapluie de Marie-Angèle, ainsi qu'une petite chaîne.

Avant de quitter Migennes, l'adjudant-chef voudrait rencontrer les enfants de Madeleine. Ils n'ont jamais été entendus. Pourtant, ils connaissaient très bien Marie-Angèle, ils ont été élevés avec elle. Martine, la fille, se souvient d'un détail qui a son importance. Le week-end précédant sa disparition, Marie-Angèle lui avait fait des confidences : alors qu'elle rendait visite à sa grand-mère, qui vivait à Saint-Cyr-les-Colons, elle avait été suivie par un homme du village. Bérardet sursaute : Saint-Cyr-les-Colons, le village des Fourniret !

L'enquêteur se dit que les anciennes copines de foyer de Marie-Angèle en savent peut-être un peu plus sur cet homme qui lui faisait peur... Dans le dossier, il découvre la liste des anciennes pensionnaires du foyer, des dizaines de noms. Il en retrouve vingt-huit.

Avant de partir sur les routes de Bourgogne, le gendarme s'est confectionné un album avec les photos du tueur en série à tous les âges de sa vie : 20 ans avec sa moustache, 30 avec ses cheveux courts, 40 avec sa coupe au bol, 50 avec sa barbe poivre et sel, 60 avec ses fines lunettes rondes et ses cheveux blanchis, le dernier cliché de Fourniret, le jour de son arrestation en Belgique, celui que tout le monde a vu à la télé.

Constancia, pensionnaire du foyer de 1985 à 1988, désigne une photo sur l'album : elle se souvient avoir vu plusieurs fois cette personne devant l'établissement.

Françoise, placée de 1981 à 1989, dit avoir aperçu le même homme plusieurs fois au *Saint Germain*, le bar du coin de la rue.

Angélique, l'une des amies de Marie-Angèle, l'a vu elle aussi. Aujourd'hui, elle habite un petit HLM à Albertville. Elle ne travaille pas, tous ses enfants lui ont été enlevés par les services sociaux, sauf le dernier. Dans son petit deux-pièces à peine meublé, Angélique reçoit pour parler, en pleurant, de Marie-Angèle :

Je suis arrivée en 1987, elle a disparu en 1988. On a partagé un an la même chambre. On est devenues amies petit à petit. C'était un amour, un grand cœur. Ma petite sœur. C'est passé tout de suite avec elle. C'est une personne qui avait besoin d'affection et de beaucoup d'amour. Elle était très coquette. On se prêtait nos vêtements. Son regard disait beaucoup de choses, il valait de l'or. Elle m'avait dit que quelqu'un la suivait, elle avait peur. On l'avait signalé au foyer. À l'époque on disait rien, on nous croyait pas. Je m'en voudrai toute ma vie⁴.

Angélique affirme qu'elle a failli se faire enlever elle aussi, par « un type ». Elle pense que c'est Fourniret :

J'étais dans le recoin d'un café, je commençais à partir et il m'a demandé sa route, il m'a touché l'épaule, je lui ai dit : « Vous voulez quoi ? » Il était habillé en jean, il était un peu crado, mal rasé. J'ai crié, j'ai dit : « T'es qui ? » Il avait un regard méchant. Il avait sa main dans sa poche, j'ai dit : « Toi, t'es en train de me faire quelque chose. » Je me

suis sauvée en criant. J'en ai parlé, on m'a pas crue. Ça faisait plusieurs fois qu'il faisait le tour du foyer. C'est bizarre parce qu'il savait à quelle heure on sortait, à quelle heure on rentrait... J'en ai pas parlé à Marie-Angèle... Si je l'avais fait, j'aurais pu la sauver⁵...

Angélique pleure. Après tant d'années, toutes les filles ont les larmes aux yeux quand elles parlent de Marie-Angèle, elles l'aimaient beaucoup.

Le temps de sa brève enquête, l'adjudant-chef lui a redonné une forme d'existence...

Bérardet revient sur les traces de Marie-Angèle. Dans la vieille ville d'Auxerre, il se gare rue Jacques-Amyot, en face de l'ancien foyer. Joanna Parrish résidait à 50 mètres de là à peine, dans la même rue. Elle habitait une petite chambre au deuxième étage du lycée Jacques-Amyot, où elle était assistante d'anglais. Son corps avait été découvert, dénudé, dans la rivière l'Yonne le 17 mai 1990.

Frédéric Bérardet relit les auditions réalisées à l'époque par le service de gendarmerie chargé de l'enquête. Dans le procès-verbal d'audition du proviseur, une petite phrase attire son attention : début mai, avant la disparition de Joanna, un homme est venu au lycée pour demander des renseignements à son sujet. Le proviseur ne se souvient pas qui lui a parlé de cet homme. Sa secrétaire peut-être ? À moins qu'il ne s'agisse de la proviseure-adjointe ? À l'époque, personne n'a jugé bon de recueillir son témoignage. En priant pour qu'elle soit encore de ce monde, Frédéric Bérardet finit par la localiser. Elle vit à Dijon, il la convoque dans les locaux de la section de recherches. C'est une petite dame bien mise, qui s'exprime dans un français soigné. Elle a été très affectée par le meurtre de Joanna. Elle a assisté à la cérémonie qui avait été donnée après sa mort dans la cathédrale d'Auxerre. L'ancienne proviseure-adjointe se souvient très précisément que ce jour-là, un samedi, elle est de permanence au lycée Jacques-Amyot, dans le bureau de la secrétaire du directeur, lorsqu'un homme se présente. Trente ans après, elle se rappelle qu'il était mince, taille moyenne, cheveux gris, la quarantaine, un peu négligé. Ce qui l'a marquée plus que tout, c'est son regard fuyant. Il ne s'approche pas d'elle, reste à quatre mètres du bureau et demande ainsi, à distance, si la jeune femme qui a publié une annonce dans le journal pourrait donner des cours d'anglais à son fils qui est en 6^e.

Il n'a pas noté le numéro. La proviseure donne le nom : Joanna Parrish, et le numéro de téléphone, l'homme la remercie et tourne les talons.

L'adjudant-chef Bérardet montre à l'ancienne proviseure-adjointe la planche photographique qu'il a confectionnée, sans lui révéler de qui il s'agit. La vieille dame pointe le cliché de Fourniret à l'âge de 50 ans. Celui-là « ressemble beaucoup », dit-elle, à l'homme qui était venu au lycée.

Dans le dossier sur la disparition de Marie-Angèle Domèce, Frédéric Bérardet a un avantage sur les enquêteurs de l'époque. Il sait ce qu'il cherche : Fourniret. Dans les témoignages qu'il recueille, c'est son visage, sa silhouette qu'il essaie de reconstituer. Dans les ruelles du vieil Auxerre, il le suit à la trace, comme un fantôme...

Il est toujours étrange de constater, dans ces anciennes affaires, comment les souvenirs restent gravés parfois, malgré le temps.

Frédéric Bérardet continue l'examen du dossier : le procès-verbal de constatations, les photos de la scène de crime. Le corps de Joanna sur un drap blanc, comme un linceul. Le rapport d'autopsie, clinique, glaçant : La mort est d'origine criminelle, consécutive à une suffocation mécanique par compression laryngée. Le corps a été déplacé secondairement pour être immergé dans l'Yonne. Le corps présente des traces de liens aux chevilles et aux poignets, des hématomes sur le crâne et des lésions sur la bouche pouvant correspondre à un bâillon.

Le gendarme ne peut s'empêcher de penser à cette jeune femme qui a dû tant souffrir...

Comme souvent, dans une enquête comme en toute chose, le diable se niche dans les détails.

Le 24 mai 1990, une semaine après le décès de Joanna, les gendarmes contrôlent tous les véhicules qui circulent à Monéteau près de la scène de crime le même jour, à la même heure. Quelqu'un qui passe habituellement à cet endroit tous les soirs a peut-être remarqué sans le savoir un détail important. Ce soir-là, les gendarmes interrogent des dizaines de personnes, parmi lesquelles deux rugbymen du coin. Dans leur procès-verbal d'audition de l'époque, les deux hommes racontent qu'ils avaient rencontré la jeune femme dont on a retrouvé le corps dans

l'Yonne, la veille de sa disparition. Le soir vers 19 h 30, ils avaient pris un verre dans un bar sur les quais de l'Yonne à Auxerre. La jeune femme était à la table à côté. Ils se souviennent d'elle parce qu'elle les avait aidés pour une traduction. Ce soir-là, à la table, ils étaient trois. Le troisième homme n'a jamais été entendu. Bérardet le retrouve. Lui aussi se souvient de la jeune Anglaise. Il se rappelle qu'en début de soirée un « type à vélo » est venu parler avec Joanna. Elle l'a invité à se joindre à sa table, mais il a refusé. « Il ressemblait à Serpico », ce film des années 1970 où Al Pacino incarne un flic new-yorkais. Sur la photo que lui présente Frédéric Bérardet, avec ses cheveux en bataille, sa barbe fournie, ses traits émaciés, pas de doute, Michel Fourniret ressemble au « Serpico » du bar.

Trente ans après, voilà donc deux témoins qui permettent de localiser Fourniret le jour de la disparition de Joanna Parrish dans son environnement immédiat. C'est déjà un beau succès.

Bérardet veut maintenant trouver dans le millier de scellés stockés au tribunal de Charleville-Mézières un détail, un indice même infime, qui le ramènerait à Joanna.

Il va le découvrir dans un banal calendrier de la poste, l'un de ces almanachs à couverture cartonnée avec photo des Ardennes datant de 1990. En face du 17 mai, jour du meurtre de Joanna, figure un petit trait au stylo noir, sans autre inscription. De l'autre côté du calendrier, le même trait à la date du 22 novembre 1990. La veille, Michel Fourniret et Monique Olivier ont enlevé et tué dans la région de Nantes Natacha Danais, huitième meurtre qu'ils ont avoué. Encore un « petit caillou » semé par Fourniret ? L'adjudant-chef Bérardet en est persuadé.

En scrutant les scellés, il fait une autre trouvaille. Le groupe d'enquête belge qui a travaillé, à la demande du commissaire Fagnart, sur les véhicules des Fourniret, a retrouvé les certificats d'immatriculation de toutes les voitures, tous les fourgons qu'ils ont possédés en dix-sept ans. Pour éviter de se faire repérer, ils en changeaient souvent. Bérardet constate que le 7 juillet 1988, veille de l'enlèvement de Marie-Angèle Domèce, Fourniret assure une nouvelle voiture, la Peugeot 304 dont parle Monique Olivier dans ses aveux. De la même façon, le 15 mai 1990, veille de l'enlèvement de Joanna Parrish, il assure un nouveau véhicule,

le Citroën C15 avec lequel il va enlever Joanna. Afin de passer inaperçu, Fourniret a donc pris l'habitude de procéder aux repérages et aux enlèvements avec deux véhicules différents.

Palais de Justice de Paris

Juin 2017

Sabine Kheris termine la lecture du dernier rapport de synthèse de Frédéric Bérardet et hoche la tête, satisfaite. En quelques mois, il a trouvé des éléments précis et concordants qu'elle va pouvoir opposer à Michel Fourniret. Elle n'a plus qu'à convoquer le tueur en série. Pourtant, elle n'est pas encore prête.

Dans leur carrière, ni elle ni la greffière n'ont jamais travaillé sur des dossiers de ce type. Ce profil très particulier n'est enseigné ni à l'école de la magistrature, ni à celle des greffes. Par rapport à des pays comme les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni ou la Belgique, la France est très en retard.

Valérie Duby a vu à la télévision un reportage sur une unité en France qui travaille sur le sujet. Elle est installée au nord de Paris, dans les locaux de l'Institut de recherches criminelles de la gendarmerie (IRCGN) à Pontoise. La Direction des sciences du comportement (DSC) y regroupe des analystes comportementaux, des *profilers* français qui travaillent régulièrement avec les meilleurs spécialistes du FBI.

En 2017, la doyenne des juges et la greffière demandent à la gendarmerie d'organiser une visite de l'IRCGN. À la Direction des sciences du comportement, les deux femmes rencontrent la cheffe d'escadron Marie-Laure Brunel-Dupin. C'est elle qui a eu l'idée, dans les années 2000, de proposer la création de cette unité. Après l'affaire Patrice Alègre à Toulouse, les gendarmes s'étaient rendu compte que leur expérience en matière de tueurs en série était inexistante. Depuis 2017, la DSC est constituée de quatre *profilers*, spécialistes de l'analyse comportementale. Grâce à leur formation en psychologie, sociologie et criminalistique, ils essaient de décrypter les conduites des criminels. Ils peuvent assister les enquêteurs lors des interrogatoires, en particulier ceux des tueurs en série. Marie-Laure Brunel-Dupin a suivi plusieurs formations dans les unités comportementales du Canada, l'un des pays les plus pointus en la matière. L'audition d'un tueur en série n'est pas un interrogatoire classique. Il faut apprendre à le connaître, étudier ses petites manies, ce qui l'énerve, ce qui le met en confiance, en colère, les

ressorts psychologiques cachés qu'il faut activer pour l'amener à se livrer.

La juge Sabine Kheris demande à la *profileuse* si elle veut bien l'aider dans le dossier Fourniret. Elle accepte. Sa mission est une première en France. Elle va permettre à la juge d'apprendre à « parler le Fourniret », à trouver les failles dans lesquelles s'engouffrer pour l'amener à se livrer.

Pendant six mois, Marie-Laure Brunel-Dupin va lire tous les interrogatoires du tueur, analyser ses innombrables écrits cotés au dossier, les centaines de lettres qu'il a échangées avec sa complice Monique Olivier.

La première chose que note la *profileuse*, c'est l'ego surdimensionné de Fourniret. Il parle souvent de lui à la troisième personne. En 1984, depuis la prison où il est incarcéré pour la liste d'agressions sexuelles qu'il a avouées, il envoie même une lettre à Dieu et se compare à lui : « Christ, je vénère en toi la qualité des sentiments humains. [...] Je me reconnais en toi. [...] Je prends aujourd'hui la résolution de ne plus t'appeler que mon seul Ami »... Comment faire parler celui qui se prend pour l'ami de Dieu ?

Marie-Laure Brunel-Dupin conseille à la juge de donner à Fourniret l'impression qu'elle est à son niveau, à tout le moins celui qu'il prétend avoir. Pour elle, l'essentiel n'est pas de savoir si le tueur en série est intelligent, mais qu'il croie être extrêmement brillant. La juge doit lui donner l'impression de se hisser à sa hauteur.

La *profileuse* explique ensuite à la juge qu'elle ne doit jamais bluffer ; ne pas aborder des sujets qu'elle ne connaît pas. Fourniret est un grand joueur d'échecs, si elle ne sait pas jouer, mieux vaut ne pas parler échecs avec lui, il verra tout de suite qu'elle ne les maîtrise pas. Avec lui, elle ne peut pas faire semblant. Sabine Kheris, qui ne joue pas aux échecs, ne s'aventurera pas sur ce terrain-là, mais elle lira Camus et Dostoïevski pour deviser avec Fourniret de ses auteurs préférés.

Le troisième conseil de Marie-Laure Brunel-Dupin est de le respecter, ou de lui faire croire qu'on le respecte : « Il faut qu'il ait l'impression que vous avez de la considération pour lui. Il ne faut pas qu'il perde la face. À aucun moment, il ne doit avoir l'air faible. »

Parler à un tueur en série comme Fourniret, c'est être comme un équilibriste sur un fil. La *profileuse* a prévenu la juge et la greffière : un mot de trop, et Fourniret peut se refermer comme une huître.

Palais de Justice de Paris

5 février 2018

Dans le bureau 112 de la galerie d'instruction, Sabine Kheris et Valérie Duby attendent, tendues. Elles ont convoqué Michel Fourniret pour un premier interrogatoire qu'elles préparent depuis des semaines. Elles ont rédigé chacune de leurs questions avec l'aide de Marie-Laure Brunel-Dupin. La *profileuse* leur a conseillé de ne pas commencer par les faits, mais de prendre le temps d'interroger le tueur en série sur sa vie, sa famille, sa détention.

Depuis que l'ogre a été condamné à la perpétuité incompressible, quinze ans auparavant, aucun magistrat ne l'a rencontré. Les années de prison l'ont-elles changé ? Personne ne sait.

Sabine Kheris et Valérie Duby se souviennent qu'en 2008 il avait terrorisé le psychologue Jean-Luc Ployé en posant ses immenses mains sur la table et en menaçant de l'étrangler. À Daniel Zagury, expert psychiatre de renom, il avait méticuleusement raconté le détail de ses crimes, au point que celui-ci en avait cauchemardé durant des nuits entières. Zagury avait tout de même expertisé au cours de sa carrière une quinzaine de tueurs en série. N'empêche, la confrontation avec Fourniret avait été pour lui un grand traumatisme, le comble pour un psy. Ceux qui ont croisé le tueur dans leur carrière racontent comment ses yeux bleu glacier pouvaient virer translucides quand il était en colère. L'ogre mettait un soin tout particulier à se montrer à la hauteur de son surnom.

Dix ans plus tard, le 5 février à 10 h 30, son arrivée dans la galerie d'instruction est annoncée par un grand bruit de rangers militaires. L'escorte des DPS, « détenus particulièrement surveillés ». Fourniret, tout petit au milieu de cet impressionnant détachement de gendarmes, paraît ravi. Voilà une entrée en matière digne de lui. L'homme a vieilli, la barbe et les cheveux ont poussé, mais il semble le même. Les mêmes mains, énormes, et le regard, toujours perçant.

La magistrate a suivi à la lettre les conseils de Marie-Laure Brunel-Dupin. Fourniret doit comprendre qu'ici on s'intéresse à lui. La juge a

placé sur le bureau un ouvrage du romancier André Dhôtel, qui a pour cadre les Ardennes, *Le Pays où l'on n'arrive jamais*. Le tueur l'avait offert à son fils Sélim pour son anniversaire. L'ogre est fier de ses origines. L'adjudant-chef Frédéric Bérardet a dû faire le tour de plusieurs bibliothèques pour retrouver l'un des derniers exemplaires de l'ouvrage. Le livre est posé sur le bureau, visible, mais pas trop en évidence tout de même, l'ogre pourrait se méfier. Au premier coup d'œil, il l'a repéré.

« Bonjour madame. » Fourniret s'affale un peu sur le siège.

« Bonjour monsieur, vous voulez un café ?

— Vous proposez un café ? »

Fourniret n'en croit pas ses oreilles. À l'époque, le café est encore interdit en prison, l'administration pénitentiaire craint qu'il n'énerve les détenus. Voilà quinze ans que Fourniret n'en a senti ni le fumet, ni le goût.

« Je me présente, je suis madame Sabine Kheris, doyenne des juges d'instruction. »

Marie-Laure Brunel-Dupin a conseillé à madame Kheris d'insister sur son titre. Fourniret connaît la justice, il aime s'adresser aux magistrats d'égal à égal. Il comprend qu'il a devant lui une juge d'expérience. Il est flatté. En une seconde, il se redresse sur son siège. Voilà quelqu'un à sa mesure. Il faut, a dit la *profileuse*, que Fourniret accepte la juge comme interlocutrice, qu'il « l'adoube ».

Comme prévu, les premiers interrogatoires vont porter sur la prison et la vie du tueur en série. Fourniret adore parler de lui.

Sabine Kheris : Comment se passe votre détention ?

Michel Fourniret : Ce qui me fait plaisir, c'est que nous avons les mêmes lectures. Écoutez, si je vous réponds franchement, vous allez sauter au plafond. Il se trouve que le fait de subir une détention est pour moi [...] la liberté absolue. Vous êtes affranchi de tout. Vous n'avez pas à vous lever le matin pour aller au boulot. La cerise sur le gâteau, c'est que vous disposez de vingt-quatre heures pour vous occuper de vous-même, alors que, sinon, vous devriez aller au travail.

Fourniret aime provoquer. La juge ne bronche pas.

Sabine Kheris : Comment occupez-vous vos journées ?

Michel Fourniret : J'emprunterai une phrase de monsieur Albert Camus. Il se trouve en prison et il dit : « Sans lacets ni bretelles, débarrassé de tout ce qui attache et qui retient. Je réapprends à vivre. Je rentre dans l'existence. »

La juge réprime un sourire. Elle a déjà lu cette phrase au moins deux fois. Fourniret l'avait écrite en 1984 dans une lettre à la juge d'instruction qui enquêtait sur son dossier d'attentat à la pudeur. Il l'avait citée à nouveau au mot près, en 1987, dans un courrier à Monique Olivier. L'ogre adore faire croire qu'il est cultivé, mais ses références littéraires sont toujours les mêmes. Qu'importe, la juge fait semblant d'y croire.

Sabine Kheris : À quelle activité avez-vous accès ?

Michel Fourniret : Je vais encore vous surprendre, madame. Le problème que j'ai est que chacune des journées est beaucoup trop courte. Les journées seraient interminables à l'extérieur s'il fallait aller au travail, faire les courses, tandis que là, si au moins j'avais le temps de lire... Je n'ai pas le temps, il n'y a que vingt-quatre heures dans une journée. Si vous avez dans vos mains un crayon, vous ne vous contrôlez plus.

Sabine Kheris : J'en déduis que vous écrivez.

Michel Fourniret : J'ai mon crayon en main et c'est mon crayon qui me guide.

Sabine Kheris : Il vous guide à faire quoi ? Vous écrivez un roman ?

Michel Fourniret : Si je le savais, madame... Quand vous sortez du sommeil le matin, votre esprit est libre d'entraves. Des idées viennent qui vous surprennent. Ces idées, logiquement, sont faites pour être creusées et à partir de là, le crayon entre dans la danse.

La magistrate change de registre. L'analyste comportementale lui a conseillé la flatterie...

Sabine Kheris : Nous avons été impressionnées à la lecture de vos auditions par votre érudition et votre langage châtié et recherché. Avez-vous accès à une bibliothèque ?

Michel Fourniret : La lecture, c'est une drogue, plus qu'une drogue. C'est un moyen de ne pas voir ce qu'est la vie chez bien des gens. C'est une échappatoire. Comment voulez-vous trouver d'autres échappatoires qu'une page de Dostoïevski ou quelque lecture que vous lisiez ? C'est un antidote. Ça vous permet d'échapper à trop de laideurs. La lecture, à partir du moment où vous avez besoin de plonger, vous permet de plonger. Quand vous êtes tout gamin et que vous vivez dans un foyer, que le papa ou la

maman se tapent dessus, nus à coups de bouteille, un dérivatif est utile, une échappatoire est utile. Une page de Dostoïevski ou de Camus est un nirvana. À force de lire, vous ne voyez plus la vie de la même façon. Quand vous avez un père qui tape votre mère, vous ne voyez plus la vie de la même façon.

Sur le procès-verbal d'audition, la greffière note entre parenthèses : « Monsieur Fourniret pleure. »

Michel Fourniret : Si votre père frappe votre mère, c'est parce qu'il est saoul, et s'il est saoul, c'est qu'il est malheureux. Et c'est un père qui vous apprend beaucoup de choses, mais qui a un petit faible pour la bouteille. [...] Mais, madame, je vais vous en vouloir, car vous me faites remonter mon enfance. Je suis au regret de ne pas vous avoir connu plus tôt, madame...

De toute évidence, Fourniret aime bien cette juge à la voix douce et sa greffière, toute souriante. Elles ont le don de le mettre à l'aise. « Nous ne sommes pas là pour vous juger, lui disent-elles souvent. Nous sommes là pour connaître la vérité. Dans ce que vous allez nous dire, rien ne va nous choquer. C'est notre métier. Notre but aujourd'hui, c'est juste d'apporter des réponses à des familles. Ça ne changera pas le quantum de votre peine. »

Vers 18 heures, la magistrate signifie à Fourniret que l'audition est terminée. La juge et la greffière sont épuisées... Pas Fourniret, qui s'étonne : « Déjà ? Quel dommage... »

Il prend le procès-verbal d'audition dans ses grosses mains, relit, se tourne vers Valérie Duby : « Vous notez exactement ce que je dis et vous ne faites pas de fautes d'orthographe, c'est bien. Je vous fais confiance. » Petit regard satisfait de la greffière à la juge. Elle aussi est adoubée. Fourniret ne relira plus jamais aucun de ses procès-verbaux...

Sabine Kheris et Valérie Duby sont soulagées : la première rencontre s'est bien passée. La tension retombe.

Deux jours plus tard, Sabine Kheris a prévu d'entrer dans le vif du sujet : le dossier des meurtres de Joanna Parrish et Marie-Angèle Domèce.

Jusque-là, le couple criminel avait instauré une sorte de rituel face à la justice. Monique Olivier avouait la première et dans la foulée Fourniret confirmait, comme en 2004 devant les policiers belges. Même sous les verrous, ces deux-là restaient un couple. Mais, dans les affaires Marie-Angèle Domèce et Joanna Parrish, la partie s'annonce plus difficile : Monique Olivier a avoué, puis s'est rétractée, et Fourniret n'a jamais voulu reconnaître les meurtres.

Pourtant, ce 7 février 2018, la magistrate n'est pas trop inquiète : même s'il n'avoue pas, l'adjudant-chef Frédéric Bérardet a trouvé suffisamment de preuves pour qu'elle puisse le mettre en examen.

La magistrate explique d'emblée à Fourniret que plusieurs personnes l'ont reconnu formellement, sur photo, dans l'environnement de Marie-Angèle Domèce et de Joanna Parrish, juste avant leur disparition. Elle sait que Fourniret ne parle qu'aux enquêteurs qui connaissent leurs dossiers. « Les petits fonctionnaires, faut que ça bosse ! » dit-il souvent en rigolant.

Mais, cette fois, Fourniret va prendre la juge de court.

Sabine Kheris : Le 14 février 2005, Monique Olivier a avoué que vous étiez l'auteur des enlèvements suivis de disparition de Marie-Angèle Domèce le 8 juillet 1988 et de Joanna Parrish le 16 mai 1990. Qu'avez-vous à déclarer ?

Le tueur en série réfléchit.

Michel Fourniret : Je suis le seul responsable de leur sort, du sort qui leur est arrivé. Si ces jeunes filles n'avaient pas croisé ma route elles seraient encore vivantes aujourd'hui.

La juge et la greffière échangent un regard. C'est un aveu, à la Fourniret. La *profileuse* les a prévenues : le tueur en série ne s'exprime pas comme tout le monde, il parle par périphrases ou doubles négations.

En fin d'audition, l'avocat de Michel Fourniret lui donne le procès-verbal pour relecture. Fourniret signe en bas de page.

Avocat : Mais vous ne relisez pas ?

Fourniret : Je fais confiance à madame.

Avocat : Vous devriez quand même relire parce que là, vous avez...

Fourniret : Quand je dis quelque chose, je sais ce que je dis. Et si je le dis, je l'assume. Je suis l'unique responsable, si Fourniret n'avait pas été là, les

personnes qui ne sont plus seraient là, ce n'est pas la peine de tourner autour du pot.

La magistrate a réussi à faire croire à Fourniret qu'il est le chef, que c'est lui qui décide. C'est ainsi, et seulement ainsi, qu'il consent à se livrer.

Désormais, quand l'ogre entre dans le bureau 112, il s'exclame : « Bonjour l'équipe ! » Il appelle la greffière son « rayon de soleil ». La juge l'écoute pendant des heures, la tête penchée, dire des phrases souvent sans queue ni tête, sans jamais s'énervier. À l'occasion d'une audition, elle s'aperçoit que la pénitenciaire a oublié de donner ses lunettes au tueur en série. Sans ses verres, Fourniret, qui ne voit rien de près, ne peut pas dessiner un plan, ni décrypter une carte, encore moins lire un texte.

« La juge, raconte un observateur, est partie avec la greffière à la pharmacie. Elles ont acheté des verres loupes avec la correction la plus forte. Elles sont revenues toutes contentes avec leurs lunettes, et lui était ravi. Si le pharmacien avait su à qui étaient destinées les lunettes... »

Sabine Kheris a bien compris qu'il ne fallait pas tenter d'intimider Fourniret et encore moins l'affronter, pas de « rentre-dedans », comme font certains les magistrats, cela ne fonctionne pas. Elle doit changer de registre.

La juge Kheris, c'est une personne calme et c'est assez rare à ce degré de compétence, estime Corinne Herrmann. Elle est dans l'écoute. Elle est réfléchie, elle prend le temps de s'arrêter sur ce qui est dit et sur ce qui se passe, et cela apaise les suspects. Elle instaure une relation avec eux, discute d'autre chose que des faits eux-mêmes, elle prend le temps de cette humanité qui n'existe parfois plus en prison pour les détenus. Elle n'est pas pressée. Elle va les interroger à plusieurs reprises, à plusieurs périodes, et leur laisser le temps de parler. C'est une qualité rare. Elle prépare ses interrogatoires avec une greffière qui elle-même est extrêmement psychologue, extrêmement organisée. C'est un binôme qui fonctionne et se complète⁶.

Le Fourniret de 2018 n'est plus celui que les Belges ont arrêté quinze ans auparavant. La prison l'a usé. « Il a beaucoup perdu de son arrogance

et de sa superbe », explique un avocat. Depuis 2003, il est seul, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans sa cellule. Fourniret a vieilli, et surtout il a peur. Ce n'est pas le moindre des paradoxes, le tueur en série a toujours été très pieux, un vrai bigot. À 76 ans, il sent que va bientôt venir l'heure du Jugement dernier. Il se dit hanté par les victimes. Il jure qu'il voit leurs visages la nuit. Celui qui terrorisait les psys et torturait les familles n'est plus qu'un vieil homme pathétique, apeuré par l'immensité de ses crimes... À de nombreuses reprises, devant la juge et la greffière, il s'effondre en pleurs. Pour Sabine Kheris, l'étape suivante, c'est de convaincre Fourniret de l'aider à retrouver le corps de Marie-Angèle Domèce, disparue le 8 juillet 1998...

Le 26 septembre 2018, huit mois après les aveux du tueur en série, un escadron de gendarmerie boucle le petit village de Saint-Cyr-les-Colons, 440 habitants, à quinze kilomètres d'Auxerre en Bourgogne, là où Michel Fourniret et Monique Olivier ont vécu ; là où le tueur en série a repéré Marie-Angèle Domèce. La juge Sabine Kheris a décidé d'organiser une reconstitution du meurtre.

À 9 heures du matin, le tueur en série est ramené sur les lieux, pour la première fois depuis trente ans. Fourniret semble calme, sûr de lui. Bras croisés, les yeux perdus dans le vide, comme à chaque fois qu'il se concentre pour aller chercher ses souvenirs, il s'exprime lentement, d'un filet de voix à peine audible. Autour de lui, la juge Sabine Kheris, la greffière Valérie Duby, l'enquêteur de la gendarmerie Frédéric Bérardet, ses avocats et ceux de la famille de Marie-Angèle, Didier Seban et Corinne Herrmann, tout le monde se presse et tend l'oreille, pour ne pas en perdre une miette.

Ce qui est probable, parce que systématique, c'est le fait de vouloir en terminer au plus vite. Vous avez entrepris quelque chose que vous ne pouvez pas gérer. Ce n'est pas simple, vous foutez le camp. Vous avez commis quelque chose, vous ne savez pas comment en sortir. [...] C'est facile d'accoster quelqu'un, mais ça vous met dans une situation qui n'a d'autre nom que « impasse », vous êtes dans une impasse et il faut vous en sortir le plus vite possible.

Fourniret ne dit plus « je », mais « vous », comme si ce n'était pas lui qui avait agi, comme si c'était un autre lui-même... Il est loin, l'ogre qui

racontait fièrement au commissaire Fagnart en Belgique les sordides détails de ses crimes...

Fourniret se souvient qu'il aurait pu enterrer le corps sous la dalle de son ancien garage. Le sol est sondé par le géo-radar de la gendarmerie, mais on ne trouve rien... Sabine Kheris ne s'arrête pas là, elle fait fouiller des puits, des plans d'eau de la région, en vain... Le corps de Marie-Angèle ne sera jamais retrouvé.

Parfois, au beau milieu d'une reconstitution, le tueur en série s'arrête, regarde autour de lui et s'interroge : « Mais qu'est-ce que je fais-là ? » Sabine Kheris se demande s'il a bien toute sa tête. Parfois, il paraît absent, comme déconnecté. La magistrate décide de demander une expertise neurologique de Michel Fourniret.

Quelques jours plus tard, le tueur est extrait de sa prison pour passer une IRM à l'hôpital. Le verdict médical tombe en novembre 2018 : début de démence sénile. Un processus irréversible qui, assure la neurologue, peut aller très vite. Heureusement, les derniers souvenirs à s'effacer sont les plus lointains. Mais selon le médecin, dans un an, un an et demi au maximum, le processus arrivera à son terme. Fourniret ne sera plus en état d'être interrogé. Pour la juge Sabine Kheris et la greffière, le compte à rebours est lancé.

Chapitre 3

La synergie du couple

Le Coudray-Montceaux

23 mars 1984

Dans sa petite R5 blanche qui file sur la nationale, Catherine sourit. Depuis deux jours, c'est le printemps, les oiseaux recommencent à chantonner dans les arbres. Elle a 22 ans, un petit job, un copain qu'elle adore, Christian. Ils se sont rencontrés dans le Sud, dans le camping que gère sa maman. Elle a complètement craqué pour ce beau gosse aux cheveux blonds un peu bouclés, bien bronzé, torse nu dans son jean. Lui est tombé instantanément amoureux fou de cette fille aux cheveux longs, aux yeux de braise... Quelques mois plus tard, Christian est monté à Paris pour suivre une formation à l'école de police. Ils ont emménagé dans la maison de sa mère, au Coudray-Montceaux, dans le sud de la région parisienne. En sortie d'école, Christian a été affecté au commissariat du IV^e arrondissement de Paris. Il fait les 3 × 8, du coup, dans la journée, quand il ne travaille pas, il fait la sieste à la maison. Cet après-midi, Catherine doit aller faire les courses. Elle aurait bien aimé qu'il l'accompagne, elle adore se promener avec lui, même si c'est pour aller au supermarché. Mais Christian est trop fatigué.

Catherine prend la petite Renault 5, cinq minutes plus tard elle est sur le parking d'Intermarché. Elle est en train de manœuvrer pour se garer quand quelqu'un frappe à la vitre côté passager. Elle baisse la fenêtre et voit un type, barbu, pas très bien habillé, l'air complètement affolé ; il lui est arrivé quelque chose, il la supplie. « Est-ce que vous pouvez m'emmener ? » Le problème de Catherine, c'est qu'elle est trop gentille, toujours prompte à donner un coup de main. Un inconnu lui demande de l'emmener, la voilà qui dit « oui », sans hésiter, et le laisse monter dans la voiture. À la seconde où il entre et pose ses fesses sur le siège avant, elle sent instinctivement qu'elle a commis une erreur. Elle ne sait pas pourquoi, mais ce type dégage une impression de malaise. Il a fourré ses mains dans les poches de son pantalon, on dirait qu'il cache quelque chose. Trop tard, elle démarre.

Le gars commence à raconter une histoire invraisemblable : il est poursuivi par la police, il faut qu'elle l'aide à se sauver. Catherine est paniquée : « Arrêtez de me dire ça, ça m'angoisse, arrêtez de me parler

de vous ! » Il faut qu'elle se débarrasse de ce mec. Elle arrête la voiture, lui fait signe de sortir. C'est là que, de sa poche, il sort un pistolet. Elle voit l'arme, et les deux mains, énormes, démesurées. Dans la tête de Catherine, soudain tout va très vite. « Là je me suis dit adieu veaux, vaches, cochons, couvée... C'est sûr, il va me tuer, je suis fichue¹. » Mais qu'est-ce qui lui a pris de le laisser entrer dans la voiture ? Il lui ordonne de s'arrêter dans un petit chemin. Elle se gare, toute tremblante, il lui montre une fiole de liquide, il dit : « C'est de l'acide. Allongez votre siège, sinon... » Elle a compris, mais elle ne va pas se laisser faire. Tout au fond d'elle-même, elle sent une rage qui monte, une force qu'elle n'imaginait pas. « C'est ça qu'il veut ? se dit-elle. Il ne va pas être déçu ! » Catherine fait semblant d'enlever son tee-shirt. En faisant le mouvement, elle attrape les cheveux du type, et tire de toutes ses forces, le griffe tout le long de la joue. Elle se souvient qu'il dit : « Chameau ! », quelle drôle d'expression... Ils se battent, elle ne sait plus combien de temps ça dure. Elle se souvient de ses mains, ses grosses mains, mais elle n'a plus peur, elle résiste. Tant et si bien que le type finit par sortir de la voiture. Catherine démarre comme elle peut, elle tremble de tout son corps, elle arrive à peine conduire. Elle débarque au Coudray-Montceaux en pleurs. Vite, se blottir dans les bras de Christian, oublier tout ça.

Quand elle lui raconte ce qui s'est passé, Christian demande : « C'est arrivé où ? Emmène-moi. » Il prend son pistolet de service, le type est armé, on ne sait jamais. Il fait monter Catherine dans la voiture. Il n'a jamais conduit aussi vite, il explose la pauvre R5 sur les dos-d'âne, il est ivre de rage. S'il lui met la main dessus... Dans le petit chemin, un couple d'amoureux dans une voiture. « Excusez-moi, vous n'auriez pas vu un individu barbu, mal habillé ? – Si, on a vu quelqu'un partir dans cette direction... »

« De toute façon, dit Catherine, tu le reconnaîtras, je l'ai griffé. » Il le voit de loin. C'est bien lui, avec son estafilade sur la joue. Elle lui a fait une belle marque, la petite. Christian saute de la voiture, empoigne le type, le soulève du sol, il ne sait pas ce qui le retient de le défoncer... Il le force à entrer dans le véhicule, le type se met à dire : « Excusez-moi, je ne sais pas ce qui m'a pris, je dois aller chercher ma fille à l'école, laissez-moi partir. » Il a une fille ? Christian voit rouge, bleu, vert. Il coince le volant de la R5 avec son genou, se retourne, et lui administre une énorme paire de claques.

Le 23 mars 1984, à 17 h 50, Christian et Catherine arrivent avec leur passager à la gendarmerie de Mennecy, dans l'Essonne.

À 18 heures débute la garde à vue : « La personne interpellée déclare s'appeler Fourniret Michel, né le 4 avril 1942 à Sedan, de Manfay Lucette et Fourniret Lucien. Il demeure à Clairefontaine avec son épouse. »

L'homme reconnaît la tentative d'agression contre Catherine, mais explique qu'il ne comprend pas, c'est la première fois que cela lui arrive.

Quelques heures plus tard, il change d'avis : « Après avoir réfléchi, d'autres affaires de même nature lui reviennent à l'esprit. » En quelques heures, il va détailler pas moins de quinze autres faits, viols, agressions, ou tentatives.

À Courcelles, au mois de septembre 1983, sur le parking d'un magasin Codec, j'ai accosté une personne de 20 à 25 ans environ, qui chargeait des marchandises dans une voiture grise. Je lui ai demandé de me conduire en dehors de l'agglomération. Dès que la voiture a roulé, je l'ai dirigée sur le fond du parking, puis je l'ai invitée à s'arrêter. Je lui ai dit : « Maintenant, je vais vous pénétrer. » Elle a crié et klaxonné et, devant cette réaction, je me suis enfui.

En 1980-1982 à Étampes, j'ai fait monter une fillette à bord de mon véhicule. Elle devait avoir 12 ou 13 ans. Nous nous sommes arrêtés dans un endroit calme. Je l'ai embrassée sur le front et les joues. Elle m'a dit : « Ne faites pas ça. » Nous sommes remontés en voiture et je l'ai raccompagnée. Je pense avoir agi ainsi dans le but de savoir ce qu'était une vierge.

Le cas le plus grave date de 1983, il concerne un viol sur jeune fille de moins de 15 ans, Dahina.

En fin de procès-verbal, Michel Fourniret précise :

J'ai recherché à de nombreuses autres reprises des contacts similaires en cherchant à provoquer ce genre de situation. Les circonstances, tenant principalement à la réaction des victimes potentielles, ont fait que toutes ces affaires se sont soldées par des échecs, et ce pour des raisons indépendantes de ma volonté. Pour moi, cela finissait par devenir un jeu. [...] Je pense que, si je n'avais pas été interpellé, j'aurais continué. Comme vous pouvez le constater, il y a une certaine progression dans la gravité des faits

successifs. Je m'enhardissais à chaque nouvelle affaire et j'ignore ce dont j'aurais pu être enfin capable.

Que veut dire Fourniret ce jour-là ? Jusqu'où aurait-il pu aller ? Personne ne le lui demande. A-t-il déjà pris la décision de supprimer à l'avenir ses victimes pour ne plus courir le risque de se faire prendre ? La question reste posée.

Le 25 mars 1984, il est mis en examen pour viol sur mineure de 15 ans. Les faits seront requalifiés plus tard en attentat à la pudeur. Fourniret est incarcéré.

À Fleury-Mérogis, il est le prisonnier matricule 130655 S.

En prévision du procès, il est examiné par des experts psychiatres. Le rapport, en 1986, des docteurs Baret-Giraudon et Bornstein indique : « Monsieur Fourniret s'exprime avec des formules alambiquées. [...] Son niveau intellectuel le situe de toute évidence dans les tranches supérieures [...] C'est un travailleur acharné, sans limites. »

Les psychiatres notent pour la première fois un récit qui va devenir une constante dans le parcours de Fourniret : la recherche de la virginité.

Monsieur Fourniret est obsédé par une sorte de mythe idéalisé concernant la virginité. Sa déception fut cruelle, résument les psys, lorsque sa première femme, infirmière, lui révéla qu'elle avait déjà eu une expérience avant lui. Alors que, selon ses dires, avec sa seconde femme il connaît un foyer exemplaire, [...] toutes ses attentes s'organisent autour du thème de la virginité, qu'il risque de ne jamais connaître alors qu'il atteint la quarantaine².

Jusqu'à la fin de sa vie, Fourniret racontera la même histoire : s'il est ainsi, c'est parce que sa première femme, Annette, n'était pas vierge lors de leur mariage en 1963, alors qu'il l'était. Quand il l'apprend, « c'est le tonnerre qui [lui] tombe sur la tête ». Sa « désillusion » l'aurait conduit dans une recherche désespérée de virginité. Ce que Fourniret ne dit pas, c'est que, dès cette époque-là, il se livre à des attouchements sur des enfants de collègues de sa femme, des fillettes de 6 et 7 ans. Il est condamné en 1966 à huit mois avec sursis. Annette le quitte. Ensemble ils ont eu un fils, Jean-Christophe, âgé de deux ans au moment de la séparation ; il ne le reverra jamais.

En 1969, Fourniret rencontre sur un quai de gare Nicole, la femme de sa vie, dira-t-il. Ensemble ils auront trois enfants : deux jumelles, Anne et Marie-Hélène, et un fils, Nicolas. Ils s'installent à Clairefontaine, en région parisienne.

Aujourd'hui, Nicole habite toujours dans leur maison avec un grand jardin, en bordure de bois. Elle a gardé toutes les photos, notamment celles de leur mariage en 1970, où l'on voit Fourniret coiffé d'un chapeau haut-de-forme. Nicole vient d'une famille bourgeoise. Des années après, elle parle toujours de lui en disant « mon ex » :

C'était un type atypique, bizarre. Il savait pas être heureux. Quand tout allait bien, il trouvait toujours quelque chose pour que ça n'aille pas. Il n'était pas très tolérant. Il me disait toujours : « Tu passes trop de temps avec les enfants. » Quand il les punissait, il les attachait avec un piquet au milieu du jardin³.

Fourniret est un travailleur. En 1978, il construit à Clairefontaine un grand atelier de fabrication de machines-outils, sa fierté.

Pour lui, c'était important, ce grand bâtiment, c'était pour montrer sa puissance. Il était apprécié dans Clairefontaine, tout le monde l'admirait. Il allait travailler sur des chantiers pour mettre en route des usines, il travaillait en chef d'équipe. À 3 heures du matin, il me réveillait pour que j'amène des cafés et des sandwiches. Il était fier parce que les autres lui disaient : « Elle est bien, ta femme. » Il lui fallait une petite main à côté pour réaliser ses projets. C'est vrai qu'il était exigeant, mais je me prêtais à son exigence. Pour moi, c'était merveilleux à l'époque⁴.

Le monde de Nicole Clerget s'effondre le 23 mars 1984. Les gendarmes lui apprennent que son mari a été arrêté pour une tentative d'agression sexuelle et a avoué une quinzaine de faits :

C'est là que j'ai compris quelle était sa double vie. Il a demandé à me voir en prison, il s'est mis à genoux. Il disait qu'il ne recommencerait plus, il ne voulait pas me perdre. J'ai pris ma décision⁵.

Nicole annonce à Fourniret qu'elle veut divorcer :

Il était fou de rage. Il a failli m'étrangler au parloir. Ce sont les surveillants qui sont venus l'arrêter. Il y a des moments où il ne pouvait pas se maîtriser, comme il ne pouvait pas maîtriser ses pulsions... Il est

malade... Je me suis toujours dit que, si je n'avais pas rompu avec lui, il ne serait pas allé jusqu'au meurtre. Il n'aurait pas pu rencontrer Monique. De toute façon, il savait qu'avec moi il n'aurait pas pu⁶.

Seul désormais, en prison, Michel Fourniret part à la recherche d'une complice parfaite, une autre « petite main » qui pourra l'aider cette fois dans sa quête obsessionnelle de jeunes vierges.

Le 12 décembre 1986, il publie dans l'hebdomadaire *Le Pèlerin* cette petite annonce : « Prisonnier aimerait correspondre avec personne de tout âge pour oublier solitude. »

Monique Olivier répond deux mois plus tard. Elle a 38 ans et vit à l'autre bout de la France, dans le village de Vic-le-Fesq, près de Nîmes, où elle est auxiliaire de vie auprès d'une personne handicapée. Début 1987, lorsqu'elle répond à l'annonce de Michel Fourniret, Monique est seule et s'ennuie dans sa campagne gardoise.

La correspondance du couple a été découverte dix-sept ans plus tard, dans le grenier de la maison de Sart-Custinne, par les policiers belges. Des centaines de lettres, plus de 700 pages. Presque une missive par jour, des lettres qui font parfois dix pages. Le style Fourniret, c'est une petite écriture serrée, des tournures ampoulées. Les policiers belges se plongent tardivement dans cette lecture qui donne la nausée, en regrettant de ne pas l'avoir fait plus tôt : tout ce qui allait arriver par la suite est écrit dans les « messagères », le courrier des Fourniret, noir sur blanc, noyé au milieu d'une littérature à l'eau de rose. L'administration pénitentiaire, qui était censée lire les courriers des détenus, n'a rien vu du projet criminel qui était en train de prendre forme.

On ne possède pas la première lettre de Monique Olivier. La correspondance commence avec la réponse que lui envoie Michel Fourniret.

Fleury-Mérogis, D1 (division 1). G1.15, le 27 février 1987 :

« Madame, Non pas madame, je vous dis Bonjour Amie, car cet élan est naturel et instinctif. [...] Si vous le voulez bien, parlez-moi de vous, de votre vie quotidienne, parlez-moi de ce qui touche votre cœur, de vos idées sur les choses de la vie. Perdu dans un autre monde, mon oreille est tendue vers vous. Soyez certaine, Monique mon amie, que quelque part quelqu'un a besoin de vous... »

Monique Olivier, le 11 mars 1987 :

« Bonjour Michel. Je vais vous parler un peu de moi. Je suis née à Tours. Mes parents se sont installés à Nantes quand j'avais 4 ans. J'ai quitté Nantes pour venir à Nîmes où je ne trouve pas de travail. Pour me dépanner j'aide une jeune handicapée qui habite à Vic-le-Fesq. Je fais souvent des promenades dans la garrigue mais toujours seule, il n'y a jamais personne pour m'accompagner, je sais que la solitude est parfois nécessaire, mais quelle tristesse quand elle est quotidienne.

« Je vais vous dire comment je suis pour que vous puissiez vous faire une petite idée de la personne avec laquelle vous correspondez. [...] Ni laide ni belle, je suis à ce qu'il paraît jolie, mignonne alors là j'ai des doutes. Je plais surtout aux sangliers et aux lapins que je rencontre au cours de mes promenades en forêt. »

Le 14 mars 1987, Michel Fourniret répond par retour du courrier :

Monique, il est 16 heures passées. La porte s'est ouverte pour faire rentrer votre lettre, à dire vrai, c'est un rayon de soleil. Les yeux me picotent et l'émotion me serre la gorge.

Puis il brosse un premier portrait de lui :

Né à Sedan, le 4 avril 1942, de parents modestes, papa était un ajusteur fier de son métier, homme simple et droit, Maman fut ouvrière en tissage et filature, et femme de ménage après leur séparation le 4 avril 1954. D'origine rurale tous les deux, elle n'avait pas connu sa mère dont elle porte le nom. [...] Je fus un être exigeant, intransigeant, imprégné à l'excès de recherche d'Idéal. Cela a fait de moi un solitaire coupé du monde sensé, dont la folie a abouti à l'incarcération en mars 84.

Fourniret a repéré sans mal cette femme si seule, qui porte comme un fardeau l'impression de ne compter pour personne. Il s'engouffre dans la faille...

Michel Fourniret, le 15 mars 1987 :

« Monique vous n'êtes plus seule, vous n'êtes plus seule, vous n'êtes plus seule. Voici un mois vous ne l'auriez pas cru. Et pourtant il y a maintenant quelqu'un à vos côtés à tout moment. »

Monique Olivier, le 10 avril 1987 :

« J'aime beaucoup recevoir vos lettres, les lire m'apporte du bonheur, me redonne un peu de courage, quoi qu'il arrive je ne vous oublierai jamais Michel, je suis de plus en plus convaincue que vous êtes quelqu'un d'extraordinaire. Je m'aperçois que vous connaissez des tas de choses. Je pense qu'un homme intelligent comme vous finira par se fatiguer de correspondre avec une femme telle que moi... Est-il possible d'aimer quelqu'un sans l'avoir vu, uniquement à travers des lettres ? Si c'est le cas alors c'est merveilleux. »

Michel Fourniret, le 21 mars 1987 :

« Chapeau bas Monique, vous êtes quelqu'un de bien. Croyez bien que mon Bic reste en l'air ne sachant quels mots trouver ce qui me rend idiot. »

Michel Fourniret et Monique Olivier s'écrivent à peine depuis un mois et demi, et déjà s'installe une relation de dépendance.

Monique Olivier, le 17 avril 1987 :

« Cette semaine je n'ai pas reçu de vos nouvelles. Vous êtes-vous déjà fatigué de moi, notre correspondance a-t-elle déjà pris fin ? J'espère que non. Je ne suis pas exigeante seulement je ne voudrais pas retomber dans l'oubli. Je commençais à m'habituer à ce sympathique prisonnier de la D1.G1.15. »

Au fil des lettres, Monique devient « Chère princesse », « Natouchka », « ma mésange ». Michel Fourniret est le « petit taulard préféré », ou « Shere Kahn », le tigre du *Livre de la jungle*.

Le petit taulard demande à sa princesse de raconter sa vie plus avant.

Monique Olivier, lettre non datée :

« Je suis née le 31 octobre 1948, avant moi il y a eu trois garçons dont l'aîné est mort pendant la guerre à l'âge d'un an. Je suis la petite dernière, ma pré-naissance et ma naissance ont été difficiles, pendant sa grossesse maman était tellement malade, qu'il était question de supprimer le bébé qu'elle portait donc moi, tu vois je commence mal

dans la vie. À 5 ans je quitte Tours avec maman qui doit venir à Nantes pour soigner ma grand-mère. Elle décède lorsque j'ai 13 ans. Quelques mois après je suis gravement malade, il me manque un million de globules rouges, maladie qui se complique et m'oblige à rester couchée plusieurs mois, interdiction à vie de me baigner en piscine et rivière. Maman a toujours été attentive avec moi, seulement pour mon malheur elle n'était pas du tout affectueuse, les câlins et les mots doux je n'ai jamais su ce que c'était. »

Monique Olivier raconte qu'elle cherche à fuir l'ennui du foyer familial. En 1972, elle rencontre André, patron d'une auto-école. Il lui offre un petit travail à l'accueil. Elle devient sa compagne. Bientôt, André abandonne l'auto-école pour se consacrer à la peinture.

Mon ex-ami peignait, j'étais son modèle. Au début cela m'amusait de poser, il refusait que je pose pour un autre peintre. Puis à la longue j'en ai eu assez, surtout qu'il devenait impossible, il était jaloux des visiteurs qui venaient voir ses tableaux sur lesquels j'étais représentée. Il fallait surtout pas que je sois présente pendant ses expositions, cela était intolérable, j'étais pour ainsi dire cloîtrée, j'avais le droit de sortir qu'en sa compagnie, jamais seule.

Deux enfants naissent : Murphy en 1980 et William en 1981.

Monique Olivier racontera plus tard des scènes d'une extrême violence. Son mari la forcerait à se prostituer, il aurait tenté de la noyer dans la baignoire. André a toujours nié les accusations.

En 1982, elle s'enfuit avec les enfants pour se réfugier dans un foyer de femmes battues. Deux ans plus tard, elle abandonne l'autorité parentale de ses deux fils William et Murphy à André et s'installe à Vic-le-Fesq, où elle fait la rencontre d'un Américain qui cherche à faire un mariage blanc pour obtenir la nationalité française. Monique accepte, le mariage sera à peine consommé, ils se séparent très vite.

« Par moments je me demande si ma place est bien sur terre, heureusement que vous êtes là, vos lettres m'apportent un certain réconfort. Ne m'abandonnez pas maintenant, j'ai besoin de vous. »

Michel Fourniret, le 7 mai 1987 :

« Vous avez bien fait d'envoyer votre lettre, je vous en aurais voulu de me dissimuler vos larmes, et je ne serais pas ton seul ami si je n'étais pas capable de tout partager, Monique. »

Fourniret passe insensiblement du vouvoiement au tutoiement et au passage, comme si de rien n'était, raconte les raisons qui l'ont mené en prison.

Michel Fourniret, le 27 mai 1987 :

« Tu dois savoir quelles cicatrices a connues un certain petit taulard. »

Pour raconter cet autre lui-même, Fourniret parle de lui à la troisième personne, comme s'il s'agissait de son double :

Orgueil frustré de ne jamais avoir reçu le don de la virginité. La quarantaine était arrivée. Mourrait-il sans l'avoir reçue, cette suprême blancheur initiatique ? [...] Il est accusé de viol. [...] La personne concernée était toujours vierge [...] Histoire dingue, elle peut paraître pitoyable. Mais j'ai toujours été trop fier pour accepter la pitié. Je préfère me cramponner à une éthique qui fut toujours un idéal.

Monique Olivier répond par retour du courrier :

Je voulais que tu saches très vite que je ne t'en veux pas, que tu occuperas toujours la première place dans mon cœur. Pendant que je t'écris ta photo est devant moi, je la regarde de temps en temps en pensant « Michel a eu un mauvais départ dans la vie, maintenant il a le droit d'être heureux, nous avons tous un passé pour certains cela a de l'importance pour d'autres il ne compte plus, pour ma part le passé des autres ne m'intéresse pas. Alors ma petite Monique, tu vas l'aider à faire peau neuve, et puis toi aussi tu as le droit au bonheur, alors à vous deux vous arriverez sûrement à faire quelque chose d'intéressant »...

Michel Fourniret, le 12 juin 1987 :

« Dieu ma princesse, que tu es belle. Mais je ne t'en veux plus de ta beauté car elle est la beauté de mon amie. De ma fiancée lointaine et si merveilleusement proche de ce qui vibre en mon cœur. »

Il alterne le chaud et le froid, l'amour et la distance. La mécanique de l'emprise se met en place.

Monique Olivier, le 16 juin 1987 :

« Je viens de recevoir deux lettres de toi, la deuxième m'a fait l'effet d'une douche froide. Pourquoi tant de froideur tant de dureté j'ai cherché la raison de toute cette colère. [...] J'ai réemployé le mot vous dans une de mes lettres, [...] maintenant il est trop tard pour rattraper ma maladresse. Vois-tu, il existe le livre Gaston Lagaffe, il existe Monique la maladroite, que dois-je faire pour que le tigre me pardonne et se calme ? »

Que faire ? Le tigre a une idée.

Michel Fourniret, le 20 juin 1987 :

« Monique, je t'ai confié un jour ne jamais avoir reçu le don de la virginité. Pour moi cela reste un mot, et bien davantage encore, le plus beau des symboles. Mais je ne sais pas en quoi cela consiste réellement. C'est notre avenir et notre bonheur qui est en jeu. J'ai peur de moi-même. J'ai peur que le démon de cette frustration profite d'une défaillance mentale, de quelque déception ou colère pour ressurgir et me conduire à la découvrir et à la posséder enfin moi aussi quel qu'en puisse être le prix. C'est peut-être cette crainte qui m'a poussé à souhaiter une détention à vie afin de toujours me préserver de cette folie que la raison comprend mais que l'orgueil ou je ne sais pas trop quoi commande. Je sais qu'une totale harmonie, spirituelle et physique entre nous est capable d'effacer cette ombre qui pourrait planer sur notre amour. [...] Seule cette pureté intérieure m'autorise à te demander ta main avec ferveur et une fois sincère en notre résurrection. »

Monique Olivier et Michel Fourniret vont se voir une première fois dans un lieu plutôt inattendu pour une rencontre : un tribunal.

Le 26 juin 1987, il comparaît à Évry pour la série d'attentats à la pudeur. Monique Olivier fait la route depuis Nîmes, mais n'assiste pas aux débats. Elle ne veut pas entendre les mots des victimes ni voir leurs larmes. Elle attend la fin de l'audience. C'est l'avocat de Michel Fourniret qui organise la rencontre, brièvement, dans le box.

Monique Olivier, le 26 juin 1987 :

« Lorsque tu m’as regardée et souri, j’étais tellement émue et troublée que je n’ai pas réussi à répondre à ton regard et à ton sourire, j’espère que tu ne m’en veux pas, je crois que si j’avais essayé de te sourire les larmes seraient montées très vite. [...] Michel je t’aime toujours autant et je suis bien décidée à devenir ta femme. Vivement que je puisse te voir plus longtemps, vivement encore que tu sortes j’ai hâte d’être près de toi. »

Michel Fourniret, le 30 juin 1987 :

« Ni toi ni moi ne pourrions oublier cette poignée de main. Peu importe sa durée, elle nous a soudés l’un à l’autre. [...] Je sais que tu apporteras à ton fauve l’aide dont il a besoin. De ton côté tu n’es plus seule, nous sommes deux et tu dois te reposer sur moi avec la plus totale confiance. Je t’aime et c’est sans conditions. Ma truelle est prête pour édifier la maison de l’Amour et du Bonheur. »

Le tribunal condamne Michel Fourniret à sept ans de prison dont deux avec sursis, et trois ans de mise à l’épreuve. Il a déjà purgé presque la moitié de sa peine.

En attendant sa libération prochaine, le petit taulard n’oublie pas son obsession. Il fait pression sur Monique Olivier pour exiger qu’elle lui raconte sa défloration. À contrecœur, elle finit par avouer qu’un jour, sur un quai de gare à Thionville, elle a croisé un militaire. Ils ont pris une chambre d’hôtel, il lui est « monté dessus ». En lisant sa confession, Fourniret explose de rage.

Michel Fourniret, le 25 août 1987 :

« Si nous étions face à face, et que je t’écoute au lieu de te lire, tu me verrais devenir livide et désespéré. [...] (J’avais envie de crier, mais tais-toi, tais-toi, tais-toi.) Oh mon Dieu je vous en supplie, sauvez-nous, Dieu je t’en supplie aie pitié de moi. »

Quel drôle de type, se dit Monique Olivier, effrayée parfois, mais aussi fascinée.

Monique Olivier, le 27 juillet 1987 :

« La mésange se pose quand même une question au sujet du tigre, ne va-t-il pas la dévorer finalement ? Combien il lui sera agréable d’être

prisonnière dans les bras de son fauve, peu lui importe si elle a les os broyés par lui, elle sera tellement heureuse d'être auprès de lui.

« Nous formons un duo bien étrange, tu ne trouves pas, ce qui est loin de me déplaire, moi qui n'aime pas la routine je ne risque pas de sombrer dedans. »

Michel Fourniret, le 4 août 1987 :

« Il doit bien y avoir une explication sur cette osmose entre nous. Une simple attirance mentale et physique ne posséderait pas cette force étrange qui nous domine sans obéir à quoi que ce soit de rationnel, de connu. Si nous nous étions rencontrés, croisés dans la rue, nous aurions pu nous regarder, sans nous voir. Il fallait un miracle, et ce miracle s'est produit... »

Monique Olivier, le 3 septembre 1987 :

« J'ai hâte de rencontrer mon tigre qui me fais (sic) souvent trembler de peur... »

Monique Olivier n'aura plus longtemps à attendre. Du 12 au 14 septembre 1987, Michel Fourniret bénéficie d'une permission de sortie. Ils vont passer les deux jours de permission à Gournay, en région parisienne, dans la maison de l'un de ses anciens codétenus...

À son retour en détention, le prisonnier précise ses intentions :

Michel Fourniret, le 15 septembre 1987 :

« Question fidélité, tu t'en apercevras, tu ne crains rien. Si l'intention d'une défloration revient un jour ou l'autre m'affleurer, je t'en parlerai librement, je n'entreprendrai pas d'action sans t'en parler. »

Monique Olivier, le 17 septembre 1987 :

« Tu sais ta Natouchka est prête à t'aider dans beaucoup de choses, elle veut se savoir utile, non je ne suis pas une petite bourgeoise, je veux travailler auprès de mon fauve, le seconder cela me ferait tellement plaisir comprends-tu ce que je veux dire ? Je veux exister pour lui qu'il le sache bien. Dans quelques mois mes chaînes seront brisées, je serai d'accord pour en reprendre d'autres mais des vraies celles-là. »

Dans une lettre du 5 septembre, dix jours auparavant, Fourniret a mis noir sur blanc la liste de ses souhaits pour l'avenir :

Propos d'un samedi matin

Propos à moi-même.

Je ne veux pas tourner en rond, je dois établir un programme.
D'abord, qu'est-ce que je veux ?

- Régler les comptes avec la famille
- Passer mon temps à rêver
- Aller où j'ai envie, rester sur place, ou voyager, selon l'humeur du jour
- Avoir assez d'argent pour oublier l'argent
- Liquidier 3 types. Leur dernière partouze d'ordures
- Disposer d'une jeune fente
- Une compagnie féminine
- Jouer aux échecs
- Vivre en sauvage à l'écart des hommes
- Vivre en aventurier. Plaisir du risque. Enlèvements, etc.
- Pas de fil à la patte, pas de mœurs, pas d'habitudes
- Restaurer un domaine, une ruine médiévale
- L'acheter d'abord. Non : en devenir propriétaire. Ce n'est pas la même chose
- Un chien, une carriole, un bourrin, un domestique turc
- M'amuser à créer une société industrielle pour des marginaux.

La lettre matérialise ce que des journalistes appelleront « le pacte » : Fourniret aurait proposé à Monique Olivier de la débarrasser de ses anciens maris (« liquider trois types ») ; en échange, elle lui aurait promis de l'aider à enlever des vierges.

Fourniret n'honorera jamais ses promesses concernant les anciens maris, mais Monique Olivier, elle, va exaucer sans tarder les vœux de son nouveau compagnon. Elle ira même au-delà de ses espérances...

Le 22 octobre 1987, le « fauve » sort de la cage, Monique est au rendez-vous. Elle l'attend à 8 heures du matin devant la porte d'entrée de la prison de Fleury-Mérogis. Fourniret vient de bénéficier d'une libération anticipée grâce à des remises de peine pour bonne conduite. Monique a trouvé une petite 304 d'occasion, la carrosserie est bien abîmée, elle a pas mal de kilomètres au compteur, mais elle roule.

Michel Fourniret leur a trouvé un petit nid, à Saint-Cyr-les-Colons, près d'Auxerre, une maison qui appartient à sa mère. Ce n'est pas le palais des *Mille et Une Nuits*, mais c'est bien pour commencer...

« Si l'intention d'une défloration revient un jour ou l'autre m'affleurer, je n'entreprendrai pas d'action sans t'en parler. » Shere Kahn ne va pas tarder à tenir parole.

Il imagine un scénario : il voudrait partir à la recherche d'une jeune fille qui ressemblerait à Monique jeune, à l'âge où elle a perdu sa virginité. Avec son concours, il voudrait l'enlever afin de la violer. Son idée : rejouer avec elle la scène de la défloration de Monique Olivier. Dans son plan machiavélique, c'est elle qui lui livrera la jeune fille. Elle la fera monter dans la voiture, il attendra quelques kilomètres plus loin, un bidon d'essence à la main, en se faisant passer pour un auto-stoppeur. En décembre 1987, deux mois à peine après sa sortie de prison, il met son plan à exécution.

Dans les environs d'Auxerre, il a repéré à la sortie d'un lycée une brunette aux cheveux longs qui pourrait faire l'affaire... Elle s'appelle Isabelle Laville, elle a 17 ans. À 16 h 30, le 11 décembre 1987, Isabelle quitte le collège Bienvenu-Martin à Auxerre pour rentrer chez elle, rue de l'Oreuse, à Saint-Georges-sur-Baulche. Elle a deux kilomètres à parcourir à pied, il fait déjà froid, elle presse le pas. Au volant de la 304, Monique Olivier s'arrête à sa hauteur, lui demande sa route et lui propose de la déposer chez elle au passage. Isabelle accepte et monte dans la voiture. Un kilomètre plus loin, le faux auto-stoppeur, bidon d'essence à la main, fait signe à la voiture. Monique Olivier s'arrête, Fourniret monte à l'arrière, le piège vient de se refermer.

Isabelle Laville indique la rue où il faudrait la déposer, mais Monique Olivier ne dit mot et continue sa route. L'adolescente s'inquiète et commence à protester. Depuis la banquette arrière, Fourniret sort de sa poche un lacet et l'étrangle. Elle respire encore.

Alors que le couple s'arrête à une station-service pour prendre de l'essence, Monique Olivier oblige la jeune fille à avaler des cachets de Rohypnol, un puissant calmant, elle est inconsciente. Ils retournent à leur maison de Saint-Cyr-les-Colons et Fourniret emmène Isabelle dans la chambre pour essayer de la violer. Comme il en est incapable, Monique Olivier lui administre une fellation. Plus tard, elle affirmera qu'elle se serait exécutée à sa demande ; lui, assurera qu'elle l'a fait de sa propre initiative.

Fourniret étrangle Isabelle Laville. Après avoir emballé le corps dans un tapis, il le jette dans un puits à une vingtaine de kilomètres de là.

Le meurtre d'Isabelle Laville, explique Alain Behr, avocat de la famille, est le crime fondateur du parcours criminel des Fourniret. Jusqu'à présent, Fourniret n'a pas commis l'irréparable. Cela fait quelques semaines qu'il est sorti de la maison d'arrêt, il est avec Monique Olivier et il va commettre le premier crime. Une fois qu'ils ont commis ce premier crime ensemble, ils sont liés de manière indissoluble parce qu'ils sont tous les deux coauteurs d'un crime. Un assassinat, devant une cour d'assises, c'est perpétuité. En commettant un crime, deux crimes, quatre crimes, huit crimes, ils ne risquent rien de plus...

L'idée fondatrice du meurtre d'Isabelle, c'est d'offrir une vierge. Une vierge offerte par Monique Olivier à Fourniret, un peu comme cadeau de mariage. Et dans la mécanique des faits, le rôle de Monique Olivier va être déterminant. Isabelle Laville ne serait jamais montée dans la voiture si ce n'était pas elle qui conduisait. Elle va libérer le tigre de sa cage et je pense que c'est la mésange qui guide le tigre.

Je considère que le meurtre d'Isabelle Laville est un sacrifice humain qui est destiné à les lier définitivement l'un à l'autre. Et dans cette dimension maléfique, un autre événement vient s'inscrire : neuf mois après le viol et le meurtre d'Isabelle Laville, va naître leur fils commun, Sélim, le 9 septembre 1988. Isabelle Laville a été assassinée le 11 décembre 1987. Comptez. Cela fait neuf mois. On tue quelqu'un, on donne naissance à un autre⁷.

À Auxerre, une enquête est ouverte après la disparition d'Isabelle Laville.

En l'absence d'éléments probants, elle est classée « en l'état » le 21 janvier 1988, à peine un mois et demi plus tard. Les gendarmes n'ont pas cherché les délinquants sexuels installés dans la région. S'ils l'avaient fait, peut-être seraient-ils tombés sur Michel Fourniret.

Le couple criminel continue sa route et l'enfant qui naît en septembre 1988 servira leurs projets : il sera à son tour l'appât pour faire monter les victimes.

Michel Fourniret, Monique Olivier, c'est la caricature du couple de tueurs en série, estime Corinne Herrmann, parce qu'ils sont allés très loin dans leurs actes, dans leur association et dans leur complémentarité. C'est vraiment un couple criminel qui a duré longtemps, qui a instauré des rituels, qui a évolué dans sa criminalité.

Les tueurs en série, on les crée collectivement. Ils n'existent pas à l'état naturel, ils existent parce qu'on n'a pas intercepté leur route lors du premier crime, lors du deuxième crime, et qu'on a des magistrats et des enquêteurs qui ont dit au bout de deux ans : on ferme le dossier parce qu'on ne va pas trouver. En l'occurrence, si on travaille, on trouve, on n'a pas une série de vingt victimes. Et la première responsable de cela, c'est quand même la justice⁸.

Les affaires de tueurs en série sont aussi les plus difficiles à résoudre, car il n'existe aucun lien, la plupart du temps, entre la victime et son assassin.

Parfois, même en travaillant, la justice passe à côté. C'est l'histoire d'Estelle Mouzin, 9 ans, disparue le 9 janvier 2003 à Guermantes.

Chapitre 4

Estelle

De ces vingt années passées depuis la disparition d'Estelle, il reste à Éric Mouzin des souvenirs précis, mais aussi beaucoup de moments flous, des zones grises, des mois entiers où il ne sait plus ce qu'il s'est passé, quelle action il a menée pour essayer de mobiliser la France à la suite de la disparition de sa petite fille, quelle décision a prise tel ou tel juge, quelle requête a été rejetée... Vingt ans, c'est long. Une vie, celle qu'aurait pu avoir Estelle. Le 29 juin 2023, elle aurait eu 30 ans.

Le papa d'Estelle a du mal à évoquer les souvenirs de sa petite fille, comme si en parler revenait à ouvrir une porte sur le vide, un gouffre de douleur. Comme tous les parents d'enfants disparus, il essaie de se protéger, de garder la porte fermée, comme il peut, de tenir la douleur à distance.

Parfois pourtant, l'insistance d'un journaliste l'amène à évoquer le souvenir de l'enfant perdue. Quand il le fait, Éric Mouzin utilise toujours le présent.

Estelle, c'est une enfant joyeuse qui aime faire le clown. Son imitation préférée, c'est Bernadette Chirac. C'est extraordinaire parce qu'elle prend un sac à main, elle se promène. Et on voit Bernadette Chirac alors que, franchement, c'est une enfant de 9 ans. Je ne sais pas si c'est le fait d'avoir vu Les Guignols de l'info. Mais voilà, à 9 ans à peine, elle a un don pour la comédie¹.

Les derniers souvenirs d'elle sont ceux des vacances :

Estelle qui apprend la plongée en Corse avec ses bouteilles, et qui n'a pas peur d'y aller. Estelle qui monte pour la première fois à cheval dans le maquis. Au lieu de marcher, le cheval s'arrête et broute parce qu'elle ne sait pas le diriger, mais ça la fait rire².

Les ultimes photos datent de décembre 2002, quelques jours avant sa disparition. Elles sont rangées dans un carton que le père de famille n'a jamais eu, dit-il, la force d'ouvrir.

La vie personnelle est un peu compliquée à ce moment-là. Éric Mouzin et son ex-femme, Suzanne, viennent de se séparer : il a quitté la maison de Guermantes avec son fils, Arthur. L'aînée, Lucie, qui a 12 ans, et Estelle, 9 ans, la petite dernière, sont restées chez leur mère. Éric a rencontré une nouvelle compagne, Dominique, ils ont trouvé une maison à l'ouest de Paris, à l'opposé de Guermantes, avec plein de chambres. À eux deux, ils ont cinq enfants : les trois d'Éric et les deux de Dominique. La vie, pas toujours facile, d'une famille recomposée.

Au mois de décembre 2002, pour les vacances de Noël, nous sommes partis avec tous les enfants dans le désert en Algérie, à Djanet. Au milieu du désert, tout seuls. Par la suite, on apprendra qu'il y a des gens qui se sont fait enlever par des terroristes et tout ça. Mais nous, on était là, avec les cinq enfants dans le désert. Un moment incroyable. Et donc on est rentrés. Et après, c'était la semaine de garde alternée des enfants. Ils sont partis chacun chez l'autre conjoint. Et le 9 janvier arrive, c'était la reprise des cours de l'école. Et nous, on devait faire le repas de Noël le samedi qui suivait³...

50 °C dans le désert, – 10 °C à Paris, le retour est glaçant au sens propre du terme. Lorsqu'Estelle rentre chez elle, il neige sur Guermantes. Ce village calme de la région parisienne ressemble aux banlieues américaines de la série *Desperate Housewives*. Les rues désertes se succèdent, avec à peu près les mêmes pavillons, les mêmes pelouses bien tondues, les mêmes arbres taillés.

À partir du 4 janvier, une vague de froid traverse le nord de la France. Les aéroports, les routes, sont paralysés par cinq à dix centimètres de neige. À Guermantes, les enfants sont contents. Le dimanche 5, Estelle fait un bonhomme de neige avec sa voisine Morgane, 11 ans. Morgane – dont nous avons changé le prénom – va jouer un rôle crucial dans cette affaire. Ce dimanche dans la soirée, Éric Mouzin passe un coup de fil à Estelle. Elle lui dit qu'elle a passé une super journée, elle embrasse son papa, elle raccroche. C'est la dernière fois qu'il entend sa voix.

Le 9 janvier 2003, Éric Mouzin se souvient qu'il a encore neigé toute la journée. Il fait très froid. Il est rentré en RER avec Dominique dans la nouvelle maison.

Vers 20 h 30 je pense, ou 20 h 45, il y a le coup de téléphone de la mère d'Estelle qui me dit que Estelle n'est pas là. Elle me demande si je sais quelque chose, elle me dit qu'elle a fait le tour des voisins, qu'on ne sait pas où est Estelle. Bon, là, pour moi, c'est clair, c'est le plongeon dans le... Dans une situation dramatique. C'est instantané pour moi. Je connais Estelle, ce n'est pas une enfant qui s'amuserait à ne pas rentrer. Elle pourrait rester plus longtemps chez une copine, bien sûr, mais pas au-delà d'une heure, une heure trente. Et de toute façon, on l'aurait tout de suite localisée chez ses copines, ce qui n'était pas le cas donc, donc je comprends qu'on est en face d'un événement majeur et grave⁴.

Éric Mouzin se souvient très bien de la réaction physique qui le traverse à ce moment-là : l'impression d'avoir l'épine dorsale qui se transforme en glaçon d'un coup, jusque dans le bas du dos.

Une fois, Estelle s'est perdue avec moi dans le supermarché, elle est tout de suite allée à l'accueil. Et puis il y a eu un appel. Je l'ai retrouvée, on en a rigolé, voilà. Donc il n'y a pas eu d'angoisse. Là, ce n'est pas pareil. Il y a ce côté anormal des conditions météorologiques et climatiques qui font que je comprends qu'on est dans quelque chose d'exceptionnellement grave⁵.

Il attend que la tempête de neige se calme, puis prend la voiture, direction Guermantes.

J'arrive vers 23 heures, je vois les pompiers qui rangent leur matériel. On est devant le bassin de rétention qui est juste à côté du cimetière. Il est gelé sur au moins, je dirais quinze centimètres. Je ne sais pas ce qu'ils ont essayé de faire. De toute façon, il fait nuit, on ne voit rien. Et puis je pars avec un équipage de la BAC. C'est absurde parce qu'on court dans la neige, sur tous les petits chemins où j'ai l'habitude de faire du jogging, avec une petite lampe de poche en criant « Estelle » dans la nuit. Il fait de plus en plus froid. Très vite, il y a un côté absurde de la situation. On se rend compte tout de suite de l'immensité du terrain, vous faites 200 mètres dans la neige, vous n'avez rien vu. Donc on fait ça jusqu'à 2 heures, 3 heures du matin. Eux, ils me disent : « Ça

ne sert à rien. » Je rentre à la maison. Et le lendemain matin, les policiers du commissariat du coin viennent vérifier qu'Estelle n'est pas à la maison. Ils viennent à plusieurs. Ils visitent un peu toutes les chambres. Je leur montre le sous-sol. Je leur dis : « Vous êtes passés devant la trappe d'accès au vide-sanitaire, si vous voulez on l'ouvre, vous verrez qu'il n'y a rien. Il y a une petite maison au fond. On peut y aller, il n'y a rien. » Voilà, ils sont très gentils. Mais, en même temps, on sent qu'ils sont là pour vérifier. C'est comme un lever de doutes. Donc en fait, l'enquête commence, et elle commence par moi⁶.

Les policiers disent toujours que, dans 80 % des affaires de disparition d'enfant, le meurtrier est quelqu'un de la famille. Les parents sont donc toujours les premiers suspectés, Éric Mouzin le comprend très bien.

Forcément, les enquêteurs ne vont pas donner aux parents les informations de la progression de l'enquête. Vous êtes bien sûr demandeur d'informations, mais, très vite, vous comprenez que vous n'aurez rien. On ne peut pas être à la fois dans le collimateur et observateur⁷.

Il y a une autre règle dans ces affaires, c'est que les premières heures sont les plus importantes. Mais, dans le cas d'Estelle Mouzin, elles vont être perdues. Le parquet de Meaux, territorialement compétent, envoie sur place les effectifs du commissariat du coin.

La brigade criminelle du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Versailles, unité spécialisée, normalement compétente pour travailler sur ce genre de dossier, n'est prévenue que vingt-quatre heures après. Et à cause de la neige, il faudra trois heures aux policiers de permanence ce jour-là pour faire la route entre Versailles et Guermantes.

Leur première mission consiste à reconstituer l'emploi du temps d'Estelle le jour de sa disparition.

Il est 18 heures, la nuit est déjà tombée lorsqu'elle sort de l'école avec l'une de ses copines, Céline. Elle la quitte dix minutes plus tard. Elle passe devant la boulangerie, tourne à droite. Un peu plus loin, elle est aperçue par une autre copine, Hélène, et sa maman. Elles sont les dernières à voir Estelle qui se dirige toute seule vers sa maison. Il lui reste 450 mètres à faire.

Le SRPJ de Versailles déploie les grands moyens. Quatre cents maisons situées sur le trajet que devait effectuer Estelle sont perquisitionnées. Des questionnaires distribués dans toutes les boîtes aux lettres. Les habitants de Guermantes sont priés de donner leur état civil et leur emploi du temps le soir de la disparition, les noms des entrepreneurs qui seraient intervenus à leur domicile. La police demande de déclarer tout événement inhabituel. Le protocole prévoit que, si quelqu'un signale un individu ou un fait suspect, il doit être entendu par un enquêteur.

À 17 heures, un habitant de la rue des Deux-Châteaux a remarqué le comportement bizarre d'un individu dans une voiture de couleur grise, mais il ne peut donner de description précise.

À 18 h 45, un autre signale qu'une Clio grise ou beige aurait démarré en trombe, allée du Temps-Perdu. Des vérifications sont lancées, mais la piste ne va rien donner.

En tout, plus d'un millier de véhicules seront ciblés dans le dossier, certains mis sous surveillance, en pure perte.

Du 13 au 16 janvier 2003, des barrages routiers sont mis en place à Guermantes pour rechercher d'éventuels témoins. Le parc du château de la ville, un golf, un bois attenant sont fouillés, un étang situé non loin est sondé, les recherches ne donnent rien.

Le 1^{er} février 2003, le nouveau directeur du SRPJ de Versailles prend ses fonctions. Jean Espitalier, une figure de la police judiciaire, arrive de Bordeaux, où il vient tout juste, avec ses équipes, de retrouver l'assassin d'un petit garçon. Il est encore tout auréolé de ce succès.

« Espit' », comme on l'appelle alors, est un type du Sud-Ouest, pas très grand, râblé comme un taureau, « très sûr de lui », disent certains, « assez autocentré », ajoutent les autres. Aujourd'hui, dans son appartement au cœur de la vieille ville de Toulouse, où il expose au mur des affiches de corrida, il veut montrer qu'il a pris cette affaire à bras-le-corps, même s'il admet qu'au début elle lui a fait un peu peur :

Quand j'ai appris la disparition d'Estelle, j'espérais que cette affaire serait solutionnée le plus vite possible. D'abord en pensant à la famille. Parce que c'est quand même une angoisse abominable de savoir cette enfant seule aux mains d'on ne sait pas qui. Ensuite, en pensant à moi,

en me disant que ça allait être difficile d'arriver dans une enquête de cette nature, difficile, avec tout ce que ça entraîne comme poids, comme charge émotionnelle, comme charge de travail⁸.

Quand il prend ses fonctions, vingt-deux jours après l'enlèvement d'Estelle, Jean Espitalier se rend compte de l'ampleur des moyens déployés sans résultat : « C'était une enquête dans laquelle il n'y avait aucun élément, aucun indice qui permette de déterminer où Estelle avait disparu, aucun témoignage qui permette de comprendre comment les choses s'étaient passées⁹. »

Dès son arrivée, il refait le parcours d'Estelle entre sa sortie de l'école et la petite place où la maman d'une de ses copines l'a vue pour la dernière fois.

J'essaie de comprendre où et comment Estelle a pu être enlevée, c'est un peu difficile parce qu'on n'est pas dans les mêmes conditions. Cette soirée-là, il y avait du verglas, la circulation automobile était difficile. Il avait neigé tout le week-end précédent. J'ai vraiment arpenté à de multiples reprises les rues de Guermantes de jour, j'y suis passé plusieurs fois la nuit et pas uniquement sur le chemin le plus court pour aller de l'école vers la maison d'Estelle, en passant par d'autres chemins, pour essayer de me mettre un peu dans la peau d'un prédateur qui cherche à s'emparer d'une petite fille¹⁰.

Au début du mois de juin 2003, tout de même six mois après la disparition d'Estelle, le directeur du SRPJ décide de procéder à nouveau aux auditions systématiques de toutes les personnes qui se trouvaient, le soir des faits, sur le chemin qu'a parcouru la petite fille. Pendant trois jours donc, en juin 2003, cent dix enquêteurs de la police judiciaire de Versailles procèdent à des auditions détaillées d'environ deux cents foyers de la commune.

Je me dis que, peut-être, les gens qui sont dans ce secteur-là ont pu voir quelque chose d'anodin, un déplacement, une présence étrangère, un déplacement insolite, un comportement inhabituel¹¹.

Interrogé par la police judiciaire, le papa de la petite Morgane, la copine avec laquelle Estelle faisait un bonhomme de neige le dimanche précédant son enlèvement, va raconter un événement dont il n'a pas parlé dans le questionnaire. Le 19 décembre 2002, juste avant les vacances de Noël, vingt et un jours exactement avant l'enlèvement d'Estelle, sa fille a

été abordée par un individu au volant d'un fourgon. Morgane fréquente l'école de la ville voisine, Bussy-Saint-Georges. Après les cours, elle rentre chez elle en bus. Il est environ 16 h 30 cet après-midi-là quand elle sort de l'école et prend le car. Elle descend à l'arrêt Guermantes.

Le 12 juin 2003, elle raconte aux enquêteurs de la police judiciaire : Généralement, il y a peu de gens qui descendent en même temps que moi. Je suis la route toute seule. [...] Ce jour-là, je marchais normalement sur la chaussée, quand la fourgonnette blanche m'a dépassée. Elle roulait très lentement. Je marchais à gauche de la rue. C'est une petite rue qui n'est pas très large. Il est arrivé très lentement à ma hauteur. La vitre était baissée. Je me suis arrêtée, mais je ne suis pas allée vers lui. Il est resté au volant, il était seul dans la fourgonnette. J'avais mon sac cartable sur le dos et mon sac de sport en bandoulière et retombant sur ma hanche. Je ne me souviens plus s'il a coupé le moteur. Il a enlevé ses mains du volant pour en poser une sur sa cuisse. Je n'ai pas vu où il posait l'autre. L'homme m'a tout de suite parlé et m'a dit : « Tu es bien chargée, tu veux que je t'accompagne ? » Il avait un air gentil et il souriait. J'ai vu que ses dents n'étaient pas blanches mais plutôt jaunes. J'ai vu des dents en or ou en métal. Il n'avait pas d'accent. Je lui ai répondu : « Non, je suis presque arrivée. » J'ai bien vu qu'il était déçu de ma réponse. [...] J'ai tout de suite après continué mon chemin en marchant plus vite. L'homme a continué sa route très lentement en direction de la maison d'Estelle. Après je n'ai pas vu s'il a tourné à gauche ou continué tout droit. [...] Je n'ai pas regardé sa plaque d'immatriculation. L'homme avait la peau mate, les cheveux bruns raides jusqu'aux oreilles. Il portait des lunettes de vue rondes. Il a les yeux marron. Il avait une tête ovale. Il avait l'air de ne pas s'être rasé depuis quelques jours au niveau de la barbe. Je lui donne 40/45 ans. Il n'avait pas d'accent. [...] Il faisait sale. Il avait un tee-shirt sans manches. Il était tout maigre, il n'avait pas de muscles aux bras.

En juin 2003, Jean Espitalier prend ce témoignage suffisamment au sérieux pour demander à la jeune Morgane de dresser un portrait-robot de l'homme qui lui a demandé de monter dans son fourgon. Même si elle est parvenue à la police tardivement, c'est tout de même la première piste sérieuse depuis six mois, le premier fil, comme disent les policiers, qu'ils vont pouvoir tirer.

Le 24 juin, avec le procureur de Meaux, « Espit' » convoque une conférence de presse et distribue le portrait-robot de l'homme, qualifié par le procureur de « témoin important, incontournable dans l'enquête ». Un numéro vert est mis en place pour qui aurait des informations. Le portrait-robot décrit un homme en fourgon blanc, probablement barbu, avec des lunettes ovales. Rétrospectivement, Didier Seban dira qu'il ressemble à Michel Fourniret. Mais, à l'époque, certains trouvent qu'il a surtout des airs d'Éric Mouzin. Le technicien chargé de confectionner le portrait-robot lui a mis des lunettes de forme octogonale, comme celles que porte alors le papa d'Estelle, ce qui crée une forme de confusion.

Les policiers ont l'habitude de dire qu'il est toujours facile de refaire l'histoire avec des années de recul, mais la suite des événements est stupéfiante. Trois jours après la conférence de presse, le 27 juin 2003, le service régional de police judiciaire de Reims appelle la PJ de Versailles : un certain Michel Fourniret, Français installé en Belgique, a été arrêté pour tentative d'enlèvement d'une jeune fille de 13 ans. Fourniret a un passé d'agresseur sexuel. Les policiers de Reims viennent d'être informés de son arrestation par les enquêteurs belges, et ils font le rapprochement entre leurs propres dossiers, Céline Saison et Mananya Thumpong, la tentative d'enlèvement de Marie en Belgique, mais aussi avec la disparition d'Estelle. Ils informent aussitôt leurs collègues de Versailles de cette arrestation, car le protagoniste a de la famille en France, en région parisienne.

« Michel Fourniret, évidemment, c'est immédiatement un suspect possible, explique Jean Espitalier. On apprend les circonstances dans lesquelles il a enlevé la jeune Marie, son mode opératoire correspond aux circonstances possibles de la disparition d'Estelle¹². »

Michel Fourniret, ce Français que personne ne connaît encore – il avouera un an plus tard, en 2004 – est barbu, il porte des lunettes ovales, roule dans un fourgon blanc, comme l'homme du portrait-robot fait par la jeune Morgane. Mais le policier affirme aujourd'hui n'avoir pas fait de lien entre les deux :

Moi, par réflexe professionnel, pour que je dise qu'un portrait-robot ressemble à une personne, il faut vraiment qu'il soit ressemblant. Dans ma carrière, il m'est arrivé plusieurs fois de comparer des portraits-

robots avec la personne qu'on avait arrêtée et confondue par la suite, et j'ai rarement trouvé de véritables ressemblances. C'est trop immatériel. Ça n'a pas de consistance. Il faut qu'il y ait d'autres éléments. Le plus important, ce sont les éléments de preuve¹³.

La police judiciaire de Versailles entend la famille de Fourniret en France. Son ex-femme, Nicole Clerget, apprend aux policiers qu'elle l'a vu la dernière fois le 4 décembre 2002 à la maternité de Rambouillet, un mois avant l'enlèvement d'Estelle. Il est venu voir sa fille, Anne, qui avait accouché, puis il est reparti avec son fourgon C25, qu'il avait baptisé « Jojo ». Monique Olivier, entendue à son tour, confirme l'information, explique que fin décembre, pour les fêtes de Noël, ils sont partis en Vendée chez le père de Monique. Ils seraient rentrés le 31 et n'auraient plus quitté la Belgique.

En juillet-août 2003, la PJ de Versailles pousse l'enquête plus loin et se rapproche des services belges pour faire ce qu'elle appelle une « mission exploratoire », à la recherche d'« éléments de preuve » qui pourraient avoir été collectés dans les perquisitions...

Est-ce qu'on ne retrouve pas chez Fourniret des gants, un foulard ? explique Jean Espitalier. Est-ce qu'on ne retrouve pas des livres, des cartables ? Toutes ces choses-là ? Est-ce qu'on ne retrouve pas des éléments qui rattachent Michel Fourniret à sa présence éventuelle à Guermantes ? Est-ce qu'il y a des tickets d'essence, des tickets de restaurant, des factures non seulement sur Guermantes, mais autour de Guermantes, voilà ce qu'on va chercher¹⁴...

Dans les centaines de scellés saisis par les policiers belges, quatre éléments attirent leur attention. Le premier a été retrouvé dans le disque dur de l'ordinateur de Michel Fourniret à Sart-Custinne : une photo de l'avis de recherches diffusé après la disparition d'Estelle Mouzin. Une expertise informatique révèle que la photo est apparue en bandeau en bas de l'écran de l'ordinateur pendant la consultation d'un site Internet. Elle a été téléchargée de façon involontaire.

Le deuxième indice est un fil de couleur rouge découvert dans la camionnette de Fourniret. Or, Estelle portait le jour de sa disparition un pull rouge. Celui-ci a une histoire qu'Éric Mouzin raconte toujours avec émotion : c'est sa propre mère qui avait fabriqué ce pull qu'il ne portait plus.

Comme rien ne se perd, ce pull avait été détricoté par ma mère pour en faire un autre pour Estelle. Ma mère avait gardé une pelote de laine, elle a donc donné des échantillons qui ont été envoyés au laboratoire pour analyse comparative. Le fil rouge trouvé dans la camionnette ne correspondait pas à la laine rouge de mon pull-over. Mais ce qui est important, c'est qu'Estelle avait un pull fabriqué avec la laine de mon pull précédent, c'est surtout ça qui est important¹⁵.

Les deux premiers indices, la photo de l'ordinateur et le fil rouge disculpent donc Fourniret.

Le troisième élément est un fax que Fourniret a envoyé à son frère le 12 janvier 2003 à 10 h 36, soit deux jours et demi après l'enlèvement d'Estelle. Il écrit qu'il est passé à Ville-sur-Lumes, près de Charleville-Mézières, dans les Ardennes, dans une maison qu'il a héritée de sa sœur. À l'époque, les policiers font quelques vérifications, mais ne poussent pas l'enquête plus loin. Il faudra attendre dix-sept ans pour connaître l'importance de la maison de Ville-sur-Lumes dans cette affaire.

En fait, l'attention des enquêteurs de Versailles est attirée par un autre élément, le quatrième indice : une facture de téléphone. Dans les milliers de documents saisis, les policiers récupèrent la facture du numéro fixe du domicile des Fourniret à Sart-Custinne. Elle mentionne un appel le jour de la disparition d'Estelle, le 9 janvier 2003 à 20 h 08, d'une durée de 99 secondes, au domicile de Jean-Christophe, le premier fils de Michel Fourniret.

Si Fourniret a passé un appel depuis son téléphone fixe en Belgique, aurait-il pu matériellement enlever Estelle après 18 heures ? Les enquêteurs en doutent. Ce coup de fil pourrait donc le disculper.

Le 16 mars 2005, à 10 heures, plus de deux ans après l'enlèvement d'Estelle, Fourniret est entendu en Belgique, pour la première fois dans cette enquête, en présence des enquêteurs de la police judiciaire de Versailles.

À ce moment-là, les policiers savent déjà que Fourniret est un tueur en série, il a avoué huit meurtres l'année précédente. Il sera simplement auditionné durant deux heures et quinze minutes. Seules les réponses sont

marquées sur le procès-verbal d'audition. Les questions n'apparaissent pas.

Les policiers interrogent Michel Fourniret sur son emploi du temps avant l'enlèvement d'Estelle. En décembre 2002, il est parti en vacances dans la famille de Monique Olivier en Vendée, avec elle et leur fils Sélim. Les enquêteurs posent la question : Guermantes était-elle sur leur trajet ?

Vous me parlez de l'itinéraire utilisé pour me rendre en Vendée pour les fêtes de Noël 2002. Je suis parti de Belgique, je suis passé par Reims, Soissons, l'A1, le périphérique ouest parisien et puis direction la Vendée. Notez que le véhicule était le Jumpy [Citroën Jumpy, l'utilitaire conduit par Monique Olivier]. Je suis revenu de Vendée le 31 décembre 2002. Entre le 31 décembre 2002 et le 09 janvier 2003, je ne me suis rendu en France qu'à Ville-sur-Lumes.

En une phrase, Fourniret explique en creux qu'il n'est pas allé à Guermantes, mais indique qu'il était à Ville-sur-Lumes à cette période. Dans l'audition d'un tueur en série comme lui, chaque mot compte. Une information apparemment anodine peut être un indice, l'un de ces « petits cailloux » que Fourniret aime semer sur sa route.

Il poursuit :

À votre demande, je vous précise que je ne me rappelle pas mon emploi du temps du 09 janvier 2003.

Vous me demandez si j'ai déjà eu des contacts téléphoniques avec mon fils Jean-Christophe ou avec son épouse et dans l'affirmative, quand. J'ai déjà eu Jean-Christophe en ligne. Je lui avais téléphoné pour lui demander son adresse afin de lui écrire, car j'avais des documents et des photographies à lui envoyer. Je suis incapable de vous dire à quelle date je lui ai téléphoné pour ce faire.

À votre demande je vous précise que jamais je ne lui ai téléphoné pour son anniversaire. Je ne téléphone jamais pour les anniversaires. Je préfère écrire.

Jean-Christophe Fourniret, fils du premier lit, est né le 9 janvier 1964. Fourniret continue.

Vous me demandez à quel moment et par quel canal j'ai été informé pour la première fois de la disparition d'Estelle. Je crois que c'était à l'Intermarché

de Givet. Il y avait deux portraits de filles disparues. Je pense que l'un de ces portraits était celui d'Estelle.

Un peu plus loin dans l'audition, Fourniret va alors dire exactement l'inverse de ce qu'il vient de déclarer :

Vous me montrez la copie d'un relevé téléphonique pour la journée du 09 janvier 2003. En ce qui concerne l'appel donné au départ de mon téléphone fixe vers le domicile de mon fils Jean-Christophe, il ne peut s'agir que de moi. Je n'en ai pas le souvenir, mais je suis le seul susceptible de l'avoir fait. Vous me faites remarquer que le 09 janvier 2003 est le jour anniversaire de Jean-Christophe et que je vous ai déclaré que je n'appelais jamais pour les anniversaires. C'est exact, mais c'est ce que j'ai fait ce jour-là une exception (*sic*) pour Jean-Christophe. Je ne me souviens cependant pas de cette communication téléphonique.

Vous me signalez qu'une photographie d'Estelle a été retrouvée sur le disque dur de cet ordinateur. Je l'ignorais.

Jamais je n'ai utilisé cet ordinateur. Je suis incapable de le faire.

Je suis complètement étranger à la disparition d'Estelle.

L'audition de Fourniret se termine à 12 h 15.

La police judiciaire de Versailles va entendre Jean-Christophe, le fils. Il déclare qu'il n'a pas vu son père depuis l'âge de 2 ans. Il explique que le 9 janvier 2003, à 20 h 08, heure du coup de fil passé du domicile de Fourniret, il était au travail et n'a pas pu répondre. Il ne se souvient pas que sa femme lui ait parlé d'un appel de son père pour son anniversaire. L'épouse de Jean-Christophe se rappelle qu'elle était chez elle ce soir-là, mais ne se souvient pas non plus d'un appel de Fourniret.

De son côté, entendue par la PJ de Versailles, Monique Olivier déclare :

La seule personne qui a pu passer cet appel, c'est Fourniret. Je n'ai jamais téléphoné à Jean-Christophe ni à son épouse. Je ne les connaissais pas.

Fourniret ne m'a jamais demandé de composer un numéro de téléphone à sa place.

De manière étonnante, bien que le fils et la belle-fille de Fourniret n'aient pas confirmé l'appel du 9 janvier, malgré les contradictions de Fourniret dans son audition, la police judiciaire de Versailles va prendre

la version du tueur en série pour argent comptant. Le coup de fil de 20 h 08 va devenir son « alibi » pour l'enlèvement d'Estelle.

Les enquêteurs de la PJ de Versailles se souviennent qu'il neigeait beaucoup ce jour-là. Leur conviction est que Fourniret ne peut pas avoir enlevé Estelle Mouzin à Guermantes après 18 heures et s'être retrouvé chez lui, à 250 kilomètres de là, en Belgique, pour appeler son fils, dans ces conditions météorologiques extrêmes.

On a pensé que cet alibi était un alibi important, se souvient Jean Epistalier. À l'époque, ma conviction, c'est qu'il faut continuer à travailler. Qu'il faut continuer à rechercher. Michel Fourniret n'est pas un objectif prioritaire, mais Michel Fourniret est toujours un objectif possible¹⁶.

Les mois suivants, l'ADN d'Estelle Mouzin est comparé à toutes les empreintes génétiques retrouvées dans la maison du couple, dans le fourgon de Fourniret, dans le Citroën Jumpy de Monique. Toutes les comparaisons se révèlent négatives.

Le 5 janvier 2007, Jean Espitalier fait une déclaration à la presse :

Nous avons de bonnes raisons de penser que, le 9 janvier, Fourniret était chez lui en Belgique. Il n'y a rien, directement ou indirectement, qui permette d'accrocher Michel Fourniret à l'affaire Estelle, même si le dossier n'est pas terminé et qu'il y a encore des vérifications à faire¹⁷.

La police judiciaire de Versailles ne changera plus jamais de position.

Comme les familles de Marie-Angèle Domèce et de Joanna Parrish, Éric Mouzin a fini par désigner en 2006 le cabinet de Didier Seban et Corinne Herrmann pour le représenter. Depuis trois ans, il se démène comme il peut. Une association de fidèles s'est formée autour de lui. Ils ont distribué des milliers d'affiches avec la photo d'Estelle. Chaque année, ils organisent une marche blanche à Guermantes, entre l'école d'Estelle et la petite place où on l'a vue pour la dernière fois. À cet endroit, ils ont fait planter un cerisier japonais, l'« arbre du souvenir », pour que personne n'oublie jamais. Éric Mouzin multiplie les interviews. Il espère qu'un jour cette médiatisation portera ses fruits et permettra de recueillir un indice décisif.

Ces premières années sont un tourbillon :

Les premiers temps, les affiches étaient présentes dans beaucoup d'endroits. Je ne pouvais pas aller quelque part sans tomber sur une affiche. À chaque fois, c'était difficile d'être confronté à sa disparition, à l'absence de réponse et à l'impuissance dans laquelle on était pour faire avancer les choses. C'était quand même très dur à supporter. Et en même temps, comme on avait le sentiment que les enquêteurs ne faisaient peut-être pas ce qu'ils devaient faire, on se disait : « Nous au moins, on fait à notre manière. » C'était un peu présomptueux, mais ça nous mettait un peu de baume au cœur.

Je ne dis pas que les enquêteurs n'ont pas beaucoup travaillé, ils se sont beaucoup investis. Ils en avaient fait presque une question personnelle, il y avait une espèce de relation qui s'était créée avec Estelle. Ce n'était pas là la question. La question, c'était quelle était la méthode : quels étaient les dispositifs internes qu'ils avaient de gestion du groupe ? En fait, c'est comme dans une entreprise. S'il y en a un qui emmerde tout le monde en disant : « Vous avez pris cette décision, est-ce que c'est la bonne ou est-ce que c'est la mauvaise ? Vous, vous dites que c'est blanc, est-ce que vous êtes sûr que ce n'est pas un peu gris ? Est-ce que vous êtes sûr que vous avez tout fait ? » S'il y a ça, les choses avancent. Au niveau de l'enquête, j'ai le sentiment que ça n'avait jamais existé et c'est ça que je leur reproche. La police était un peu en pilotage automatique, toute seule dans son coin. Il n'y avait personne pour les suivre¹⁸.

L'affaire Estelle illustre l'un des fonctionnements – et probablement dysfonctionnements – de notre système judiciaire. En France, en matière criminelle, la police mène l'enquête sous l'autorité des procureurs pendant les premiers jours de l'enquête. Dans les affaires complexes, une « information judiciaire » est ouverte et un juge d'instruction est désigné. C'est lui qui dirige les investigations. Il délivre des « commissions rogatoires » aux policiers ou gendarmes pour leur demander des actes d'enquête. Or, dans les petits tribunaux comme celui de Meaux, qui est en charge de l'affaire Estelle, les juges d'instruction changent tous les deux à trois ans. Dans un dossier tentaculaire comme celui-là, le juge d'instruction, qui gère en tout une centaine d'affaires, au bas mot, a à peine le temps de lire le dossier avant d'être muté.

Dans le dossier Estelle, dès qu'ils sont désignés par Éric Mouzin, les avocats Didier Seban et Corinne Herrmann vont prendre contact avec le juge pour faire le point sur l'enquête.

Plusieurs pistes ont été explorées : un suspect au passé de délinquant sexuel a été placé en garde à vue ; la dalle d'un restaurant a été cassée à la suite d'un renseignement anonyme. Mais rien de sérieux. Contrairement aux enquêteurs de la police judiciaire de Versailles, les avocats pensent que Fourniret est le principal suspect.

Didier Seban et Corinne Herrmann connaissent bien le tueur en série et sa complice, Monique Olivier, pour avoir également été désignés par la famille de la cinquième victime, Jeanne-Marie Desramault. Ils se sont forgé une conviction après avoir relu les premiers procès-verbaux du dossier. L'un d'eux a particulièrement attiré leur attention. Le 30 juin 2004, quand Fourniret, après les déclarations de Monique Olivier, passe aux aveux devant les enquêteurs belges, il énumère la liste des « jeunes filles qui sont effectivement mortes de [ses] mains » : « Élisabeth Brichet, une jeune femme de Mourmelon, une jeune fille de Nantes, Natacha, Jeanne-Marie Desramault, une prénommée Isabelle, une prénommée Farida. » Puis il a cette phrase étrange : « Je ne suis pas, par contre, l'auteur de l'enlèvement et du meurtre des dénommées Céline Saison, Estelle Mouzin, et Mananya Thumpong. »

Corinne Herrmann a longuement étudié plusieurs profils de tueurs en série français. Elle a travaillé par le passé dans un cabinet qui défendait Francis Heaulme et Pierre Chanal ; elle s'est battue pour que le tueur en série Émile Louis soit renvoyé devant une cour d'assises. Quand elle lit la phrase « Je ne suis pas l'auteur de l'enlèvement et du meurtre des dénommées Céline Saison, Estelle Mouzin, et Mananya Thumpong », Corinne Herrmann sursaute : « Pour moi, c'est un signal d'alarme. Parce qu'il est en train de nous dire qu'il est l'auteur des faits¹⁹. »

Dans des auditions ultérieures, Fourniret reconnaîtra avoir tué Céline Saison et Mananya Thumpong.

Au moment où je lis ce PV, on sait que c'est lui l'auteur des faits pour Mananya Thumpong et Céline Saison. Ça a été démontré. Il a avoué entre-temps. Donc, pourquoi Estelle ce serait pas eux²⁰ ?

Les avocats d'Éric Mouzin ont discuté avec les enquêteurs belges, qui ont « à 1 000 % » la conviction que Fourniret est le ravisseur d'Estelle.

Pour eux, elle ressemble beaucoup, physiquement, à une autre victime de Fourniret, la jeune Belge de 12 ans, Élisabeth Brichet : le même visage d'ange, les mêmes cheveux longs, châtain clair.

En 2006, Corinne Herrmann et Didier Seban rencontrent le juge d'instruction chargé du dossier de la petite Estelle. Ils veulent le convaincre d'explorer la piste Fourniret en priorité. Depuis qu'elle a récupéré le dossier d'enquête des policiers belges concernant les huit meurtres avoués en 2004, Corinne Herrmann s'est mise au travail. Crayon à la main, elle a épluché la liste des scellés Fourniret et a découvert que le couple criminel possédait une collection de portables impressionnante : des boîtiers d'un côté, et des puces jetables de l'autre.

Les médias présentaient Fourniret comme un forestier des Ardennes, quelqu'un de rustre. En fait, c'était tout le contraire, il avait deux adresses mail, il avait quinze téléphones, comme un voyou. Pour moi, il y avait une contradiction entre ce qu'on nous disait sur Michel Fourniret et ce que je lisais dans la procédure²¹.

Corinne Herrmann et Didier Seban expliquent au juge d'instruction qu'ils ne croient pas à l'alibi de Michel Fourniret : le coup de fil à son fils.

Il n'y a pas quelqu'un au bout du fil pour confirmer que Michel Fourniret a appelé ce soir-là, explique Didier Seban. Donc nous disons : « Est-ce que ça peut être Monique Olivier qui a passé cet appel téléphonique ? Qu'est-ce qui vous dit que c'est Michel Fourniret ? » Les enquêteurs s'entêtent. Plus on demande, plus ils s'entêtent. C'est quand même pas les avocats qui vont expliquer aux cadors du SRPJ de Versailles comment trouver un auteur²².

Entre les avocats et les enquêteurs de la police judiciaire de Versailles, l'ambiance est très tendue.

« Je suis partagé à l'époque, raconte Éric Mouzin. C'est le début de la collaboration avec les avocats, ils ont l'expérience et ils connaissent la dangerosité de ce couple. Et en même temps, j'entends les policiers, qui me disent que ça ne peut pas être eux²³. »

En 2015, le directeur du SRPJ de Versailles appelle Éric Mouzin pour lui demander de passer le voir, afin de faire connaissance.

Je pensais rencontrer le nouveau directeur, se souvient Éric Mouzin. Je passe dans la salle de communication de crise, où il y a une dizaine de policiers qui sont là, qui se présentent. Et on parle un peu de la progression de l'enquête, de la continuité des moyens, du travail acharné, de tout. Jusqu'à ce qu'ils en arrivent à me dire : « Vous êtes en train de vous faire manipuler par vos avocats, qui disent que c'est Fourniret. Nous, on vous dit que ce n'est pas Fourniret. Il faut que vous changiez d'avocats²⁴. »

Le père de la victime, abasourdi, répond : « Donnez-moi les résultats de vos investigations, qui me permettront de me faire un avis, mais ne me dites pas “ça ne peut pas être Fourniret, parce que mes avocats sont en train de me manipuler”, c'est absurde²⁵ ! »

Éric Mouzin commence à douter des intentions de la PJ de Versailles. Il demande au juge d'instruction d'avoir accès à la procédure. En tant que partie civile, il en a le droit :

Je ne voulais pas superviser l'enquête, je ne suis pas policier. Mais je voulais au moins avoir la certitude que ce que l'on me disait correspondait à la réalité, et pouvoir apprécier la progression de l'enquête. Il a fallu faire je ne sais combien d'actions pour obtenir juste les PV. Et quand mes avocats ont reçu la procédure, c'étaient des PV qui avaient quatre ans ou cinq ans d'âge. Et là, c'était une catastrophe, parce qu'il y avait des piles de documents qui avaient dû être mis dans le scanner et qui avaient été scannés une fois à l'endroit, une fois à l'envers. Donc on lisait une page, ça allait bien. Mais quand on arrivait à la page suivante, il fallait faire la rotation des pages. Après, on tournait dans l'autre sens et, surtout, il n'y avait pas de cotation, il n'y avait pas de structure²⁶...

Il demandera pendant des années avec ses avocats un procès-verbal de synthèse des investigations qu'il n'obtiendra jamais.

La police judiciaire de Versailles continue d'exploiter des pistes d'enquête :

Une fois de temps en temps, on a une piste qui sort comme ça. Et puis ça tombe à l'eau. Un gars qui est visiblement dérangé, qui garde tous les articles de journaux sur Estelle dans son casier où il travaille, on en fait un coupable. On a aussi la photo d'un site pédopornographique avec une enfant qui ressemblerait à Estelle, alors

que la photo a été prise trois ans avant l'enlèvement d'Estelle, mais ça prend des proportions énormes. Un employé communal de Bussy-Saint-Georges qui s'est suicidé dans des conditions particulières où on pense qu'il aurait pu, mais ils n'en savent rien. Ça ressemble un peu à des nuages de fumée qui sont envoyés comme ça pour masquer l'absence d'une avancée rationnelle et structurée du dossier²⁷.

En 2015, le dossier « Estelle Mouzin » en est à son sixième juge d'instruction. Six en douze ans.

On est dans une période que j'appelle une période blanche dans les dossiers criminels, raconte Corinne Herrmann. C'est une période où il ne se passe plus rien, où les juges ne répondent pas, gagnent du temps, avant de changer de poste. Le dossier n'est pas fermé, mais il n'y a pas d'énergie, pas de vérification²⁸.

Au début du mois de mai, Corinne Herrmann est dans son bureau, au quatrième étage du 282, boulevard Saint-Germain, tout près de l'Assemblée nationale, l'un des plus grands cabinets d'avocats de Paris, dans lequel la branche « *cold case* » occupe une place un peu à part. La jeune femme qui assure l'accueil du cabinet a appris à faire le tri dans les appels parfois étranges que peut recevoir le bureau de Corinne Herrmann : elle sait éconduire sans en avoir l'air les passionnés de faits divers, persuadés de tenir le coupable dans tel ou tel dossier ; elle est capable de détecter, au milieu d'une dizaine d'appels, le témoin crucial, celui qui peut faire avancer une affaire et qui ne rappellera peut-être jamais si on ne le prend pas tout de suite au téléphone. C'est le cas de la dame au fort accent des pays de l'Est qui appelle cet après-midi de mai. Elle dit qu'elle a des révélations à faire, qu'elle est une ancienne codétenue de Monique Olivier, qu'elle voudrait parler à maître Herrmann. L'avocate prend immédiatement l'appel.

Lors de notre premier échange, cette dame me dit qu'elle sort de prison, qu'elle a discuté avec Monique Olivier et que celle-ci lui a confié des choses. Elle se présente, elle me dit qu'elle s'appelle Milica Petrovic. Mais je n'entends pas bien parce qu'elle a un accent. Elle me dit que si je veux vérifier son identité, je peux appeler un policier dont elle me donne le nom, parce qu'elle veut me convaincre que ce qu'elle va me dire est important et qu'elle est bien la personne qu'elle indique²⁹.

Le policier est un enquêteur de la BRB, la brigade de répression du banditisme. Il a arrêté Milica Petrovic plusieurs fois pour des escroqueries aux personnes âgées. D'origine serbe, elle est à l'époque la seule femme fichée au grand banditisme. Elle a été incarcérée en 2010 à la prison pour femmes de Rennes, dans la même division que Monique Olivier. Milica Petrovic explique à Corinne Herrmann qu'un jour, en détention, elle a vu à la télévision un reportage sur la disparition d'Estelle Mouzin, dans lequel était évoquée la piste Fourniret. Elle a, dit-elle, été émue par le témoignage du père d'Estelle, Éric Mouzin. Elle a alors réalisé que l'ex-femme de Fourniret, Monique Olivier, était incarcérée à quelques mètres d'elle, de l'autre côté du couloir. Elle s'est demandé si elle pouvait faire quelque chose pour aider ce papa. Petit à petit, Milica Petrovic s'est rapprochée de Monique Olivier, elle l'a invitée dans sa cellule, lui a offert le café.

Corinne Herrmann raconte :

Elle me dit : « Moi, je ne suis pas une sainte, j'ai commis des actes, mais pas des actes sur des enfants. C'est inacceptable pour moi. Ma limite, c'est les enfants, j'ai des petits-enfants. » Elle a une façon de s'exprimer qui est celle d'une taularde et quand elle me parle de Monique Olivier, qu'elle me la décrit, je comprends tout de suite qu'elle la connaît, parce que j'ai passé trois mois de procès face à Monique Olivier et je sais comment elle parle, comment elle se comporte³⁰.

En bon escroc, Milica Petrovic est une manipulatrice hors pair. Elle amène tout doucement Monique Olivier à parler d'Estelle Mouzin. Un jour, raconte-t-elle à Corinne Herrmann, elle lui demande :

« Cette petite qui a disparu, Estelle, comment elle s'appelle déjà ?

– Estelle Mouzin, répond Monique Olivier.

– Dis-moi, cette affaire de la petite Estelle, tu penses que c'est Michel ?

– Elle aurait pu lui plaire. C'était son type d'enfant. »

Quelques jours plus tard, Monique Olivier raconte à Milica Petrovic un jour où Michel Fourniret annonce qu'il va partir « à la chasse aux vierges » :

Ce jour-là, il neige, c'était en hiver. Il lui a dit : « J'ai déjà repéré la ville et deux petites filles qui sortaient de l'école et qui se séparent au

coin de la boulangerie. » Il dit à Monique : « Si je ne suis pas rentré à telle heure, tu passes un coup de fil à mon fils, tu laisses sonner deux fois et tu raccroches, ça pourra me servir. »

Pour Corinne Herrmann, pas de doute, Milica Petrovic est en train de lui raconter le scénario de l'enlèvement d'Estelle Mouzin.

Elle me donne un certain nombre de détails. Certains étaient dans la presse, donc on prend toujours de la distance par rapport à cela. Mais il y a quelques éléments qui n'étaient pas dans la presse et qui m'intéressent en particulier. Elle parle de repérages sur deux petites filles. Ça m'intéresse parce que je sais qu'il y avait eu une autre tentative d'enlèvement avant Estelle.

Ce qu'elle me dit surtout, c'est que Monique Olivier a appelé ce soir-là le fils de Michel Fourniret pour son anniversaire. Elle m'affirme que c'est Monique Olivier qui aurait passé cet appel téléphonique. Et c'est quelque chose qu'on a toujours pensé. Nous, en tout cas, cet alibi, on n'y a jamais cru. Cet appel téléphonique, c'est la base du dossier, c'était l'écueil dans ce dossier.

Notre scénario a toujours été que Monique Olivier avait passé cet appel pendant que lui enlevait Estelle Mouzin. Or, c'est ce qu'elle me raconte. Et pour moi, c'est essentiel. Que ce soit vrai ou pas, ça doit être vérifié et c'est un rebond pour le dossier et moi je pense qu'à ce moment-là le dossier Estelle Mouzin est résolu.

Je le pense. Je le dis à mes collaborateurs. Je sais qu'à ce moment-là j'ai l'élément qui va me permettre de me battre dans ce dossier jusqu'au bout³¹.

Milica Petrovic est entendue par la police judiciaire de Versailles le 12 mai 2015. Cinq jours plus tard, Monique Olivier est interrogée à son tour, mais elle nie :

Sur le fond, cette histoire de coup de téléphone, ça ne me dit rien du tout. Si j'ai fait ça, je ne m'en souviens pas. Il m'a fait faire tellement de trucs pendant toutes ces années. Par peur, j'aurais pu faire ça, mais vraiment à contrecœur, et avec lui à côté de moi pour être sûr que je lui obéisse.

Avant de déclarer un peu plus loin dans l'audition : « Oui, j'aurais pu faire cette chose-là, mais, sincèrement, je ne m'en souviens pas. »

Confrontée à Milica Petrovic, Monique Olivier persiste dans ses dénégations.

La police judiciaire de Versailles prend son temps. Elle attend deux ans avant d'entendre à son tour Michel Fourniret, le 11 octobre 2017. À l'époque, il a encore toute sa tête.

Question : Avez-vous un commentaire ou une observation à faire sur notre venue concernant l'affaire Mouzin ?

Réponse : Vous me prenez un peu de court, mais je ne suis pas surpris que vous fassiez votre boulot. Des flics désinvoltes, ça serait décevant. Je ne suis pas l'auteur de la disparition d'Estelle Mouzin. Je n'ai aucun « déclic » lorsque vous me rappelez la date de la disparition d'Estelle Mouzin. Je sais ce que j'ai fait dans ma vie, je m'en rappelle et lorsqu'il y a quelque chose qui me concerne je n'ai aucune difficulté à reconnaître que c'est moi. Mais ce n'est pas le cas. Le nom d'Estelle Mouzin ne me concerne pas.

Puis les enquêteurs de la police judiciaire de Versailles font part à Michel Fourniret du témoignage de Milica Petrovic, la codétenue. Ils expliquent que Monique Olivier lui aurait fait des confidences.

Question : Elle lui aurait dit avoir servi d'alibi quand son mari était parti chasser, sachant que pour vous, « chasser », ça voulait dire chasser des petites filles. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Réponse : Cela me surprend, cette volubilité soudaine de la part d'une personne introvertie. Monique Olivier est pour moi l'image de la désinvolture. Libre à moi de vous solliciter une confrontation avec elle. J'ai du caractère, je ne m'asservis pas à une femme comme ça. Je ne peux pas dire que ça n'était pas le cas, oui, je pouvais partir si en voiture je ciblais quelqu'un, c'est l'occasion qui faisait le larron. Mais rien n'était prévu à l'avance. J'aurais pu agresser une personne un peu partout, y compris lors de déplacements un peu plus longs. Il est possible que madame Olivier ressente un vif besoin d'exister, si l'opportunité lui est donnée de se mettre en valeur, de se faire mousser auprès d'une copine. Je ne lui aurais jamais demandé un service de cette nature, car elle n'était pas fiable, c'était un boulet à traîner. Je ne me rappelle pas lui avoir demandé de faire en sorte qu'elle me serve d'alibi. Elle ne voulait pas rester à la traîne, il faut qu'elle suive quelqu'un, elle est comme ça. Mais sur le fait qu'elle ait pu me servir d'alibi, ça ne me dit rien du tout, je n'en ai pas la souvenance.

En fin d'interrogatoire pourtant, Michel Fourniret est un peu moins catégorique :

Je réfléchis, ça n'est pas forcément impossible que j'aie demandé à Monique de téléphoner, ça n'est pas impossible du tout, mais pourquoi ? Je vais réfléchir, mais là je patauge. Rien ne me vient à l'esprit. Vous me présentez la photo d'Estelle Mouzin, et ça ne me fait pas « tilt ». Il faudrait que cette soirée-là, je la retrouve dans ma tête, mais là ça ne me dit rien.

Il est troublant de constater, alors qu'ils ne se sont pas vus depuis la cour d'assises de Charleville-Mézières en 2008, à quel point Michel Fourniret et Monique Olivier ont des tournures de phrase identiques : « je ne m'en souviens pas », « ça ne me dit rien », « j'aurais pu le faire », « je n'en ai pas la souvenance », « je réfléchis, ça n'est pas impossible »... La même façon de jouer avec les enquêteurs, de dire sans dire, avancer d'un pas, reculer l'instant d'après...

Michel Fourniret nie, Monique Olivier aussi, et malgré les demandes du tueur en série, la justice décide de ne pas les confronter : trois ans après les révélations de Milica Petrovic, l'affaire est au point mort.

C'est Monique Olivier elle-même qui va la relancer.

Chapitre 5

L'avocat du diable

La maison des marionnettes à Charleville-Mézières est l'une des attractions les plus prisées de la capitale des Ardennes. La façade du musée a été percée pour laisser apparaître une scène de théâtre grand format. Chaque jour, lorsque l'horloge sonne l'heure, les rideaux rouges de la scène s'ouvrent lentement, et les grandes mains dorées d'un géant animent des figurines.

Faut-il y voir une allégorie du métier de défenseur ? L'immeuble d'à côté est occupé par l'un des plus grands cabinets d'avocats de la ville, Delgenes père et fils, que l'affaire Fourniret a propulsé au-devant de la scène publique.

Avec ses cheveux coiffés en arrière, sa mèche blanche, sa belle gueule, Richard Delgenes aurait plutôt une tête d'acteur. Jeune, il a tenté deux concours : celui de commissaire et celui d'avocat ; il a raté le premier et remporté le deuxième. Le destin a donc décidé qu'il serait avocat, comme son père : « Mon père m'a toujours transmis l'idée qu'un avocat, ça défend. Et que ça n'a pas peur. Si on a peur de défendre, faut pas y aller. Ça ne sert à rien¹. »

En 2003, Richard Delgenes débute dans le cabinet du père, Jean-Paul, lorsqu'il entend pour la première fois parler de Fourniret.

J'apprends le nom de Michel Fourniret lorsqu'on annonce son interpellation en Belgique. Je me dis que les Belges n'ont pas de chance, parce qu'ils ont eu Dutroux, et là, ils en ont un autre qui met une jeune fille dans un camion... Et puis, par la suite, on apprend que sa femme a révélé que Michel Fourniret était un tueur en série et je me dis « tiens, voilà une belle affaire à défendre² ».

En Belgique, Fourniret a un avocat belge, mais, à partir du moment où il avoue sept meurtres en France et que l'instruction est menée par des

juges de Charleville-Mézières, il faut lui trouver un avocat dans la capitale des Ardennes. C'est le rôle du bâtonnier de l'ordre des avocats. En 2004, il appelle Richard Delgenes pour lui proposer d'assurer la défense de Fourniret.

Je travaille avec mon père et je ne peux pas prendre la décision tout seul, j'en parle avec lui, il me dit : « Fourniret, ça a l'air compliqué, tu vas te lancer dans quelque chose... Est-ce qu'on pourra assumer ? » Il me dit : « Le mieux, c'est qu'on ne prenne pas³. »

Quelques jours plus tard, le bâtonnier rappelle :

Il va demander pour Monique Olivier à mon père directement cette fois-ci, et à un de ses amis qui est de la même génération, de prendre sa défense. Et ils acceptent en disant : « Mais il faut un jeune avec nous quand même, Richard, viens avec nous. » On est trois, ce n'est pas pareil... Donc moi, je rentre dans le dossier comme ça avec mon père⁴.

Richard Delgenes se souvient de la première rencontre avec Monique Olivier, en 2005, à la prison de Namur, en Belgique. Il est venu accompagné de son avocat belge. Les deux hommes attendent dans la salle minuscule au haut plafond réservée aux avocats, quand ils voient arriver cette femme trop grande, trop voûtée, vêtue d'un jogging et d'un pull informe, des cheveux mal teints, avec des racines de trois centimètres. Monique Olivier s'assied sur un bout de chaise, jette un regard apeuré sur ses défenseurs, tremblante, bras serrés.

« Elle était fermée, se souvient Richard Delgenes. Et j'ai compris que ça allait être compliqué, parce qu'elle était compliquée⁵. »

Pendant les premières années d'instruction, en 2005-2007, Delgenes rencontre environ tous les mois Monique Olivier, pour une audition au siège de la police judiciaire, un interrogatoire chez le juge, une reconstitution... Autant de journées côte à côte, ça crée des liens.

Au fil des années, chacun apprend à connaître un peu la vie de l'autre. Quand ils se rencontrent, ils ne parlent même plus du dossier, mais des soucis de la vie, des enfants... En deux ans va s'installer entre l'avocat et sa cliente une forme de connivence. Parfois, dit Richard Delgenes, ils n'ont même plus besoin de se parler. Monique Olivier n'a plus aucun contact avec sa famille. Son père, sa mère, ses frères sont morts, ses enfants ne viennent pas la voir et lui écrivent très rarement. Un jour, alors

qu'une maison d'arrêt dans laquelle elle est transférée provisoirement lui demande de donner le nom de la personne à prévenir en cas de décès, elle dit « Richard Delgenes ». « Comme si j'étais sa seule famille », s'étonne l'avocat, touché.

Depuis vingt ans, il est désormais celui qui la connaît le mieux.

Dans une soirée, Monique Olivier, c'est celle dont personne ne se souviendra jamais. Elle a toujours eu conscience d'être inutile, pas à sa place. Elle a besoin d'être étayée, de s'appuyer sur quelqu'un. La première fois qu'elle s'est sentie utile, c'est quand elle a rencontré Fourniret⁶.

L'avocat n'aime pas qu'on mette sa cliente dans des cases. Nul mieux que lui sait à quel point cette femme est déroutante, insaisissable. Lui non plus, il n'aime pas entrer dans une case. Avocat d'une partie civile, il est capable de plaider l'acquittement de l'accusé face à lui s'il estime que celui-ci est innocent.

Avocat d'une femme de tueur en série, comme Monique Olivier, il estime que son rôle ne se limite pas à défendre les stricts intérêts de sa cliente :

Les gens ont une vision de l'avocat toujours très manichéenne. C'est blanc, c'est noir. Défendre les gens dans une affaire pareille, c'est aussi leur permettre de faire des aveux. Quel est l'enjeu pour Monique Olivier aujourd'hui ? Elle n'est pas Michel Fourniret et elle n'est pas perverse comme lui et elle participe aux enquêtes depuis le début. Tout ce que je peux lui permettre de faire, c'est de montrer qu'elle ne se résume pas uniquement à ces crimes qui se sont passés dans les années 1987, 1988, 1989, 1990, et que, sans Michel Fourniret, elle est autre chose. Je peux l'aider à montrer un autre visage d'elle-même. Elle n'effacera jamais ce qu'elle a fait, mais elle peut à tout le moins aider les victimes, ça me paraît important. C'est une posture de défense. Comme elle est condamnée à la prison à perpétuité, ça ne change rien pour elle. Mais, au moins, elle aura permis de faire ça⁷.

En 2008, pendant le procès à Charleville-Mézières, les journaux avaient surnommé Richard Delgenes « l'avocat du diable ».

Je ne suis pas l'avocat du diable et Monique Olivier n'est pas Michel Fourniret. Le diable, il ne fait jamais des aveux, jamais il n'aide des

victimes à résoudre des affaires, jamais il ne veut montrer un autre visage de lui-même, il s'en fout. Monique Olivier, elle participe, c'est important. C'est tout ce qu'on peut sauver aujourd'hui, sa part d'humanité⁸.

Il en veut pour preuve les affaires Parrish et Domèce, dans lesquelles Monique Olivier a avoué, avant de se rétracter. Elle est, rappelons-le, présumée innocente.

Je sais que ce qui la débloque, c'est quand elle a confiance dans les juges d'instruction. Quand les juges font le travail en donnant confiance, ils peuvent avoir des aveux. Quand elle a repris les dossiers Parrish et Domèce, madame Kheris a interrogé Monique Olivier pendant une semaine. Elle lui a juste posé des questions sur qui elle était, ce qu'elle faisait, comment se passait sa détention, sa vie, sa jeunesse, etc. Elle s'est juste intéressée à elle. Elle l'a regardée avec bienveillance, en tout cas sans la juger.

Dans ces affaires, je lui ai dit : « Si c'est vous et Michel Fourniret, il faut le dire, il faut donner une réponse aux familles de victimes. » Elle était en confiance avec la juge. Donc elle a dit : « Ben oui, on va dire la vérité. » C'est venu d'elle. Je lui laisse le choix. Elle me pose des questions, elle réfléchit et puis le lendemain elle me dit : « Quand même, si la juge veut savoir, je pense qu'il faut le dire. » Ça vient d'elle. Alors pourquoi ça vient là et pas à un autre moment, ça, j'en sais rien, mais en tout cas ça vient d'elle⁹.

Dans l'affaire Estelle Mouzin aussi, l'avocat pense que Monique Olivier peut aider la justice et la famille, comme elle l'a fait dans toutes les autres enquêtes.

Il lui pose la question :

« Est-ce que Michel Fourniret peut être l'auteur ? » Si elle dit que Michel Fourniret est l'auteur, elle s'auto-incrimine, parce qu'on sait qu'elle sera jugée comme complice. Donc, elle est réticente quand même. Mais je dis : « Vous imaginez quand même pour la famille ? » On discute, mais c'est long. À chaque fois qu'elle a parlé, elle a été soulagée de l'avoir fait. Donc, effectivement, je l'amène à ça, si je pense que c'est bien pour elle, je donne mon avis. De toute façon, ça ne changera pas sa situation carcérale¹⁰.

À l'époque, la juge Sabine Kheris instruit les affaires Marie-Angèle Domèce et Joanna Parrish avec les gendarmes de la section de recherches de Dijon, mais elle n'est pas saisie de l'enquête Mouzin.

Le dossier de l'enlèvement d'Estelle est instruit à Meaux, juridiction compétente sur Guermantes, par une autre juge, la septième dans le dossier, qui travaille avec la police judiciaire de Versailles.

En 2018, Didier Seban et Corinne Herrmann demandent à la chambre d'instruction le dessaisissement de la police judiciaire de Versailles, parce qu'elle ne croit pas en la piste Fourniret, mais leur requête est rejetée.

Les « Seban's » vont donc réaliser un tour de passe-passe judiciaire. Tenter de faire changer le juge d'instruction en espérant que la nouvelle magistrate désigne un autre service d'enquête. C'est osé, mais ce pari va fonctionner, avec le concours de Richard Delgenes, que les Seban's connaissent bien, pour l'avoir côtoyé pendant trois mois au cours du premier procès du couple à Charleville-Mézières en 2008. Les trois conseils s'apprécient et leur bonne entente va être cruciale, car, étonnamment, la seule qui puisse demander aux autorités judiciaires à changer de juge, c'est Monique Olivier, au nom de la vérité.

Tout se joue en novembre 2018, en marge du second procès du couple à la cour d'assises de Versailles. Michel Fourniret et Monique Olivier sont jugés pour le meurtre de Farida Hammiche, la femme d'un ancien codétenu de Michel Fourniret, Jean-Pierre Hellegouarch. Monique Olivier a avoué cet assassinat en 2004, mais il a fallu quatorze ans à la justice pour amener le couple criminel devant un tribunal.

À Versailles, sur les bancs de la défense, Richard Delgenes représente Monique Olivier ; sur ceux de la partie civile, Didier Seban et Corinne Herrmann défendent les intérêts de Jean-Pierre Hellegouarch. À midi, entre deux audiences, ils se retrouvent souvent dans les mêmes restaurants.

On a discuté du dossier Estelle Mouzin, se souvient Didier Seban. Je disais à Richard Delgenes qu'on était bloqués dans le dossier. La PJ de Versailles avait écarté la piste Fourniret et on n'arrivait pas à avancer. Il

n'y a pas eu d'accord entre nous, ça s'est fait comme ça, en discutant au restaurant¹¹.

Delgenes est persuadé pour sa part que Monique Olivier a tout intérêt à changer de magistrat :

L'affaire Mouzin est instruite à Meaux par une juge d'instruction, mais on ne la connaît pas. Il faut tout recommencer à zéro. Ma cliente ne va pas se confier à un juge qu'elle connaît depuis vingt minutes. Il faut l'interroger plusieurs jours ou plusieurs heures. Quel est l'intérêt alors qu'on a déjà une juge d'instruction à Paris et qu'on est prêts à participer ? Donc moi, j'explique à ma cliente : « La situation est simple, c'est soit vous allez à Meaux et puis vous verrez bien comment ça se passe. Soit parce qu'on est entendus ici régulièrement [à Paris], et que votre parole est plus libre avec la juge, vous expliquez que si on doit parler, ça se fera ici... » Il faut que ma cliente amène le dossier à Paris, parce que là, au moins, je suis sûr que si elle a quelque chose à dire, elle va le dire à madame Kheris. Donc oui, il faut que je l'aide un peu à... Oui, je l'aide à faire ce qu'il faut faire pour que le dossier soit à Paris, c'est normal¹².

La juge d'instruction Sabine Kheris, qui n'est pas en charge du dossier Mouzin, n'a pas le droit d'interroger Monique Olivier sur cette affaire. Cette dernière va donc prendre une initiative unique dans les annales de la justice : elle va expliquer qu'elle a des révélations à faire, mais qu'elle veut choisir son juge.

Le 5 février 2019, elle entre dans le nouveau bureau de Sabine Kheris et Valérie Duby, au deuxième étage de la nouvelle cité judiciaire de Paris. La juge a prévu de l'interroger sur les affaires Parrish et Domèce. Avant de la laisser partir avec son escorte, elle lui demande « si elle a quelque chose à ajouter ». Monique Olivier va alors faire cette déclaration :

Après en avoir parlé à mon avocat, [...] dans la mesure où les affaires Parrish et Domèce sont en voie d'être clôturées, je voudrais aujourd'hui, compte tenu du temps qui passe et pour aider les familles de victimes dans la mesure du possible, évoquer le dossier Mouzin avec vous. Je ne souhaite plus être entendue dans différentes gardes à vue ou avec des magistrats toujours différents. J'entends faire valoir mon droit au silence devant tous les autres magistrats, à part vous.

La courte déclaration de la femme du tueur va permettre à Didier Seban et Corinne Herrmann de demander à la justice le transfert du dossier dans le cabinet de Sabine Kheris.

La doyenne des juges d'instruction est officiellement saisie de l'enquête sur l'enlèvement d'Estelle Mouzin le 24 juillet 2019, six mois plus tard. La justice se hâte lentement. Depuis les révélations de Milica Petrovic, la codétenue de Monique Olivier en mai 2015, plus de quatre ans ont passé. Quatre années perdues pour l'enquête.

Sabine Kheris est la huitième juge d'instruction en seize ans à se pencher sur ce dossier tentaculaire : 90 tomes, 37 000 cotes.

Pour Éric Mouzin, le père d'Estelle, ces seize ans ont été une épreuve :

Il y a eu des moments où j'en ai eu ras-le-bol, parce qu'on était confrontés à des juges récalcitrants, et je me disais qu'on n'y arriverait jamais. Ce n'était pas possible, c'était trop lourd. Il y avait trop de bâtons dans les roues. On posait des questions et on avait des réponses parfois désarmantes... Je crois que c'était autour de la douzième ou quinzième année, on avait demandé la relecture du dossier d'instruction avec l'œil neuf d'un service de police qui n'avait jamais travaillé dessus. Et le juge avait répondu : « Oui, ça va être fait, mais ça va prendre environ dix ans. » Quand un juge vous annonce ça, on se dit qu'effectivement ce n'est pas la peine. Il y a eu des moments comme celui-là, où je me suis dit on arrête¹³.

Lorsque Sabine Kheris est saisie du dossier, le greffe du tribunal de Paris décide d'affecter Valérie Duby à la gestion exclusive du dossier Estelle Mouzin.

La greffière va relire tous les procès-verbaux, classer, répertorier, remettre de l'ordre là où il n'y en a pas. Dans le dossier Estelle Mouzin, une trentaine d'ADN, dont plusieurs ADN nucléaires, ont été découverts. Certains sont restés dans un laboratoire de Bruxelles, d'autres ont été gardés dans le laboratoire d'analyse génétique de Nantes, d'autres encore dans celui de Bordeaux, les derniers sont dans le dossier d'instruction de Charleville-Mézières. Pendant toutes ces années, rien n'a été centralisé.

Il ne faudra pas dix ans, mais six mois seulement, au binôme Sabine Kheris-Valérie Duby pour faire le tour du dossier d'enquête sur la

disparition d'Estelle Mouzin.

En novembre 2019, la juge convoque à nouveau Monique Olivier, pour la première fois dans cette affaire.

Premier acte : faire tomber l'alibi de Michel Fourniret, le fameux coup de fil à son fils le soir de l'enlèvement d'Estelle.

Sabine Kheris : Vous souvenez-vous avoir passé un appel à Jean-Christophe Fourniret alors que cela vous avait été demandé par Michel Fourniret ?

Monique Olivier : Oui, mais la date, je ne peux pas vous dire. Il ne m'aurait demandé qu'une seule fois de le faire.

Sabine Kheris : Cela vous a-t-il marquée, car vous n'aviez pas l'habitude d'appeler Jean-Christophe ?

Monique Olivier : C'est la première fois qu'il me demandait d'appeler. Je n'avais pas envie de le faire. Surtout appeler Jean-Christophe, que je ne connaissais pas.

Sabine Kheris : Sur quel ton vous a-t-il demandé de le faire ?

Monique Olivier : C'était normal.

Maître Delgenes : Mais quand vous a-t-il demandé de faire ça ?

Monique Olivier : Ça devait être le matin même.

Sabine Kheris : Souvenez-vous des circonstances...

Monique Olivier : Pour un anniversaire, je ne sais pas.

Sabine Kheris : Avez-vous eu un correspondant au bout du fil ?

Monique Olivier : Non, je n'ai eu personne.

Sabine Kheris : Cet appel apparaît le soir à 20 heures. Savez-vous pourquoi à cette heure-là ?

Monique Olivier : Non, il ne m'a pas précisé l'heure. J'ai appelé, car il m'avait demandé d'appeler. Je n'avais pas envie de le faire, mais je l'ai fait, car il m'a demandé de le faire.

Sabine Kheris : Pourquoi ne pas lui avoir demandé pourquoi il n'appelait pas son fils lui-même ?

Monique Olivier : Je ne me souviens pas.

Sabine Kheris : Vous souvenez-vous s'il avait beaucoup de relations avec son fils ?

Monique Olivier : De tout temps où j'étais avec lui, je n'ai jamais rencontré Jean-Christophe.

Sabine Kheris : Dans quel but vous a-t-il demandé de l'appeler ?

Monique Olivier : Je ne m'en souviens pas.

Monique Olivier n'est pas prolix, mais en quelques phrases elle vient de confirmer que c'est bien elle qui a passé le coup de fil « alibi ».

La « piste Fourniret » est à nouveau ouverte dans le dossier Estelle Mouzin.

La juge Sabine Kheris a prévu de convoquer le tueur en série quelques jours plus tard.

Le 27 novembre, Fourniret comparaît pour la première fois devant la juge dans l'enquête sur l'enlèvement d'Estelle Mouzin.

Comme souvent, l'audition a été préparée en amont avec Marie-Laure Brunel-Dupin. Cette fois, elle propose d'attaquer Michel Fourniret sur son terrain, en l'interrogeant sur la lettre de 2007, avant son procès devant la cour d'assises de Charleville-Mézières : « Je soussigné, Michel Fourniret, ai l'honneur de solliciter la jonction des affaires Domèce, Mouzin, Parich (*sic*) à l'ordonnance de renvoi aux assises. »

Au deuxième étage de la cité judiciaire de Paris, la juge Sabine Kheris tend le courrier à Michel Fourniret. Le tueur en série regarde attentivement la lettre qu'il a écrite, une page format A4 divisée en deux colonnes, remplies de sa petite écriture serrée.

Michel Fourniret : Je reconnais mon écriture. Vous n'avez pas l'original ? Vous me dites que vous n'avez qu'une copie. Écoutez, ma mémoire fiche le camp, mais je ne suis pas complètement sûr de n'y être pour rien.

Le regard du tueur en série se perd au loin, comme s'il n'y avait plus personne autour de lui, ni juge, ni greffière, ni avocats, ni escorte de l'administration pénitentiaire. Comme si les murs de béton, de verre et d'acier de la cité judiciaire de Paris étaient devenus sable. Tous ceux qui ont approché régulièrement le tueur en série ont appris à le connaître en décryptant ses yeux. Regard rieur, interrogateur ; humide quand il pleure ; bleu acier quand il est en colère ; translucide quand la mort prend possession de lui. Quand son regard s'évade, Fourniret plonge dans ses souvenirs, loin, là où personne ne voudrait l'accompagner.

L'ogre a posé ses yeux quelque part sur le bureau de la juge, entre une tasse de café et un tas de procès-verbaux. Il articule lentement, comme si les souvenirs avaient du mal à passer la barrière de la mémoire : « Écoutez, j'estime être responsable du décès de ces personnes-là. » Ces

« personnes-là » sont Marie-Angèle Domèce, Estelle Mouzin et Joanna Parrish. Fourniret ne dit jamais « la jeune fille », « la petite fille », encore moins « la victime », mais « la personne ». Il ne dit jamais « aborder », ou « enlever », mais « accoster ».

D'abord, ce que j'ai à vous dire, c'est qu'il ne me coûte rien du tout d'aider la justice. Cela dit, est-ce que je suis l'auteur des faits qui ont amené la disparition de ces personnes ? Il est possible que oui, il est possible que non. J'ai eu de la mémoire, mais elle me fait défaut. Dans le doute, je m'affirme comme responsable. Rien ne fait tilt dans un sens ni dans l'autre. Bon, cela étant, il y a des parents qui sont en attente d'une réponse à une question qui se pose à eux. « Où est notre fille ? De quoi est partie notre fille si elle est partie ? »

Comme souvent en début d'interrogatoire, Fourniret brouille les pistes, digresse, se perd dans des détails. Dans ces cas-là, Marie-Laure Brunel-Dupin conseille toujours à la juge de le ramener à la réalité en lui présentant des photos.

Sabine Kheris fait glisser sur le bureau un cliché d'Estelle Mouzin. L'un des derniers, une photographie scolaire : Estelle, coiffée d'une queue de cheval. Fourniret regarde cette petite fille en pull rouge, cette photo que la France entière a vue sur les affichettes, à la télévision, à la une des journaux.

Ce n'est pas la première fois que ce portrait m'est montré. Il est fort possible, même très probable, que j'aie été l'auteur de cette disparition. Ce n'est pas la première fois que je pourrais être perturbé par les médias si j'étais à l'affût des médias. Mais je n'écoute pas les médias, la radio, la télé. Je ne suis pas dans le coup de l'actualité, mais cette image, cette présence, ce n'est pas la première fois que vous me la montrez...

Puis-je me permettre une parenthèse qui n'a rien à voir avec ça ? Quand vous êtes tout gamin, il y a une chanson qui me passe dans les oreilles.

Puis Fourniret cite une chanson de Felix Leclerc, son auteur préféré ; l'histoire d'un chasseur qui tue un oiseau.

Quand le pire tueur en série de France avoue les plus horribles de ses crimes, il commence en chanson. « *Quand même tu es mon ami / en pleurant je t'ôte la vie / bien sûr que j'en suis meurtri / mais c'est ainsi*¹⁴... »

Ce n'est pas la faute de l'ogre, semble-t-il dire, s'il s'en prend aux enfants. Ce n'est pas sa faute s'il est un ogre...

Quand l'interrogatoire se termine ce jour-là, la juge et la greffière ont le sentiment d'avoir fait un grand pas dans l'enquête. Mais Fourniret n'a pas encore avoué.

Sabine Kheris et Valérie Duby ont la conviction que, dans l'affaire Estelle Mouzin, il a effectué plusieurs repérages. Elles pensent même qu'il a fait une tentative, avant l'enlèvement d'Estelle. Le 19 décembre, trois semaines auparavant, elles soupçonnent que c'est lui, l'homme du portrait-robot, qui a tenté d'enlever Morgane, la copine d'Estelle. Mais Morgane a poursuivi son chemin. Énervé par cet « accostage raté », Fourniret est rentré ce soir-là, selon Monique Olivier, de fort méchante humeur...

La juge et la greffière savent que le tueur en série aime approcher ses proies, les observer, avant de les enlever, faire monter ses victimes dans le camion sans les contraindre. En 2001, il avait ainsi invité la jeune Mananya Thumpong à faire un tour dans sa camionnette, il l'avait ramenée chez elle pour la mettre en confiance, avant de revenir la semaine suivante, le même jour, à la même heure, cette fois pour l'enlever. À la cour d'assises de Charleville-Mézières, devant les familles horrifiées, il s'était comparé à un chasseur qui guette pendant des heures un faisan ou une perdrix, avant de les tuer.

Monique Olivier avait plusieurs fois expliqué dans ses auditions que rien ne pouvait détourner Fourniret quand il avait repéré une jeune fille. Cela devenait une obsession.

En septembre 2018, un nouveau témoignage va venir conforter Sabine Kheris et Valérie Duby dans leur conviction que Michel Fourniret s'est rendu plusieurs fois à Guermandes. Jean-Paul, un gars des Ardennes, contacte la justice, car il vient de regarder une émission de télévision sur l'affaire Estelle et la piste Fourniret. Elle lui a fait repenser à une scène à laquelle il n'avait, jusque-là, pas accordé d'importance. Elle a lieu en 2003. Il raconte qu'il est sur l'autoroute A4 en direction de Paris quand il décide de faire un arrêt sur une aire de repos avant la capitale. Il se gare

quelques instants, juste à côté d'un vieux fourgon bien mal en point. Jean-Paul se promet de garder l'œil ouvert, ce fourgon ne lui dit rien qui vaille. Il y a peut-être à l'intérieur des individus qui pourraient s'en prendre à sa voiture. Soudain apparaît le propriétaire du camion et il le connaît, c'est Michel Fourniret. Ils ont travaillé ensemble au début des années 2000 sur un chantier aux Hautes-Rivières, dans les Ardennes, il l'a vu plusieurs fois acheter des cigarettes au tabac du village. Les deux hommes se saluent. Jean-Paul se souvient d'avoir aperçu ce jour-là de la buée sur la vitre du côté droit de la camionnette : Fourniret n'était donc pas seul, mais Jean-Paul n'a pas aperçu le passager, ou la passagère... L'aire d'autoroute où Jean-Paul a vu Fourniret est située juste à côté de la sortie de l'A4 qui mène à la ville de Guermantes. Même quinze ans après, le témoin est tout à fait capable de situer précisément la date de cette rencontre impromptue, car il allait ce jour-là à l'enterrement de son beau-frère. C'était le 5 janvier 2003, quatre jours exactement avant l'enlèvement d'Estelle. De fortes chutes de neige étaient annoncées. Jusqu'ici, Fourniret a toujours affirmé qu'à l'époque, dans les premiers jours de 2003, il n'avait pas quitté les Ardennes.

Le 4 mars 2020, Sabine Kheris et Valérie Duby convoquent une nouvelle fois le tueur en série. Aux murs du bureau, la greffière a accroché ce que les enquêteurs appellent une « ligne de temps », la succession des événements en décembre 2002 et janvier 2003 : 4 décembre, aller-retour à Rambouillet pour voir le bébé d'Anne Fourniret ; 19 décembre, tentative d'enlèvement de Morgane à Guermantes ; 22-31 décembre, aller-retour à Saint-Jean-de-Monts pour passer les fêtes dans la famille de Monique Olivier ; 5 janvier, rencontre avec Jean-Paul sur une aire d'arrêt d'autoroute à côté de Guermantes ; 9 janvier, disparition d'Estelle Mouzin à Guermantes. « L'objectif, raconte un proche du dossier, c'était de lui faire croire que cinquante enquêteurs travaillaient sur lui et qu'il était un objectif important. »

La juge demande à Fourniret de bien vouloir examiner cette ligne de temps accrochée au mur. Il s'avance, regarde attentivement, avant de lâcher : « Vous avez fait du bon travail, mon gars ! » Du bon travail, comme si la juge était un ouvrier et lui le contremaître. Sabine Kheris ne s'en formalise pas et invite Fourniret à revenir le lendemain.

Le 5 mars 2020, à 10 h 30 du matin, il arrive avec son escorte, boit son petit café, comme à son habitude. Il profite de sa routine, entre cette juge et cette greffière qui s'intéressent à lui, le considèrent, connaissent ses petites manies. Fourniret tourne ostensiblement le dos à ses avocats. Il n'a jamais aimé les avocats, sauf le premier, celui qu'il avait en Belgique au moment des aveux, maître Castagne. Les autres, il les a toujours ouvertement méprisés. Le tueur en série estime qu'il n'a pas besoin d'être représenté. « C'était étonnant, dans le bureau, raconte un observateur. Fourniret s'asseyait toujours de façon à créer une bulle entre la greffière, la juge et lui, il faisait comme si les autres n'existaient pas. » Ce jour-là, Fourniret s'installe sur sa chaise et croise les bras, d'un air de dire : « Alors, qu'est-ce que vous allez me sortir aujourd'hui ? »

Sabine Kheris lui rappelle ses déclarations passées. En 2004, lorsqu'il a avoué devant les enquêteurs belges, il a affirmé : « Pour Céline Saison, Estelle Mouzin, Mananya Thumpong, ce n'est pas moi », puis il a reconnu l'enlèvement de Céline Saison et de Mananya Thumpong. En 2007, dans la lettre au président de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Reims, il a écrit : « Je soussigné, Michel Fourniret, demande la jonction des affaires Domèce, Mouzin et Parich (*sic*). »

La juge lui fait remarquer que, cette fois encore, il a reconnu les meurtres de Marie-Angèle Domèce et Joanna Parrish. Pourquoi, alors qu'on ne lui demande rien, citer, à chaque fois, Estelle Mouzin au milieu de deux autres victimes ? « Pouvez-vous nous expliquer cette logique ? » demande-t-elle.

Elle pose devant les yeux de Fourniret une photo de la boulangerie de Guermantes en 2003. En rentrant de l'école, Estelle Mouzin passait presque tous les jours par cette boulangerie. C'est peut-être là qu'il l'a repérée.

Michel Fourniret regarde longuement la photo, il réfléchit :

Cela va peut-être laisser sceptique, mais ça me parle. J'ai le sentiment que vous êtes dans le vrai, oui, je suis d'accord, vous me montrez le chemin qu'aurait parcouru Estelle Mouzin et j'ai le sentiment que vous êtes sur le vrai. [...] Vous avez bien bossé, je crois qu'on va arriver au bout du rouleau, mais il faut aller sur place, j'ai le sentiment que ça serait positif ; vous avez fait du bon boulot. Je suis d'accord pour vous aider, ça serait un

putain de poids en moins. [...] J'ai traversé l'agglomération motorisé et il y a eu un accostage idoine. [...] Un Ardennais a l'habitude de la neige et n'y fait pas attention.

Lorsque la juge lui demande comment il a abordé Estelle Mouzin, Fourniret répond :

Vraisemblablement, oui, très vraisemblablement, demande de renseignements. Neuf chances sur dix que ce soit l'argument, demander le nom d'une rue alors que vous la connaissez déjà.

Sabine Kheris pose à nouveau sous les yeux de Fourniret la photo d'Estelle, celle de l'avis de recherche, avec le pull rouge. Juste à côté, elle place une autre photo : Estelle en tee-shirt blanc, cheveux mi-longs, posant devant une bibliothèque. La petite fille semble plus souriante, son visage est plus doux...

En regardant la deuxième photo, Michel Fourniret dit :

Il est possible que la vue de cette photo-là ne soit pas... que cette image-là m'indispose. Cette image-là, ce n'est pas aujourd'hui que je l'ai sous les yeux, je la reconnais. Je reconnais un être qui n'est plus là par ma faute. La photo d'à côté ne me dit rien du tout.

Dans son langage très particulier, Fourniret vient d'avouer, enfin, dix-sept ans après, le meurtre d'Estelle Mouzin.

Sabine Kheris : Vous avez des images de quoi par rapport à cette jeune fille ?

Michel Fourniret : Il y a de l'incrédulité et de la révolte. J'ai fait le con.

Sabine Kheris : Pourquoi de la révolte ?

Michel Fourniret : Ce qui me revient, ce sont deux images face à moi.

Le tueur en série prend la photo d'Estelle sur le bureau, la regarde, puis la repousse...

Michel Fourniret : Ce sont des êtres inertes, et ce n'était pas inerte. Le fait d'ôter la vie à un être humain, qu'il soit tordu ou gênant, qu'il soit n'importe quoi, ce n'est pas l'aspect qui compte.

Sabine Kheris : Comment lui avez-vous ôté la vie et avez-vous été ensuite révolté contre vous ?

Michel Fourniret : Il est vraisemblable que, devant une telle situation éphémère, on a envie de tourner la page vite, vite, vite.

Sabine Kheris : Pour tourner la page, vous avez fait quoi ?

Michel Fourniret : Vous n'êtes pas fier de vous.

Sabine Kheris : Vous avez fait quoi pratiquement ?

Michel Fourniret : Il est facile de dire je tourne la page. Ça veut dire prendre la fuite, ne pas assumer. Ne pas assumer devient un boulet pesant.

Sabine Kheris : Vous avez fait quoi pratiquement ?

Michel Fourniret : Je ne saurais pas vous dire, d'abord et si des images me revenaient, je les foudroyais par la fenêtre. Vous voulez garder ce dont vous êtes fier et pas le reste.

Tourner la page, prendre la fuite, en langage Fourniret cela veut dire se débarrasser du corps.

Sabine Kheris et Valérie Duby veulent retrouver les restes d'Estelle. Mais la santé du tueur en série décline de plus en plus.

En septembre 2018, la neurologue qui l'avait examiné avait prédit que sa santé mentale se dégraderait inéluctablement en l'espace de dix-huit mois.

En mars 2020, les dix-huit mois sont écoulés et un imprévu va considérablement compliquer la situation.

Le 17 mars, la France est confinée. Le tueur en série va rester de longs mois enfermé, sans aucun contact avec l'extérieur.

Chapitre 6

Dix ans trop tard

En arrivant du sud, de la frontière française, il faut passer entre deux rochers pour entrer dans Dinant, charmante bourgade de la Wallonie belge. On a alors la drôle d'impression de pénétrer dans la ville par le chas d'une aiguille...

Ensuite, la route suit joliment la Meuse paresseuse, avec ses péniches fleuries, jusqu'au centre-ville. En ce mois de mai 2020, la juge Sabine Kheris, la greffière Valérie Duby et le gendarme Frédéric Bérardet profitent du panorama. Juste avant le pont qui aligne fièrement ses drapeaux européens, ils tournent à droite en direction du palais de justice, tapi juste au pied de la citadelle, avec ses fortifications construites par Vauban au ^{xvii}^e siècle. Place du Palais, ils ont rendez-vous au siège de la police fédérale de Dinant avec l'inspecteur Stéphane Brasseur, le policier expert en l'art de pousser les suspects à bout, qui avait eu la mission de « fatiguer » Monique Olivier avant ses aveux. Le commissaire belge Jacques Fagnart est parti à la retraite, mais son collègue Brasseur est toujours là. En 2004-2005, il a été sans doute l'un des flics les plus filmés de Belgique. L'homme aux lunettes fumées qui guidait à l'entrée ou à la sortie du siège de la police Michel Fourniret, droit et fier face aux caméras, ou Monique Olivier, tremblante, planquée sous sa veste. En 2020, il vient accueillir les trois Français, avec cette gentillesse et cette simplicité qui caractérisent souvent les Belges...

Officiellement, il s'agit d'une mission d'entraide judiciaire. Dans le cadre de son enquête sur la disparition d'Estelle Mouzin, Sabine Kheris est venue questionner Michelle Martin, la femme du tueur en série Marc Dutroux, qui a été un temps la voisine de cellule de Monique Olivier. Les deux femmes ont sympathisé. Il est étonnant de constater à quel point Marc Dutroux et Michelle Martin semblent être une référence pour le couple Fourniret. En 2003, quand Michel Fourniret fait monter dans son

fourgon sa dernière victime, la jeune Marie, et qu'elle lui demande, terrorisée, s'il fait partie de la « bande à Dutroux », il répond : « Je suis pire. » En 2001, il dépose le cadavre de l'une de ses victimes, Mananya Thumpong, à cent mètres du jardin du procureur chargé de l'affaire Dutroux. Il y a assez peu de place pour le hasard chez l'ogre.

Fourniret est ainsi, il passe son temps à se comparer. Après son arrestation en 2003, il avait envoyé une lettre à sa deuxième femme, Nicole : « Il m'a écrit : "Enfin je suis célèbre !" Il est comme ça, il faut qu'il reste dans la lumière¹. » Monique Olivier aussi se compare. À un psychologue qui l'expertise avant le procès, elle lâche, parlant de Michelle Martin, cette phrase stupéfiante : « Vous savez, je suis mieux qu'elle... » Mieux en quoi, exactement ?

Sabine Kheris veut vérifier si Monique Olivier n'a pas fait quelques confidences à Michelle Martin. Peine perdue, l'ancienne compagne de Marc Dutroux ne lui apprend rien.

Mais la juge décide de profiter de son voyage pour rencontrer les enquêteurs belges qui ont fait du si bon travail en 2003-2004. Elle veut d'abord les féliciter pour leur ténacité. Ils n'ont jamais lâché, ni cédé au découragement, ils ont eu Monique Olivier, puis Michel Fourniret, à l'usure.

La collègue de Stéphane Brasseur, Catherine Bauret, montre à la juge et à la greffière ce qu'elle a appelé la « bague Monique ». En métal épais, elle porte sur un côté plusieurs traces d'impact. Au cours des interrogatoires, lorsque Monique Olivier passait des dizaines de minutes sans répondre aux questions, la policière tapait sur le bureau avec sa bague : « Allez, Monique, on se réveille ! » Et la femme de Fourniret prononçait une phrase ou deux. L'anecdote de la « bague Monique » amuse beaucoup la juge et la greffière, mais elle illustre bien les difficultés qu'il y a à « déverrouiller » Monique Olivier. « C'est une question de temps, raconte un observateur. Pour faire parler Monique Olivier, il faut faire sauter cinquante serrures, l'une après l'autre, sans se décourager. » Sabine Kheris et Valérie Duby se disent que, si les Belges l'ont fait, elles peuvent également réussir à trouver l'information qui permettra de découvrir l'emplacement du corps d'Estelle.

Le deuxième jour, les deux policiers belges proposent aux Français un « Fourniret tour ». Ils les emmènent à Sart-Custinne voir la maison en pierres grises qu'habitait le couple. Ils leur montrent ensuite les lieux où ont été découverts les corps de Céline Saison en 2000, dans le bois de Sugny, puis de Mananya Thumpong en 2001, dans le bois de Nolleveaux. Les Belges expliquent aux Français que les jeunes filles avaient disparu depuis à peine trois mois pour l'une, six mois pour l'autre, lorsqu'on a découvert leurs cadavres. Déjà, il ne restait plus que le crâne et quelques os.

À Sugny, une stèle a été dressée à l'endroit où l'on a retrouvé les restes de Céline Saison. La juge note avec intérêt que le lieu se trouve à quelques centaines de mètres à vol d'oiseau, au bout d'un chemin forestier, d'une ancienne demeure de Fourniret, le Sautou. Deux de ses victimes, Élisabeth Brichet et Jeanne-Marie Desramault, y ont déjà été retrouvées... Le Sautou, se demandent la juge et la greffière, ne serait-il pas le cimetière du tueur en série ?

Avant de les quitter, les Belges promettent aux Français de les aider autant que possible. Ils ont gardé dans leurs dossiers des éléments qui pourraient peut-être leur être utiles : les factures détaillées des téléphones des Fourniret, mais aussi les emplois du temps professionnels du couple. Avant de dire au revoir aux Français, ils promettent de leur envoyer une copie de ces précieux documents.

Dijon

Fin mai 2020

Dans les rues encombrées du vieux Dijon, l'adjudant-chef Frédéric Bérardet file entre les voitures, perché sur sa trottinette. Il est rentré enthousiasmé de son voyage à Dinant. Les documents des policiers belges vont lui permettre d'avancer dans l'enquête. Car depuis sept mois c'est lui qui est chargé désormais des investigations sur la piste Fourniret dans l'enquête sur la disparition d'Estelle Mouzin.

Au mois d'octobre 2019, Bérardet a reçu un appel de la greffière de Sabine Kheris pour l'informer qu'elle allait lui adresser une nouvelle commission rogatoire dans l'affaire Estelle. La juge venait de retirer la veille à la police judiciaire de Versailles l'enquête sur la « piste Fourniret » dans le dossier Mouzin.

« L'entrevue s'est très mal passée », raconte Didier Seban, sans dissimuler sa satisfaction. Voilà des années qu'il ferraillait avec les juges d'instruction, la cour d'appel, la Cour de cassation, pour obtenir le dessaisissement de la PJ de Versailles :

Versailles a travaillé sur l'hypothèse Fourniret comme elle a travaillé sur la centaine de suspects apparus dans ce dossier, ni plus ni moins. Ils ont fait « vaguement » Fourniret. Ils ne se sont pas plongés dans le dossier, ils n'ont pas fait de rapprochements. La juge Kheris a considéré qu'ils ne pouvaient pas enquêter sur une piste en laquelle ils ne croyaient pas. Elle les a donc dessaisis des investigations sur l'hypothèse Fourniret. Mais ils restent saisis des investigations concernant toutes les autres hypothèses².

À la PJ de Versailles, un « groupe Estelle » avait été constitué, composé de plusieurs policiers. À la section de recherches de Dijon, Frédéric Bérardet sera seul.

Comme toujours, il commence son travail par une relecture critique du dossier d'instruction à la recherche du détail, du témoin, que les premiers enquêteurs pourraient avoir oublié.

En 2003, après la disparition d'Estelle, des centaines d'habitants avaient répondu au questionnaire établi par les policiers. Parmi eux, il y avait Jean. Qu'il vente, qu'il pleuve ou qu'il neige, tous les après-midi, vers 17 h 30, Jean partait promener son chien dans les rues de Guermantes. Le 9 janvier 2003, il se rappelle avoir vu une camionnette sur la place devant la boulangerie. Il se souvient très bien l'avoir entendue déraper et heurter le trottoir. Jean a signalé l'incident, mais n'a jamais été entendu. Contacté par Frédéric Bérardet, dix-sept ans plus tard, Jean déclare que la camionnette qu'il a vue heurter le trottoir était du type C25. Comme le fourgon de Fourniret. Bérardet pense qu'il peut s'agir du tueur en série.

L'adjudant-chef va travailler avec l'appui d'une analyste criminelle spécialiste d'Anacrim, un logiciel canadien utilisé par la gendarmerie pour analyser les milliers de données d'un dossier et établir des rapprochements entre des faits, des individus, des événements... Ceux qui ont déjà travaillé avec elle disent qu'elle est une « machine de guerre ». En très peu de temps, elle va réussir à enregistrer dans la base Anacrim les centaines de scellés saisis par les enquêteurs belges. Frédéric Bérardet veut connaître tout ce qui pourrait concerner les mois de décembre 2002 et janvier 2003, avant et après la disparition d'Estelle, plus particulièrement autour de la date de sa disparition, le 9 janvier.

En faisant des recherches à partir des dates, l'analyste criminelle découvre dans les scellés deux papiers datés de janvier 2003, saisis chez Fourniret en Belgique, qui pourraient intéresser l'enquête.

Le premier est le fameux fax envoyé par Michel Fourniret à son frère André : « André. Sommes de retour de l'étranger. Avons constaté l'épandage de raticide à Ville-sur-Lumes. C'est bien. Bonne année. Michel. » Cette maison, Michel Fourniret en a hérité à la mort de sa sœur Huguette, en juillet 2002. Il y vient très souvent. Pourtant, en décembre, il a demandé à son frère de répandre dans la maison de la mort-aux-rats, ce qu'André a fait. Bérardet, qui commence à connaître le fonctionnement de Fourniret, se demande pourquoi le tueur en série envoie un fax à son frère aux alentours du 12 janvier, deux jours et demi après l'enlèvement d'Estelle. Fourniret aurait-il emmené la petite fille

dans la maison de Ville-sur-Lumes après l'avoir enlevée ? Aurait-il voulu que son frère « prépare » son arrivée ?

La deuxième trouvaille de l'analyste criminelle est un ticket d'achat au magasin Cora de Villers-Semeuse, le supermarché le plus proche de Ville-sur-Lumes : quatre boîtes de pois cassés, à 1 € 06 pièce, pour un montant de 4 € 24 payés en espèces. L'achat a été effectué le 11 janvier 2003, à 11 h 52, soit un jour et demi après l'enlèvement d'Estelle. Pourquoi quatre boîtes de pois cassés, se demande Frédéric Bérardet ? Parce qu'il s'agit d'une des nourritures les moins chères que l'on puisse acheter, répond-il aussitôt, comme s'il se parlait à lui-même. Fourniret est célèbre pour sa pingrerie...

Dans la liste des scellés, voici donc deux pièces à conviction qui situent Fourniret à proximité de Ville-sur-Lumes, juste après l'enlèvement d'Estelle : un fax et un ticket de caisse. Intéressant.

Bérardet cherche dans le dossier d'autres informations sur cette maison de Ville-sur-Lumes.

Il découvre un document rédigé par la police judiciaire de Reims, le service chargé de l'enquête sur la mort de Mananya Thumpong et Céline Saison. C'est un procès-verbal de perquisition de la villa. Il est daté du 28 juin 2003, à 11 heures, deux jours après l'arrestation de Michel Fourniret en Belgique :

Il s'agit d'une maison à un étage, comprenant un garage. Un jardin avec de hautes herbes, non entretenu, entoure la maison. La maison est meublée mais sale et en état d'abandon. Dans le garage, debout sur le sol, plié en deux et attaché par une ficelle, découvrons un matelas de camping-car en mousse de deux personnes, dans son enveloppe acrylique marron, portant des traces brunâtres au centre de celui-ci ; saisissons et plaçons sous scellés ledit matelas. Nos opérations terminées, quittons les lieux à 12 heures.

Bérardet est surpris par la brièveté du procès-verbal. Alors qu'en Belgique la police a passé la maison des Fourniret à Sart-Custinne au peigne fin, en effectuant plusieurs perquisitions et en plaçant sous scellés le moindre papier, la plus petite ficelle, et même des sacs de poussière prélevée dans le fourgon, les policiers français, eux, se sont contentés

d'une perquisition d'une heure, au cours de laquelle ils n'ont saisi qu'un matelas.

En 2004, celui-ci a fait l'objet de prélèvements ADN qui n'ont révélé aucune empreinte génétique, mais, depuis, la science a fait des progrès gigantesques.

À côté du procès-verbal de perquisition, l'adjudant-chef découvre dix-huit photos prises par le service d'identité judiciaire. La seizième montre « une vue d'ensemble présentant le garage de la maison. On remarque sur la gauche un matelas enroulé et ficelé », le fameux matelas emporté par les policiers du SRPJ de Reims. Sur la photo, Bérardet parvient à distinguer des dizaines d'autres objets dans le garage de la maison : une grande bassine en alu, une vieille brouette en bois, une deuxième en métal vert, une échelle double, des bonbonnes, des panneaux de bois ouvragé qui pourraient être une tête de lit, des panneaux blancs, jaunes, un arrosoir en plastique vert, des bouteilles en verre, en plastique, des bidons, une tondeuse, des bûches, un escabeau et des dizaines de choses encore qu'il n'arrive pas à distinguer. Sur un autre cliché du garage, un établi avec de multiples outils : marteau, pinces, des bidons encore, un seau rond de couleur bleue, un autre carré, de couleur jaune, des meubles en contreplaqué... Sur un troisième cliché du sous-sol, deux vélos de couleur bordeaux en parfait état, posés près d'un évier en béton sur lequel repose une fourche. Bérardet regarde les photos les unes après les autres. Mentalement il passe du sous-sol au rez-de-chaussée : il découvre le salon de la maison, garni de meubles en bois sombre, comme on en trouve dans les vieilles maisons des Ardennes ; un gros poste de télé années 1970, posé sur une chaise. Le cliché numéro 7 montre « la cuisine, située à gauche en entrant », dans laquelle on distingue une bombe de décapant pour four, une bouteille de produit ménager, un seau en plastique blanc, une forme orange qui pourrait être un saladier. Sur le frigo, une boîte de paëlla, une autre de café, et une conserve de petits pois. Un bout de couloir mène aux deux pièces les plus sales de la maison : les toilettes et la salle de bains. Sur la cuvette, à l'intérieur de l'évier et de la baignoire en émail rose, de longues traces marron repoussantes. Au beau milieu du couloir qui mène aux deux pièces, un tas de vêtements, en vrac. On n'en distingue pas la forme, juste la couleur : du rose, du jaune, du blanc, du beige, du sombre. Bérardet se demande si, parmi ces vêtements, certains auraient pu appartenir à

Estelle, ou à d'autres victimes de Fourniret. Malheureusement, aucun de ces objets ou vêtements n'a été gardé ni placé sous scellés.

Bérardet continue sa visite par photos interposées. En regardant les clichés numéros 12 et 13, il entre dans les chambres du rez-de-chaussée. L'une est meublée d'un lit deux places en bois d'acajou. Sur un matelas, une chaise et une valise ouverte. Que contient-elle ? Mystère. Bérardet croit distinguer une anse de sac à main et des vêtements, peut-être un petit bonnet au crochet. Dans la chambre d'à côté, un autre lit deux places, dont le matelas à fleurs a été plié en trois. Une valise fermée, une couette, un petit bureau, une commode... Les clichés 14 et 15 représentent des « vues du premier étage, où règne également le désordre dans toutes les pièces » : dans un bureau sous les combles on aperçoit un canapé bordeaux, des meubles et des cartons remplis de papiers.

Où sont passés les meubles et les affaires de la maison de Ville-sur-Lumes ?

La villa a été achetée aux enchères en 2005 par le boulanger du village, Vincent Day, pour une somme très raisonnable, 92 000 euros : « Il fallait tout refaire. C'étaient quatre murs et un toit. À l'intérieur, tout était insalubre. La sœur de Fourniret, qui avait vécu là-dedans, avait pas fait le ménage depuis dix, quinze ans³... » L'acquéreur demande au notaire chargé de la vente de le débarrasser du capharnaüm qui encombre la villa. En 2005, une société spécialisée se charge de tout enlever. Treize ans après, l'adjudant-chef Bérardet essaie de retrouver la trace du bric-à-brac de Ville-sur-Lumes. Il se dit qu'avec un peu de chance il pourra récupérer quelques objets. L'entreprise de débarras lui apprend que tout a été enterré à plusieurs mètres de fond, mélangé avec le contenu de bennes provenant d'autres maisons. La piste est une impasse...

Un objet, au moins, aura échappé au désastre : le matelas, recouvert d'une housse en acrylique marron, que Bérardet a aperçu dans la salle des scellés de Charleville-Mézières. La juge Kheris mandate le laboratoire de Christian Doutremepuich, à Bordeaux, l'un des meilleurs spécialistes de génétique en France, pour rechercher des traces ADN.

Paris, cité judiciaire
2 juin 2020

Il y a des moments comme ça qui restent à jamais gravés dans les mémoires. Des fragments de temps où un dossier bascule. Où demain ne sera plus jamais comme avant. Dans l'enquête sur l'enlèvement d'Estelle Mouzin, le moment de bascule n'est pas celui où Monique Olivier a fait tomber l'alibi de Fourniret ; ni celui des aveux du tueur en série. « Le » moment se déroule le 2 juin 2020, lorsque le professeur Doutremepuich rend compte des analyses de son laboratoire sur le matelas de Ville-sur-Lumes. Ce matelas est la pièce à conviction la plus importante de l'enquête parce que Michel Fourniret l'emmenait partout dans ses pérégrinations. Il dormait dessus dans sa camionnette aménagée en camping-car. Quand il voulait passer une nuit dans la maison de Ville-sur-Lumes, il enlevait le matelas de la camionnette et le posait par terre. Ce matelas a tout vu, tout entendu, mais, jusqu'à ce jour, n'a jamais rien dit...

Ce fameux 2 juin 2020, Christian Doutremepuich appelle la juge Kheris pour lui annoncer les résultats des analyses. Il a découvert, annonce-t-il, sur le matelas de Ville-sur-Lumes l'ADN d'Estelle à deux endroits différents. Le problème, explique le professeur, c'est qu'une petite partie de l'ADN a subi une mutation. Pour des raisons de normes européennes, il explique qu'il ne peut pas l'écrire dans son rapport, mais il insiste : avec 99 % de certitude, l'ADN qu'il a isolé est bien celui d'Estelle Mouzin.

Il pourra le confirmer oralement devant un tribunal. Tant mieux, parce que le rapport, comme souvent en analyse génétique, est incompréhensible :

La comparaison du mitotype de Mouzin Estelle déterminé à partir des dix éléments pileux châtain prélevés sur la brosse à cheveux n° J avec le mitotype n° 8 identifié sur un élément pileux châtain foncé prélevé dans la boîte de Pétri « Face 2-76300 face 2-02/08/04 » est non concluante car le mitotype n° 8 présente une absence de résultat sur la région HVI mais présente une région HVII dont les mutations correspondent à celles obtenues sur le mitotype de Mouzin Estelle.

Les résultats étant pour le moins compliqués à comprendre, la magistrate pense que c'est à l'expert en ADN de les expliquer lui-même au père d'Estelle... Rendez-vous est pris quelques jours plus tard à la cité judiciaire de Paris. Éric Mouzin est accompagné de ses avocats, Didier Seban et Corinne Herrmann.

Je me vois toujours attendre au rez-de-chaussée de ce tribunal, se souvient Corinne Herrmann. J'avais dit à Éric Mouzin : « On ne vient pas pour rien, c'est important. » Je ne dois rien lui dire, mais je brûle de le lui dire. Je sais ce que la juge a préparé. Je sais que ça va être un moment difficile pour Éric parce que, là, il va avoir la preuve que ce sont bien ces deux monstres-là, entre guillemets, ces deux personnes-là qui ont tué sa fille⁴.

La juge a prévu une entrevue en visioconférence entre le père d'Estelle et le professeur Doutremepuich à Bordeaux. En juin 2020, on est en plein confinement. L'entrevue à distance entre le père d'Estelle et le professeur, spécialiste de l'ADN, va se faire à travers le minuscule écran du téléphone portable de Sabine Kheris.

L'information que me donne le professeur est cruciale : on a retrouvé l'ADN incomplet d'Estelle sur le matelas, raconte Éric Mouzin. Ça matérialise la présence d'Estelle avec Fourniret à ce moment-là.

La première chose que je me dis est : « Ça fait tellement longtemps qu'on aurait pu arriver à ce résultat-là. » Le matelas de Fourniret, heureusement, par une espèce de miracle, est passé à travers toutes les étapes de destruction de scellés, mais ça fait tellement longtemps qu'on aurait pu le savoir si on s'était donné un peu de mal. Nous, on nous a laissés mariner pendant au bas mot dix ans sur le sujet. Et là, en l'espace de peut-être un an ou six mois, la juge obtient un résultat. On se dit donc, c'était possible. Nos demandes n'étaient pas vaines et absurdes, ou décalées ou à côté de la plaque ou je ne sais pas. Non, on avait raison⁵.

Corinne Herrmann est partagée entre la satisfaction d'avoir enfin une réponse, et la colère de l'avoir attendue si longtemps :

Ça faisait quinze ans qu'on demandait des expertises. Je me rappelle un juge d'instruction qui nous a reproché à Didier et à moi d'instrumentaliser la justice en demandant des expertises génétiques.

Si cette juge les avait faites, on aurait gagné dix ans. On aurait peut-être trouvé le corps d'Estelle tout de suite⁶...

L'analyse du professeur Doutremepuich met fin à des années d'attente, de doutes, mais confirme l'hypothèse qu'Éric Mouzin redoutait le plus.

Le problème, c'est que maintenant je sais que c'est Fourniret. Je sais que c'est le pire des pires...

J'ai imaginé les dernières vingt-quatre ou trente-six heures d'Estelle. Tout ce qui a pu passer dans la tête d'Estelle quand la porte de la camionnette s'est refermée et qu'elle a compris qu'elle s'était fait piéger. Elle ne savait plus où elle allait, elle ne savait pas ce qui allait se passer, entre les mains de qui elle était tombée. Qu'est-ce qui pouvait lui arriver ? Donc, quand j'essaye de penser à ça ou d'imaginer ce qu'elle a pu ressentir, là, c'est... Comment... Ce n'est pas un gouffre, mais c'est la sidération de voir cette enfant exubérante, joyeuse, gentille... Une enfant de 9 ans, elle a la vie devant elle. Voilà, et brusquement elle est aspirée dans une espèce de gouffre de cruauté, de méchanceté, de perversité. Un enfant a vis-à-vis du monde des adultes une relation un peu idéalisée, un enfant fait confiance aux adultes et là, tout d'un coup, tout s'effondre... Elle se retrouve toute seule dans la maison abandonnée. Je préfère de temps en temps me dire qu'il ne faut pas trop imaginer ça. Mais je me dis aussi que ça ne sert à rien non plus de se masquer les choses⁷.

Éric Mouzin a toujours tenté de se protéger de Fourniret. Longtemps, il a même refusé de prononcer son nom, comme si le fait de le citer pouvait donner au tueur en série une forme d'emprise sur lui.

Il s'est souvent demandé s'il fallait qu'il rencontre Fourniret. Il se méfie, il sait que le tueur en série, qui ne peut plus faire de mal aux petites filles, aime torturer leurs familles. Jouir de faire le mal : la marque de fabrique des pervers...

En avril 2006, lors d'une reconstitution, Fourniret avait passé un long moment les yeux dans les yeux avec Jean-Pierre Laville, le papa de sa première victime, Isabelle. Pour le père, ce fut un insupportable supplice. Le tueur en série, lui, avait apprécié le moment et avait même l'intention de recommencer. Il en avait émis le souhait dans un passage de la lettre de 2007 :

Je souhaite très vivement rencontrer les familles en tête à tête direct, frontal (tel que le dialogue direct avec monsieur Laville à St-Cyr-les-Colons le 21-04-2006) à tout moment soit à la faveur d'une extraction en présence d'auxiliaires de justice, soit lors de la visite du détenu que je suis, par les familles à la maison d'arrêt, sachant ceci : un père « mort-vivant » a ce que nul autre ne possède (si ce n'est tout malade en phase terminale). Les moyens de ne RIEN cacher à d'autres parents, dont la dignité s'efforce de taire une douleur attisée par l'alternance successive des doutes et des incertitudes, et des espoirs, ou attentes.

Dans la foulée, le tueur avait écrit à Éric Mouzin :

Des phrases en pattes de mouche sur des papiers illisibles. Des phrases alambiquées. Il dit qu'il veut me rencontrer, me voir les yeux dans les yeux, mais qu'il n'a rien à voir avec Estelle. Moi, je veux bien aller le voir, mais je ne veux pas y aller comme un mouton à l'abattoir. Je demande à ce qu'on m'explique quel est le comportement qu'il faut avoir face à un individu comme ça, parce que je n'ai pas la pratique, ni des criminels, ni des pervers comme Michel Fourniret. J'ai essayé de téléphoner aux experts psychiatres qui ont interrogé Michel Fourniret pour leur demander comment il fallait se positionner par rapport à des individus de cette nature. La réponse a été : il faut s'en tenir éloigné. On en est resté là⁸...

Dix ans plus tard, alors que les fouilles pour retrouver le corps d'Estelle ont débuté et qu'elles ne donnent rien, la juge demande à Éric Mouzin de rencontrer le tueur en série...

L'idée a été suggérée par Marie-Laure Brunel-Dupin à Sabine Kheris et Valérie Duby. La rencontre va avoir lieu dans un cadre très particulier : un cimetière.

Le père et la sœur de Michel Fourniret sont enterrés à Montcy-Saint-Pierre, en banlieue de Charleville-Mézières. Fourniret y a fait l'acquisition d'une nouvelle concession juste à côté. La juge et la greffière se demandent s'il n'y aurait pas inhumé le corps de la petite Estelle.

Le 27 octobre 2020, dans la soirée, les gendarmes vérifient l'intérieur de la tombe achetée par Fourniret.

C'est précisément à ce moment-là que, comme surgi de nulle part, arrive Éric Mouzin. La confrontation entre la haute silhouette du père et le corps malingre du tueur en série, au milieu d'un cimetière, à la nuit tombée, a quelque chose de surréaliste...

Le père s'adresse au tueur : « Vous pouvez vous recueillir sur la tombe de votre père, moi je n'ai pas de sépulture pour me recueillir sur la tombe de ma fille... Dites-moi où vous l'avez mise... »

Fourniret bredouille quelques mots, s'excuse de ne pas se rappeler...

Moi je suis là pour essayer de lui faire dire où il a mis Estelle, se rappelle Éric Mouzin. Mais il n'est plus en état de quoi que ce soit, en fait. Il dit quelque chose, mais ça n'a ni queue ni tête. Il est dans une espèce de confusion. Il ne comprend plus à qui il s'adresse. C'est un légume. C'est une ruine. On se dit mais comment un débris comme ça peut avoir semé autant de malheurs pendant ses cinquante ou soixante années de vie criminelle ? Parce que là, franchement, c'est un débris, il n'y a pas d'autre terme. Voilà. C'est trop tard. Et on ne remonte jamais le temps⁹.

Donchery
30 octobre 2020

Deux jours plus tard, des fouilles sont programmées pour tenter de retrouver le corps de la petite Estelle.

Ce sont toujours des périodes un peu compliquées, explique Éric Mouzin, parce qu'on est suspendu à ces fouilles en permanence. On ne sait jamais la nature du coup de téléphone qu'on va recevoir dans le courant de la journée. C'est doublement compliqué parce qu'on en attend beaucoup, et comme on en attend beaucoup, il faut mettre en place toutes les protections pour que si ça n'aboutit pas, cela ait le minimum de conséquences sur nous¹⁰.

Longtemps, Éric Mouzin a pensé que l'important n'était pas de retrouver le corps d'Estelle, mais de savoir qui l'avait enlevée. Puis il a changé d'avis.

Je me suis posé la question du sort qu'on fait à nos morts. Le sens qu'il y a à les enterrer, les incinérer. Je ne suis certainement pas arrivé au bout de ma réflexion. Ce qui est insupportable, c'est de savoir que ce couple se débarrasse, il n'y a pas d'autre terme, du corps d'Estelle, en la mettant dans un trou dans la forêt. J'ai envie de retrouver Estelle, de pouvoir prendre soin d'elle, en l'enterrant dans un lieu qu'on aura choisi¹¹...

Les fouilles vont se dérouler au Sautou, le château de Michel Fourniret. Le Sautou, c'est l'histoire dans l'histoire, l'épisode le plus invraisemblable de cette affaire tentaculaire. Avec lui, on quitte l'univers sordide du crime pour frayer avec celui de la voyoucratie, et même, brièvement, des terroristes...

Chapitre 7

La guerre d'usure

Il n'y a pas de lieu en France plus effrayant que le château du Sautou, perdu comme au bout du monde, à la frontière avec la Belgique, dans une forêt de 15 hectares plantée de sapins immenses et lugubres. Fourniret a acheté le 23 janvier 1989 ce manoir du ^{xix}^e siècle en pierre des Ardennes, avec ses deux tourelles pointues. Il l'a payé rubis sur l'ongle, en cash, un million cent mille francs, par l'entremise d'un notaire peu regardant. Et pour cause, l'ogre a volé des voleurs, et pas n'importe lesquels : le fameux gang des Postiches qui avait défrayé la chronique judiciaire des années 1980.

Lorsque Fourniret est incarcéré à Fleury-Mérogis pour attentats à la pudeur, il fait la connaissance d'un « beau mec », comme on dit, une pointure du grand banditisme : Jean-Pierre Hellegouarch.

Ce braqueur, condamné à mort en Espagne, a réussi à s'évader et s'est réfugié en France. Côté amitié, il fraye avec les terroristes d'Action directe. Il ne partage pas forcément leurs idées, mais aime boire une bière avec eux dans le quartier Montparnasse à Paris. De temps à autre, ils font des affaires (pas toujours légales) ensemble. Côté amour, Hellegouarch a rencontré une jolie femme, Farida Hammiche, dont il est tombé éperdument amoureux.

En 1984, il purge une peine de quelques années à Fleury-Mérogis, au « D1 », quand arrive dans sa cellule Fourniret. Il se souvient d'un type « recroquevillé sur lui-même, comme quelqu'un qui a un peu peur, qui est inquiet¹ ». D'autres détenus préviennent le bandit que Fourniret est là pour des affaires de mœurs, qu'il ferait mieux de ne pas trop le fréquenter. En prison, les « pointeurs » (c'est ainsi qu'on appelle les violeurs) n'ont pas bonne presse. Mais Hellegouarch n'en a cure, il prend

Fourniret sous son aile. « En promenade, il me suivait comme un toutou² », dit-il.

En 1987, Fourniret est libéré, mais reste en contact avec son ancien compagnon de détention : s'il peut l'aider en quoi que ce soit, on ne sait jamais, ce sera avec plaisir... Ça tombe bien, Hellegouarch a un service à lui demander : un ex-codétenu lui a confié qu'il connaissait un endroit où était caché un trésor, dans un cimetière au nord de Paris, derrière une tombe. Le trésor est une partie du magot du gang des Postiches, la célèbre bande de braqueurs qui écumaient les banques, grimés de masques et armés, dans les années 1981-1986. Hellegouarch demande à sa femme, Farida, de récupérer le trésor, mais elle craint d'aller toute seule dans un cimetière. Il pense donc à Fourniret, avec ses grosses mains : « Je le vois comme quelqu'un d'anodin, d'un autre monde, le monde du travail³... » Hellegouarch, qui fait partie, lui, du monde des voyous, propose à Fourniret une commission de 500 000 francs en échange de ses services. En avril 1988, Fourniret accompagne Farida au cimetière de Fontenay-en-Parisis, dans le Val-d'Oise. Monique Olivier est là aussi. Derrière une tombe, le trio découvre le magot, planqué dans une jardinière, rangé dans une vieille caisse à outils : environ 40 kg de lingots et pièces d'or. Fourniret décide de faire, comme il l'expliquera plus tard, un « transfert de propriété » : il supprime Farida et récupère le magot. Puis il convertit les pièces et les lingots d'or en espèces, et achète en 1989 le château du Sautou.

Quelques mois plus tard, Hellegouarch, qui cherche Farida partout, apprend, en écoutant une conversation entre policiers, que son ancien codétenu, Fourniret, a acheté un château à la frontière avec la Belgique. En un instant, il comprend. Il prend son pistolet GP 35 à treize coups et débarque au Sautou : « Je voulais le faire parler, raconte Hellegouarch dans son langage fleuri. J'avais une addition à lui passer... J'avoue que, si j'avais pu, je me serais débarrassé de lui, je n'y allais pas avec de bonnes intentions⁴. »

En voyant arriver son ancien codétenu, Fourniret saute dans sa voiture et s'échappe. Hellegouarch tire, le rate. Courageux mais pas téméraire, l'ogre laisse au Sautou sa femme et son fils. Hellegouarch ne veut pas faire de mal à « la Monique », comme il l'appelle. Il casse quelques vitres du château, et s'en va. Après cet épisode, Fourniret et Monique

Olivier quittent le Sautou sans demander leur reste, ils le revendront trois ans plus tard.

L'histoire, à peine croyable, ne s'arrête pas là. En 1989, le domicile de Jean-Pierre Hellegouarch, qui est un client régulier des services de police, est perquisitionné par la brigade criminelle. Il est soupçonné de financer les terroristes d'Action directe. Dans l'appartement, les enquêteurs découvrent, intrigués, une carte routière des Ardennes avec un lieu-dit entouré de feutre rouge : le Sautou. Hellegouarch refuse de donner des explications. La Crim' se demande si le domaine, à la frontière avec la Belgique, ne serait pas un lieu de passage pour Action directe, les « copains » du voyou. Un endroit parfait pour faire du trafic d'armes sans attirer l'attention des douaniers. À la demande de la Crim', le Sautou est placé sous la surveillance, pendant quelques mois, d'une « brigade frontalière mobile », laquelle en août 1989 envoie une « note d'information » :

Le château dit du Sautou [...] ne semble pas habité régulièrement par le couple qui demeure à Floing dans un logement de 30 m². Des allées et venues assez fréquentes ont pu être observées à l'approche du château et il n'est pas exclu que des personnes y habitent en permanence (Olivier Monique ayant été vue achetant de la nourriture et différentes boissons alcoolisées en quantité assez importante...). La surveillance du château est assez difficile du fait de son isolement, de la proximité de la frontière franco-belge, de la présence de chiens, et des accès privés.

Comme les planques n'ont rien donné, la Crim' décide de se déplacer pour perquisitionner. Quand les inspecteurs arrivent, ils sont reçus par Michel Fourniret, qui se dit gardien du domaine. Le château est en vente, affirme-t-il, mais il ne connaît pas le nom du propriétaire. Les inspecteurs repartent bredouilles. Fourniret les a bien eus.

Il faudra quinze ans pour comprendre que le soi-disant « gardien » du château est un tueur en série, qui a enterré, au nez et à la barbe de la brigade frontalière mobile chargée de surveiller les lieux, deux victimes : Jeanne-Marie Desramault, 22 ans, et Élisabeth Brichet, 9 ans.

Le 3 juillet 2004, le périmètre du château est entièrement bouclé, le Sautou est assailli par des dizaines de journalistes venus du monde entier. À la suite des aveux du couple, les justices belge et française ont décidé d'organiser des fouilles pour retrouver les corps. Les Belges recherchent la dépouille de la jeune Élisabeth Brichet. Les Français espèrent, eux, retrouver celui de Jeanne-Marie Desramault. L'ensemble des opérations est supervisé par le procureur de la République de Charleville-Mézières, Francis Nachbar.

À l'époque, ce dernier n'a pas de *profilers* ni de spécialistes des tueurs en série pour le conseiller. L'enquête étant menée par la justice belge, il n'a même jamais rencontré Fourniret. Il le voit pour la première fois le matin des fouilles, à 9 h 45, quand le tueur descend du fourgon de police. D'emblée, il est un peu surpris par son apparence de papy tranquille, sa politesse affectée. Le procureur a lu tous les procès-verbaux d'audition de Fourniret. Lui aussi a remarqué que l'homme est un mégalo, très susceptible de surcroît. Nachbar se présente. L'ogre semble très flatté de parler à un procureur. Ce dernier doit improviser, trouver le moyen d'établir la communication avec le tueur en série, tout en paraissant spontané, ne pas se laisser influencer par ce manipulateur hors pair, en lui donnant l'impression que c'est lui qui dirige. Fourniret aime bien qu'on lui résiste, mais pas trop.

Nachbar explique au détenu qu'il compte sur lui pour permettre au papa de Jeanne-Marie Desramault de donner une sépulture décente à sa fille. Fourniret répond qu'il se souvient précisément de l'endroit où il a enterré son corps, juste à côté de l'entrée de la propriété, au niveau du panneau « Château du Sautou », dans une gaine creusée pour le passage de l'électricité.

Les fouilles démarrent sur la base des indications du tueur en série. « Monsieur Fourniret, est-ce que vous pourriez nous indiquer où on doit creuser ? » L'ogre réfléchit. Il aime qu'on le regarde penser. Autour de lui, tout le monde est suspendu à ce qu'il va dire et cela lui plaît. Le succès de cette journée ne dépend que de lui. Fourniret réfléchit au moins une heure. Personne n'ose interrompre ses pensées. Il parle tout seul : « Là, non, la végétation a changé, quand même, en dix-neuf ans la végétation a changé, ben, ah, j'ai une petite hésitation. »

Au bout d'une heure il s'exprime : « Écoutez, voilà, j'ai bien réfléchi, je suis sûr de moi. » Il fait un croquis. Sur une feuille, il dessine le chemin qui mène au château et désigne le côté droit : « Moi, je creuserais d'abord là. » Il trace un 1 avec un F devant : Fourniret 1. « Si c'est pas là, allez, cinq-dix mètres plus loin, pas plus » ; il trace un 2 : Fourniret 2. « Et puis si vraiment c'est pas là, mais ça m'étonnerait, mais on sait jamais, un 3, Fourniret 3. » Il se tourne vers le procureur : « Il faut pas creuser profond, hein, parce que moi j'avais fait cette tranchée pour y mettre un gainage électrique pour mon portail. Quand j'ai commencé à creuser, je savais que j'allais en profiter pour y mettre un corps. Donc mon gainage électrique, c'est 40-50 cm de profondeur, pas plus. »

Le procureur ordonne : « Creusez 80 centimètres, on prend quand même une marge de sécurité. Creusez très doucement, centimètre par centimètre. » Ça dure des heures. Les policiers ont les yeux rivés sur le godet de la pelleuse, à l'affût du plus petit indice. Premier trou, rien. Deuxième trou, pareil. Troisième trou, rien non plus.

En milieu d'après-midi, le procureur général, supérieur de Nachbar, s'exaspère : « Il est en train de nous balader, on arrête tout ! », mais le procureur de la République de Charleville-Mézières n'a pas envie de baisser les bras aussi vite et se dit qu'on peut encore chercher un peu. Il discute avec Fourniret : « Peut-être votre mémoire est-elle défaillante ? » En un éclair, Nachbar comprend qu'il ne faut pas s'engager sur ce terrain-là : « Il est persuadé qu'il ne peut pas se tromper, c'est impossible. Fourniret est infaillible. » Il se rattrape comme il peut, puis a une idée : « Vous m'avez dit 50 centimètres. Est-ce qu'on ne peut pas éventuellement penser que ce jour-là, peut-être, vous avez creusé un peu plus profond ? » L'ogre s'amuse : « Ah, votre observation, monsieur le procureur de la République, n'est pas dénuée de tout fondement. Elle mérite une attention. Elle mérite qu'on y réfléchisse. » Le procureur demande au pelleteur de se remettre à creuser. En moins d'une heure, la pelleuse déterre le corps de Jeanne-Marie Desramault à 1 m 50 de profondeur, à l'emplacement Fourniret 1.

C'est cela, Fourniret : il donne des indications, mais toujours fausses ou incomplètes, explique Francis Nachbar. Il me l'a dit très souvent : pour avoir des indications précises sur les corps des victimes, il faut se montrer au moins aussi intelligent que lui. Mais être aussi intelligent

que lui, on sait que ce n'est pas possible. Il se prend pour Dieu le père, Fourniret⁵.

Peu de temps après, les policiers belges découvrent le corps de la petite Élisabeth Brichet, sous la fenêtre de la salle de bains du pavillon de chasse.

Nachbar a toujours pensé qu'il était très probable que d'autres victimes soient enterrées au Sautou. Mais impossible de retourner 15 hectares de terrain. Après le procès aux assises de Charleville-Mézières, le procureur de la République quittera les Ardennes et ne s'occupera plus du dossier Fourniret.

Un jour de 2020, il reçoit un coup de fil de la juge Sabine Kheris. La magistrate l'informe qu'elle va procéder à de nouvelles fouilles au château. Elle voudrait savoir si, au cours des nombreuses conversations que Nachbar a eues avec Fourniret, le tueur en série ne lui aurait pas glissé des indices sur l'endroit où il aurait caché le corps d'autres victimes, dont celui d'Estelle Mouzin.

Le procureur n'a pas d'information particulière. En revanche, il explique à la juge qu'il a toujours eu la conviction que Michel Fourniret était impliqué dans la disparition de la petite fille. Un jour de 2004, Nachbar lui pose la question : « Estelle Mouzin, c'est vous ? »

Et là, il me regarde avec un sourire jusqu'aux oreilles en disant : « Monsieur le procureur, celle-là, c'est pas moi. » Mais quand on connaît Fourniret, qu'il vous fait cette dénégation, ce non-aveu, c'est un aveu en négatif. Il fonctionne très souvent comme ça. Quand il vous dit non, c'est oui⁶.

Le 30 octobre 2020, le château du Sautou est bouclé une nouvelle fois par les forces de l'ordre.

À 8 h 30, le fourgon pénitentiaire se gare et un très vieil homme descend du véhicule avec difficulté. Fourniret est presque méconnaissable, l'ombre de lui-même. Les cheveux et la barbe ont beaucoup poussé, il ne s'est pas lavé. Son corps malingre flotte dans un gilet pare-balles recouvert par une chemise à carreaux trop grande pour lui. Fourniret a du mal à marcher parce qu'il a mis deux chaussures gauches à ses pieds.

Pour la première fois sur un théâtre de fouilles, la juge a fait venir l'armée : une quinzaine de militaires de la « FOS 17 ». Le 17^e régiment de génie parachutiste de Montauban, spécialisé dans la découverte de charniers en terrain étranger, va mettre ses techniques de sondage des sols au service de la justice.

Marie-Laure Brunel-Dupin a conseillé à la juge et à la greffière de rechercher tout ce qui, dans la vie de Fourniret, pourrait stimuler sa mémoire, raviver un souvenir. Elle sait que l'ogre aime fréquenter les militaires. Lors de ses interrogatoires, en février 2018, il avait narré avec fierté ses années à l'armée, entre 1961 et 1963. L'Algérie d'abord, puis l'Allemagne, à la base aérienne Opération 136 de Brengarten, dans les commandos parachutistes de l'air. L'ancien caporal-chef Fourniret avait expliqué, des lumières dans les yeux : « J'ai connu cette unité d'élite avec une vie exaltante. La différence d'individu, de personnalité, vous saute aux yeux. C'est une source d'amour, une existence qui ressemble à quelque chose. »

Au petit matin, la greffière Valérie Duby fait les présentations : « Monsieur Fourniret, voici les militaires du 17^e régiment parachutiste de Montauban. »

« On aurait dit qu'il avait rajeuni, raconte un témoin de la scène. Fourniret était dans son élément. Il parlait aux militaires comme à des potes de régiment. »

L'idée de la *profileuse* est de remettre le détenu dans les mêmes conditions que lors des premières fouilles au Sautou en juillet 2004. Lui faire croire que lui, l'ancien caporal-chef, dirige les opérations.

Fourniret s'approche d'un sergent du 17^e régiment parachutiste : « Je vais te confier des choses que j'ai jamais dites à personne... » L'espace d'un instant, les souvenirs reviennent... À quelques mètres de là, la juge et les avocats écoutent et la greffière note :

J'ai roulé, mais pas des kilomètres. Je ne me souviens pas avoir fait beaucoup de kilomètres. [...] Il y avait une patte d'oie, ça avait sonné à l'église. Ça pourrait être un dimanche. Mais je n'en suis pas sûr. Je ne veux pas vous dire des conneries, mais ça devait être un dimanche. Est-ce au bord de la propriété, il n'y a guère d'hésitation. Je suis resté un grand nombre de minutes, un dimanche matin, à l'heure où les gens vont à la messe. Des personnes m'ont vu, donc je me suis carapaté. J'ai laissé mes

outils, une pioche et une bêche pour me souvenir de l'endroit et je suis revenu le soir. Avec la soirée et le ciel qui se couvre, j'ai creusé avec méthode et je suis allé à la nuit tombée déposer un être qui avait perdu la vie, mais c'est moi qui ai causé leur dernier... Des personnes ont perdu la vie grâce à moi, ici. C'est ici sur ce chemin. J'ai dû faire ce que j'ai pu pour faire disparaître les traces en recouvrant le trou de terre, mais il n'y avait pas assez de branchages, donc cela m'a énervé. [...] J'ai agi avec agitation pour ne pas être interpellé et qu'on me dise « qu'est-ce que vous foutez là, vous ? ». Je me suis carapaté.

Au Sautou, c'est la dernière fois que l'on voit Fourniret, se souvient Corinne Herrmann. Il pleut, il fait froid, il fait gris. C'est le début de l'hiver. Il tremble de froid. Il y a du brouillard. C'est vraiment une atmosphère très plombée, très lourde. Avec ces grands sapins, dans cette forêt sombre, on est écrasé par l'ambiance. Ça colle bien aux faits. Il y a un côté assez macabre. C'est lourd, vraiment. Et puis il y a le fourgon de Michel Fourniret qui tourne autour de la forêt pour essayer de localiser l'emplacement pour qu'il nous dise où il a mis Estelle. Par moments il est hagard, par moments il est un peu perdu, mais il est là. Il a du mal à sortir certains mots, il a besoin qu'on l'aide, mais il marche bien. Et au fur et à mesure des jours, il est de plus en plus réactif et plaisante avec la greffière, avec les gardes, les enquêteurs, la juge. On lui donne son petit café, une barre de chocolat, il apprécie. Il a des moments d'absence, mais il est là. C'est la dernière image qu'on aura de lui, avec ses cheveux longs et sa barbe blanche².

Quand la juge lui demande s'il a bien enterré le corps d'Estelle Mouzin au château, Fourniret répond :

Au Sautou j'aurais pu le tenter, oui, mais le relief est dominé par monsieur et madame Dillières [ancien garde-chasse du domaine]. Je n'ai pu creuser que sous les pieds et les mains de monsieur Dillières, une fois leur mise au lit, j'ai attendu que la lumière s'éteigne, j'ai compté jusqu'à dix et j'ai porté la petite sur mon épaule. J'ai vu la lumière de leur fenêtre s'éteindre. Je pense que j'ai retiré des souches. J'ai creusé un trou, je l'ai rebouché, mais il n'y avait pas de branchages en assez grande quantité pour mettre dessus à cette époque-là, ça m'a agacé ! Dans un embranchement, j'ai dû reculer pour repartir, c'était dans une clairière avant l'orée du bois.

La juge et la greffière discutent avec l'adjudant-chef Bérardet et les avocats d'Éric Mouzin. Les avis sont partagés. Pour Corinne Herrmann et Didier Seban, le Sautou est un lieu symbolique : on y a déjà retrouvé deux victimes et le tueur en série a abandonné le corps d'une troisième à proximité. Bérardet, lui, n'y croit pas : Fourniret a vendu le Sautou en 1993, dix ans avant l'enlèvement d'Estelle, il n'aurait jamais pris le risque de l'enterrer dans un endroit où il pouvait être dérangé.

Sabine Kheris et Valérie Duby décident tout de même de se lancer. Pour maximiser leurs chances, elles vont faire déboiser le Sautou avant de commencer à creuser.

Pour ces fouilles, la juge Kheris va expérimenter une nouvelle technique, très peu utilisée en France, mais pratiquée depuis des années dans les pays anglo-saxons : l'archéologie « forensique » appliquée à l'enquête criminelle. Une science, au même titre que la balistique ou l'ADN. Elle en avait expliqué le principe en 2019, lors d'un colloque sur le sujet :

Plus les crimes sont anciens, plus les enquêteurs ont de chances de passer à côté. Les grands tueurs en série l'ont bien compris : ils font disparaître leur victime pour qu'elle ne soit pas retrouvée et le temps passe... Et plus le temps passe, plus la justice doit faire appel à des archéologues... L'archéologue sait faire parler la terre. Il découvre par un examen minutieux des détails précieux. Il faut une compétence particulière pour découvrir des petits morceaux de personnes dans le sous-sol...

L'archéologue qui fait « parler la terre » s'appelle Patrice Georges. C'est un ancien gendarme, un réserviste qui travaille avec l'Institut de recherches criminelles de la gendarmerie. Quel que soit le lieu de ses interventions, en Égypte, dans la nécropole d'Alexandrie ou dans la terre des Ardennes, sa technique est la même. Il commence par faire ratisser le terrain par l'armée. Les détecteurs de métaux des militaires de la « FOS 17 » de Montauban sont capables de repérer le plus petit élément métallique, un trombone, une boucle de ceinture, un bracelet, à plusieurs dizaines de centimètres de profondeur.

Ensuite, avec une pelleteuse, sur une profondeur de vingt, trente centimètres environ, on enlève la première couche de terre végétale, où se trouve l'herbe, l'humus. On va chercher la couche

géologique qui se trouve en dessous. C'est une terre qui est là depuis des dizaines de milliers, des centaines de milliers, voire des millions d'années. Une terre qui n'a pas connu l'homme, sauf s'il y a eu des creusements. Si l'homme est passé par là, il a laissé des traces. Cela peut être les dents du godet d'une pelle mécanique ou des fragments de peinture laissés par une pioche. Celui qui enterre un corps modifie forcément la structure du terrain, la terre est moins compacte, elle a été mélangée à de l'air et prend plus de place. En rebouchant le trou, celui qui a déposé le corps a mélangé la terre à des feuilles d'arbre ou des fragments d'herbe. Si un corps a été enterré, même s'il a été déplacé par la suite, la terre a une coloration différente, sa composition n'est plus la même. Si le corps s'est décomposé, la terre s'est tassée, elle a formé un trou. Je cherche des différences de relief, un petit tas de terre ou un léger creux. Pour moi, ce sont ces indices⁸.

Fourniret n'assistera pas à ce travail de fourmi. Le 20 novembre, le tueur en série fait un malaise et chute dans sa cellule. Il est transféré à l'hôpital et n'en sortira plus. Il décédera six mois plus tard, le 21 mai 2021.

Sans lui, mais en présence de Monique Olivier, la campagne de fouilles débute le 7 décembre 2020.

À l'entrée du Sautou, une grande parcelle de terrain à droite du château a été rasée. À la place de la forêt centenaire, une étendue de terre chauve.

Au petit matin, dans un brouillard épais, les pelleteuses se mettent en marche. Le crachin ardennais glace les os. À chaque pelletée, l'adjudant-chef Frédéric Bérardet scrute la terre à la recherche d'un bout de tissu, d'un fragment de corps, mais au bout de trois jours il faut se rendre à l'évidence, pas de trace du corps d'Estelle.

Monique Olivier, elle, assiste silencieusement à ce spectacle.

Après trois jours, enfin, elle lâche : « Ce n'est pas là qu'il a mis Estelle ! »

Devant les regards consternés de son avocat, de la juge et de la greffière, elle se justifie : « C'est lui qui enterrait les corps. Ce n'était pas à moi de le dire... »

Elle savait pertinemment depuis le début que ce n'était pas là, rôle un témoin de la scène, mais elle n'a rien dit. Michel Fourniret, s'il était resté lucide, aurait donné l'emplacement du corps, parce qu'il respectait le travail des enquêteurs, et parce que les enquêteurs avaient travaillé. Mais elle ne donnera rien.

Cité judiciaire de Paris 2018

Dès les premiers interrogatoires dans leurs dossiers Domèce et Parrish, la juge Sabine Kheris et la greffière Valérie Duby ont compris qu'il serait plus difficile encore de faire parler Monique Olivier que Michel Fourniret.

Depuis 2003, la femme de l'ogre est devenue championne du monde de l'interrogatoire. Aucune femme n'a été auditionnée en France aussi souvent qu'elle. Après les Belges, tous les services de police et de gendarmerie de France se sont succédé pour tenter de la faire parler sur tel ou tel *cold case* qui dormait dans leurs dossiers. « En quinze ans, estime un connaisseur du dossier, elle a dû répondre à plus de quatre cents interrogatoires. »

Monique Olivier sait comment débute une audition, comment elle se poursuit. Elle connaît les « petites manies » des juges et des enquêteurs :

Ils ont toujours les mêmes phrases, les mêmes ficelles, explique un avocat. Elle sait quelle question on va lui poser, elle anticipe les réactions, elle sait tout, elle a des réponses toutes prêtes. Les Belges avaient expliqué à la juge et à la greffière le comportement très particulier de Monique Olivier pendant les gardes à vue : ses tremblements incessants, ses silences qui pouvaient durer jusqu'à vingt minutes, à regarder le plafond. Mais, très vite, elles se sont aperçues que Monique Olivier avait changé. Pour deux raisons : la première, c'est que depuis 2008 elle est condamnée à perpétuité. Elle sait qu'elle ne sortira jamais. La deuxième raison, c'est qu'elle estime avoir été très maltraitée durant les assises de Charleville-Mézières. Comme Fourniret ne parlait pas, en tout cas au début, tout le monde s'en prenait à elle. Et donc, la Monique Olivier qui s'est présentée devant la juge Kheris n'a plus grand-chose à voir avec celle que les Belges ont connue. La juge s'attendait à ce que les interrogatoires de Monique Olivier durent des heures. En fait pas du tout. Monique Olivier parlait, elle répondait aux questions sans problème, sauf qu'elle ne disait rien. Officiellement, elle ne se souvenait même plus des dates de ses accouchements ni du prénom de sa cousine.

Avec l'aide de Marie-Laure Brunel-Dupin, la magistrate et la greffière vont alors essayer d'actionner d'autres leviers pour faire parler Monique Olivier, comme elles l'ont fait avec Michel Fourniret.

Lorsque madame Kheris a repris le dossier, elle a accordé une semaine à Monique Olivier, raconte un avocat. Pendant les cinq premiers jours, elle n'a pas abordé les dossiers, elle lui a juste posé des questions sur sa détention, sa vie, sa jeunesse, etc. Elle s'est juste intéressée à elle. Elle l'a regardée avec bienveillance, en tout cas sans la juger. Les interrogatoires commençaient par : « Comment allez-vous ? » La juge ne lui parlait jamais des faits tout de suite⁹.

Monique Olivier raconte ses soucis en détention : « Je n'ai pas pu avoir de rendez-vous chez le coiffeur de la prison. » Il suffit alors que la juge passe un coup de fil au directeur et la détenue peut se faire couper les cheveux.

Comme Michel Fourniret, Monique Olivier a droit à de petites attentions. Lui, aime le café, elle le déteste et préfère le chocolat. Parfois, la juge lui fait une surprise : « Je vous ai apporté un petit pot de Nutella, madame Olivier. »

En travaillant avec la *profileuse* Marie-Laure Brunel-Dupin sur sa personnalité, Sabine Kheris et Valérie Duby se rendent compte que Monique Olivier aime beaucoup les chiens. La greffière, qui les aime aussi, s'est mise en tête de faire intervenir un chien pendant les interrogatoires, en se disant que cela pourra peut-être débloquer l'interrogée. Il s'appelle Taj, c'est un malinois, prêté par la sécurité publique des Yvelines. Avec le chien sur les genoux, elle se montre beaucoup plus souriante et détendue qu'à l'habitude. Elle confiera à la juge : « Ce jour-là, j'ai eu l'impression d'être comme tout le monde. »

L'objectif de l'« équipe », comme les appelait Michel Fourniret, est de donner à Monique Olivier l'impression qu'elle est traitée comme un être humain, mais aussi de bousculer ses habitudes, la surprendre pour l'empêcher de mettre en route les automatismes qu'elle enclenche à chaque fois qu'elle est face à des enquêteurs...

Ainsi, la juge et la greffière se rendent compte assez vite que Monique Olivier est plus encline à parler quand elle n'est pas interrogée dans leur bureau. « Dans un cabinet d'instruction, elle est plus sur la défensive, explique un observateur. C'est un décor qu'elle connaît trop. À chaque

fois qu'elle a donné des éléments intéressants, c'était quand la juge l'emmenait à l'extérieur » : sous une tente en pleine nature ; dans une salle à la gendarmerie de Charleville-Mézières ; mais aussi pourquoi pas, parfois, au milieu d'une route coupée par les gendarmes.

Pour faciliter l'échange, la *profileuse* conseille à la juge de ne pas mettre d'obstacle entre elle et Monique Olivier. Pas de bureau ni de table. Pendant les interrogatoires, tout le monde s'assied en rond. Les matins d'audition, son avocat arrive avec des spécialités de Charleville-Mézières. D'autres fois, c'est un croissant, un pain au chocolat. Monique Olivier est gourmande. L'ex-femme du tueur en série est la dernière gardienne des secrets, alors la justice la soigne. Elle prend son déjeuner en même temps que les autres. Parfois, elle a droit à une pizza.

Malgré ce traitement privilégié, elle est une suspecte difficile.

La juge organisait pendant les fouilles des sessions d'interrogatoire de deux, trois, quatre jours, raconte un observateur. Et il fallait être patient parce qu'on savait que, le premier jour, ça allait être un PV de chique, elle n'allait rien dire. Le lendemain, il y aurait peut-être un petit élément de plus qu'il allait falloir travailler, et le dernier jour, il y aurait un dernier élément, parce que la juge allait lui mettre une preuve sous le nez. Parfois, on ne sait pas pourquoi ça se déclenche. Elle est bloquée, puis, deux minutes après, elle avoue. Et la minute suivante, elle zappe. Elle est capable de donner à la juge des éléments extrêmement importants sur le crime et de lui demander tout de suite après : « Est-ce que vous avez du Nutella ? »

Quand les interrogatoires s'éternisent le soir, les avocats n'en peuvent plus, la juge et la greffière sont épuisées. « Monique Olivier, elle, tenait merveilleusement bien, elle avait plein de ressources, c'était étonnant. »

La juge et la greffière n'ont jamais lâché, raconte un avocat. Les Belges leur avaient bien expliqué qu'il leur avait fallu 120 interrogatoires, mais qu'ils n'avaient jamais baissé les bras, elles ont décidé de faire pareil. Et quand on lui demande pourquoi il est aussi difficile de la faire parler, Monique Olivier répond : « Je ne sais pas. Je ne me comprends même pas moi. »

Marie-Laure Brunel-Dupin a donné une autre astuce à la juge d'instruction : en cas de blocage, ne plus aborder des faits. Faire parler

Monique Olivier de sa vie avec Fourniret, de son enfance. Retisser les fils des souvenirs, instaurer à nouveau le dialogue.

Les photos de famille des Fourniret sont au dossier. Elles vont être utiles. Elles ont été récupérées par les policiers belges lors des perquisitions en 2003 dans la maison du couple à Sart-Custinne. Celles de Michel Fourniret montrent un homme seul, posant face à l'objectif, en portrait ou en pied. Celles de Monique Olivier sont des images troublantes de la vie quotidienne : une femme comme les autres, une mère souriante, la plupart du temps en compagnie de son fils Sélim.

La photo numéro 14 montre Monique Olivier enceinte, vêtue d'une robe de maternité rose à manches courtes, posant à côté de la tente d'une caravane. Au deuxième plan de la photo, on reconnaît le mur en parpaings de l'une des demeures des Fourniret, la maison de Floing, dans les Ardennes, un ancien hangar au sol en terre battue que Fourniret a aménagé en 1989. C'est ici qu'il a assassiné en mars 1989 Jeanne-Marie Desramault, puis en décembre Élisabeth Brichet. La photo a été prise entre les deux meurtres.

Sur les photos 15, 16 et 17, le bébé, prénommé Sélim, est né. La maman, en chemise de nuit rose pâle, tient son enfant dans les bras, vêtu d'une grenouillère bleue.

La photo numéro 19 a été prise en juillet 1990, trois mois après la mort de Joanna Parrish. On y voit Monique Olivier à côté de son fils, tout nu. Sélim doit avoir 20 mois, ses vêtements sèchent dans l'herbe, il a dû faire pipi. On se prend à sourire. Derrière eux, un petit fourgon blanc qui semble être le C15 utilisé par Michel Fourniret pour l'enlèvement de Joanna. On frémit.

Les souvenirs banals de la vie de famille s'entremêlent avec le parcours criminel du couple.

Sur la photo numéro 50, datée de 1992, Monique Olivier est dans la cuisine de Sart-Custinne, en Belgique. Une cuisinière à l'ancienne, des casseroles accrochées au mur, des pots d'épices alignés sur les étagères, un robot ménager, un papier peint à motifs et, sur la nappe en toile cirée jaune, une montagne d'épluchures. La femme du tueur prépare le repas de la maisonnée.

Les dernières photos datent de janvier 2003, à l'époque de l'enlèvement de la petite Estelle. Un repas de famille, autour d'une table recouverte d'une toile cirée à rayures rouges. On en est au café, les tasses et le pot de sucre sont alignés sur la table. Détail troublant : en bout de table, à la place habituellement réservée au « chef de famille », ce n'est pas Michel Fourniret qui préside, mais Monique Olivier. Sélim pose debout, derrière sa maman.

L'avant-dernière photo est sûrement la plus glaçante. Monique est assise dans un fauteuil de camping, à côté du C25 de Fourniret, celui qui aurait servi à l'enlèvement d'Estelle... La longue silhouette de Sélim, toujours lui, apparaît à travers la porte latérale du fourgon, une Thermos à la main.

Quand il n'est pas utilisé pour enlever des petites filles, le C25 sert de camping-car à la famille. Banalité du mal...

Dans le bureau de la juge, Monique Olivier regarde les photos et redécouvre avec plaisir ces instantanés du temps d'avant, celui où elle était libre, où il n'y avait pas de policiers, pas d'escorte, pas de prison, pas d'explications à fournir sur des faits qu'elle préférerait oublier.

En août 2020, la juge, la greffière et la *profileuse* estiment que Monique Olivier a été suffisamment préparée. Elles veulent l'interroger sur l'enlèvement d'Estelle Mouzin. Sabine Kheris a prévu une session d'interrogatoire de plusieurs jours.

Le 20 août, dans l'après-midi, elle reprend l'audition là où elle l'avait laissée sept mois plus tôt, en novembre 2019. Monique Olivier avait révélé qu'elle avait passé un coup de fil au fils de Michel Fourniret pour lui servir d'alibi le soir de l'enlèvement d'Estelle.

Sabine Kheris : Selon une codétenue, M. Fourniret vous a dit que si, à 19 heures, il n'était pas rentré, vous deviez passer un coup de fil à son fils Jean-Christophe. C'était bien cela ?

Monique Olivier : C'est possible, oui. Si je lui ai dit, je l'ai fait. Oui, je suis d'accord, oui.

Sabine Kheris : Monsieur Fourniret vous appelle-t-il dans la journée ?

Monique Olivier : Je ne sais plus, peut-être. Non, je ne m'en souviens pas. Il m'appelle peut-être pour savoir si ça a été fait. Oui, il m'a appelée, oui, à

quelle heure je ne sais pas, mais il m'a dit qu'il avait trouvé un petit sujet intéressant et qu'il allait s'en occuper, mais il ne m'a pas fait un grand discours.

Le « petit sujet intéressant » serait-il Estelle Mouzin ? C'est ce que pense la juge. Mais Monique Olivier n'est pas encore prête à le reconnaître.

La juge sait que, pour faire parler la femme du tueur, il faut lui présenter des preuves. Comme dans une partie de cartes, elle va abattre l'un après l'autre chacun de ses atouts, les éléments trouvés par l'adjudant-chef Bérardet dans son enquête.

Le gendarme s'est d'abord concentré sur la « téléphonie » des Fourniret le jour de l'enlèvement, le 9 janvier 2003 : la liste des appels entrants et sortants du téléphone fixe du couple en Belgique. Sur ces « fadettes », Bérardet a repéré ce jour-là un numéro inconnu. Un portable belge a appelé plusieurs fois la ligne fixe des Fourniret : à trois reprises le matin, et deux fois encore l'après-midi. En faisant des recherches, il se rend compte que ce portable belge correspond à une puce « *pay and go* », une puce que l'on peut acheter anonymement, sans donner de papier d'identité. Ces puces, qu'utilisent fréquemment les trafiquants, sont appelées en jargon policier « puces balourdes », ou « portables de guerre ».

Bérardet remarque que ce numéro est apparu pour la première fois sur les factures téléphoniques la veille, le 8 janvier. Un très court appel de quelques secondes. L'adjudant-chef est persuadé qu'en passant ce rapide coup de fil, Fourniret a activé la « puce balourde » pour qu'elle soit prête à l'utilisation le lendemain, pour l'enlèvement d'Estelle.

Le 20 août 2020, lors de l'audition de Monique Olivier, Sabine Kheris abat son premier atout :

On a retrouvé trace d'un numéro qui appelle votre domicile à trois reprises le matin du 9 janvier, puis il appelle la ligne fixe de Sart-Custinne le 9 janvier 2003 à 15 heures, puis à 17 h 47, où la conversation dure une minute. C'est une ligne « *pay and go* » dont l'utilisateur est anonyme. Est-ce que monsieur Fourniret vous contactait avec cette ligne ?

Monique Olivier : Oui, oui.

Sabine Kheris et Valérie Duby échangent un bref regard. Monique Olivier vient de confirmer leur intuition : le jour de l'enlèvement d'Estelle Mouzin, Fourniret a bien utilisé un « portable de guerre » pour pouvoir communiquer sans être repéré.

Sabine Kheris : Quand il vous dit qu'il a le « petit sujet intéressant », que vous dit-il de plus ?

Monique Olivier : Il dit qu'il va s'en occuper et faire le nécessaire pour la suite.

Sabine Kheris : Ce qui veut dire pour vous ?

Monique Olivier : Qu'il a trouvé quelqu'un et qu'il est prêt à l'enlever, si ce n'est pas déjà fait.

Sabine Kheris : Vous dit-il qu'il l'attend ou quelque chose comme ça ?

Monique Olivier : Qu'il a repéré le petit sujet et attend le moment propice pour l'aborder, d'attendre qu'il n'y ait plus personne dans les environs.

Vous me demandez si je lui réponds quelque chose, je suis ennuyée.

Sabine Kheris : Vous dit-il d'appeler Jean-Christophe ?

Monique Olivier : Oui, il me le demande, car c'était son alibi.

[...]

Sabine Kheris : Pourquoi il vous prévient ?

Monique Olivier : Pour s'assurer que j'allais obéir à son ordre d'appeler.

Sabine Kheris : Donc il vous raconte qu'il allait enlever quelqu'un ?

Monique Olivier : Vu la tournure de la conversation au téléphone, c'était évident.

Sabine Kheris : Vous recontacte-t-il après l'enlèvement ?

Monique Olivier : Oui, il me recontacte, oui, vous devez avoir les relevés de téléphone. Il me dit qu'il avait fait ce qu'il avait à faire, ce n'est pas une grande conversation.

Sabine Kheris : Vous souvenez-vous comment il vous le dit ?

Monique Olivier : Il me dit « j'ai réussi à... », quelque chose comme ça, je ne me souviens plus très bien.

[...]

Sabine Kheris : À quelle heure revient monsieur Fourniret ?

Monique Olivier : Il revient en pleine nuit ou plutôt le lendemain qu'il revient.

Sabine Kheris : Le lendemain matin ?

Monique Olivier : Il fait jour, dans la matinée.

[...]

Sabine Kheris : Racontez-nous son retour.

Monique Olivier : Il a réussi son projet, il était content. Il avait les vêtements qu'il avait la veille lors de son départ. Il était propre. Il était en jean, il avait un genre de chaussures de sécurité, il avait un genre de blouson. Je pense que le temps était sec, mais je ne me souviens pas.

[...]

Sabine Kheris : Il vous apparaît comment ?

Monique Olivier : Il était aimable. Vous me demandez ce qu'il m'explique, il dit qu'il a réussi et qu'il a trouvé quelqu'un, qu'il a réussi à enlever une personne.

Sabine Kheris : Et il en fait quoi après enlèvement ?

Monique Olivier : Il ne l'a pas emmenée à Sart-Custinne, mais à Ville-sur-Lumes, comme la maison était inoccupée. Il l'a violée, mais il ne me dit pas comment exactement et il semble qu'il m'a dit qu'il l'avait étranglée, avec les grosses mains qu'il a. Il a fait comme d'habitude après avoir repéré où elle habitait, il lui a demandé une adresse sur le chemin et la personne hélas ! l'a suivi. Il ne m'a pas expliqué comment il a procédé, il n'est pas rentré dans les détails, il était content de l'avoir fait rentrer dans le véhicule, mais il ne m'a pas dit comment il avait fait pour la maîtriser.

[...]

Sabine Kheris : Que vous explique-t-il sur Ville-sur-Lumes ?

Monique Olivier : Il l'a mise dans une chambre comme il n'y avait personne dans la maison. Il l'a mise dans une chambre en l'y attachant.

Sabine Kheris : Il vous dit comment il fait pour qu'elle ne s'échappe pas ?

Monique Olivier : Il m'a dit ça, mais peut-être il l'avait déjà tuée. Il m'a dit qu'il l'avait tuée [...] tout de suite pour éviter qu'elle ne s'échappe.

Comme l'avait pressenti l'adjudant-chef Bérardet, c'est bien en France, dans la maison de Ville-sur-Lumes, que la petite Estelle a été séquestrée et tuée. Il a fallu beaucoup d'efforts, des trésors de patience et de ténacité pour amener Monique Olivier à livrer à la juge le scénario de l'enlèvement d'Estelle.

Quand elle parle d'elle, Monique Olivier ne prononce jamais son prénom, elle dit sobrement « la personne », ou « la petite ». Comme Michel Fourniret.

Le lendemain, le 21 août, l'interrogatoire reprend et Sabine Kheris abat son deuxième atout : l'ADN. La juge explique à Monique Olivier que l'ADN d'Estelle Mouzin a été découvert sur le matelas juste à côté du sien, comme si elle s'était assise à côté de la petite fille. Elle ajoute qu'il n'y a pas l'ADN de Michel Fourniret sur le matelas. Monique Olivier s'énerve : « Vous voulez me mettre ça sur le dos ou quoi ? » Elle affirme qu'elle ne comprend pas comment son ADN s'est retrouvé sur le matelas, à côté de celui d'Estelle Mouzin. Elle jure qu'elle n'était pas à Ville-sur-Lumes. D'ailleurs, elle n'a jamais aimé cette maison.

Frédéric Bérardet ne la croit pas, il connaît le dossier et plusieurs éléments l'incitent à penser qu'elle ment. Les policiers belges lui ont donné les relevés de carte bancaire du couple. Ceux de Monique Olivier indiquent qu'elle a fait quatre achats les 10 et 11 janvier avec sa carte dans le centre commercial Cora, tout à côté de Ville-sur-Lumes, là où, selon son propre aveu, Estelle Mouzin a été séquestrée.

Les mois suivants, Monique Olivier est interrogée à plusieurs reprises. La femme du tueur ne lâche rien, mais c'est une course de fond.

À la fin du mois d'avril 2021, sur les conseils de Marie-Laure Brunel-Dupin, la juge Sabine Kheris change de tactique : elle organise une nouvelle session d'interrogatoire, cette fois dans les Ardennes. Monique Olivier sera entendue dans la grande salle de réunion de la gendarmerie de Charleville-Mézières. Si elle donne une localisation, la juge et la greffière l'amèneront sur place, sans attendre.

Le face-à-face entre la juge et la femme du tueur débute à 13 h 30 le 31 avril. Il va durer plus de douze heures.

Sabine Kheris : Pourquoi avez-vous tant tardé à parler de l'alibi de Michel Fourniret ?

Monique Olivier : Je ne sais pas. C'est pas parce que je ne veux pas vous répondre, mais je ne sais pas pourquoi. Rien de spécial. Je ne sais pas pourquoi je vous en ai pas parlé avant. Pour moi, ce n'était pas... Ce nom ne me disait rien. Je ne sais pas pourquoi je n'en ai pas parlé. Pour moi, franchement, quand on disait Estelle Mouzin, ce n'était pas lui.

Sabine Kheris : Vous avez à de multiples reprises [dans d'autres dossiers] confirmé l'alibi de Michel Fourniret. Pourquoi ce blocage ?

Monique Olivier : Je n'en sais rien, je n'en sais rien. Je ne me souviens pas de vous avoir dit que ce n'était pas lui. Je ne peux pas vous le dire. Je n'en sais rien.

Sabine Kheris : Peut-être parce que vous avez participé aux faits et que vous étiez avec lui à l'époque ?

Monique Olivier : Je n'ai rien fait sur Estelle Mouzin. Je le maintiens. Peut-être qu'inconsciemment je ne voulais plus, mais il n'y avait rien de spécial sur Estelle Mouzin. Quand il a été arrêté, il y a eu un grand soulagement en moi-même, tout en sachant que j'allais aller en prison. Mais j'étais soulagée que ça se termine. Je n'ai pas fait la démarche de le dénoncer moi-même, car je savais que j'allais aller en prison si je le faisais. Je n'ai pas participé à l'enlèvement d'Estelle, je ne l'ai pas vue. Je ne me suis pas occupée d'elle comme vous le pensez. Si je savais où était le corps, je vous le dirais si je le savais.

Sabine Kheris : Reconnaissez-vous avoir caché la vérité sur Estelle en niant tout en bloc dans un premier temps, puis en reconnaissant à demi-mot le fait que vous ayez donné un alibi à Michel Fourniret, mais en nous disant que vous ne saviez rien d'autre. Puis, face aux éléments apportés par l'enquête, vous avez encore avancé dans vos aveux. [...] Hier, vous nous avez dit que c'était à lui de vous dire où le corps se trouvait. Que nous cachez-vous, encore ?

Monique Olivier : Vous voulez savoir où est le corps ? Mais je n'en sais rien. Je sais que maintenant, comme il ne peut plus le dire, c'est à moi de vous aider à retrouver le corps. Si je savais où était le corps, je vous le dirais. Je sais que c'est à moi de vous guider, mais je ne sais pas où il est. Vous me demandez des détails pour vous mettre sur la piste, mais je ne sais rien. Je ne sais pas où est le corps, je ne sais rien.

Puis Monique Olivier lâche cette drôle de phrase : « Je ne me suis jamais occupée de la petite, je ne l'ai jamais gardée. »

Jusque-là, la juge n'a jamais demandé à Monique Olivier si elle avait gardé Estelle Mouzin. C'est elle qui prononce le mot en premier...

À 16 heures, l'interrogatoire est suspendu.

Ceux qui connaissent Monique Olivier savent que si elle ment beaucoup, elle n'aime pas que cela se sache. Sur les conseils de la *profileuse*, la juge et la greffière ont réussi à lui donner le sentiment qu'elle aussi fait partie de l'« équipe », elle ne veut pas être mise en défaut :

Monique Olivier n'a peur que d'une chose, explique Didier Seban, c'est d'être finalement mise en contradiction avec ce qu'elle a dit avant. Et quand elle dit quelque chose, toute son argumentation suivante va se construire par rapport à ce qu'elle a dit, y compris si c'était faux. Ce qui fait que, des fois, elle s'enfonce dans des affirmations fausses pour qu'on ne la mette pas en contradiction, pour qu'on ne lui dise pas « vous mentez ». Avec Monique Olivier, la limite entre le mensonge et la vérité, ce qu'elle dit pour faire plaisir, ce qu'elle dit pour qu'on lui fiche la paix, ce qu'elle dit pour manipuler est toujours très compliqué et très difficile à définir¹⁰.

Ceux qui observent de loin ces interrogatoires marathon sont impressionnés par cette guerre des nerfs entre la juge et la femme du tueur :

Ça durait des heures et des heures. Il y a des moments où on sentait que la juge avait envie de lâcher, parce que c'était épuisant, autant psychologiquement que physiquement. Des fois, quand ils emmenaient Monique Olivier sur le terrain, ils l'interrogeaient dans une tente sans lumière, à la lueur du téléphone. Ils étaient cinq, six, autour d'elle, la juge, la greffière, la *profileuse*, l'avocat, le gendarme enquêteur, et elle était seule, c'est ça qui était impressionnant. On sentait qu'ils en avaient marre. Ils savaient qu'elle allait essayer de les avoir à l'usure et qu'il fallait pas abandonner... Combien de fois on les a entendus dire : « Faut pas lâcher là, elle vient »...

Grâce à la carte bancaire de Monique Olivier, la juge sait qu'elle est dans les environs de Ville-sur-Lumes le 10 janvier. Elle se demande donc si elle n'aurait pas remplacé Michel Fourniret pour garder Estelle ce jour-là.

À la reprise de l'interrogatoire, elle lui pose la question.

Monique Olivier : Je ne l'ai jamais remplacé à Ville-sur-Lumes... Je ne cherchais pas à vous mentir, car je l'ai déjà remplacé [dans le cas d'autres victimes]. Je n'ai pas été à Ville-sur-Lumes !

Sur le procès-verbal d'audition, la greffière a marqué un point d'exclamation, pour signifier que l'accusée s'est énervée.

Monique Olivier : Je ne me suis pas occupée de la petite !

La femme du tueur hausse le ton, tape du poing sur la table. Puis, d'un coup, elle s'exclame :

Monique Olivier : Ben de toute façon je ne vous parle plus. Je ne suis pas allée à Ville-sur-Lumes pour garder la petite. Non, je ne l'ai pas remplacé là-bas. Non, non et non.

La juge et la greffière échangent un regard. Pour elles, le « Non, non, non » de Monique Olivier veut dire oui. Sur les fadettes apparaît un appel du fixe des Fourniret en Belgique sur le « portable de guerre » à 13 h 49.

Sabine Kheris : Pourquoi l'avoir appelé à 13 h 49 ?

Monique Olivier : Je ne l'ai pas remplacé à Ville-sur-Lumes.

Sabine Kheris : Vous deviez avoir une très bonne raison pour l'appeler, car il n'aime pas être dérangé.

Monique Olivier ne répond pas.

Sabine Kheris : Vous avez fait une description de la petite Estelle à l'une de vos codétenues, c'est bien que vous avez vu Estelle. Quand l'avez-vous vue ?

Monique Olivier : Je ne sais pas, mais ce n'est pas à Ville-sur-Lumes.

Acculée, Monique Olivier vient donc d'avouer qu'elle a vu Estelle Mouzin.

Sabine Kheris : C'est à Sart-Custinne [le domicile des Fourniret en Belgique] ?

Monique Olivier : Non, non, non, on ne l'a pas emmenée à Sart-Custinne.

Sabine Kheris : On ?

Monique Olivier : Euh, j'ai dit ça comme ça.

Sabine Kheris : Où avez-vous vu Estelle ?

Monique Olivier : Je ne lui ai rien fait. Je ne sais plus où je l'ai vue. Ça doit être au moment des repérages.

Monique Olivier hausse à nouveau la voix, tape sur la table. Elle est en colère, comme transformée.

Monique Olivier : Pourquoi vous ne me croyez pas ? Pourquoi je vous mentirais ? Mais pourquoi je vous mentirais, parce que de toute façon j'ai rien à perdre. Mais pourquoi vous ne croyez pas ? Il y en a marre, personne me croit jamais. J'en ai marre... parce que je suis une taularde. Mais pourquoi vous ne me croyez pas ? J'ai rien à perdre. Pourquoi je vous le cacherais ? Qu'est-ce que je vais avoir à perdre ? Je n'étais pas là lors de l'enlèvement. Elle n'est pas venue à Sart-Custinne, j'en suis sûre. Je ne m'en suis pas occupée. Je l'ai vue, mais je ne sais pas à quelle occasion. Vous me demandez si elle a été dans le C25 ? Non, non, pas en permanence. Vous me demandez si c'est dans le C25 que je l'ai vue ? Non, ce n'est pas possible. Si je l'ai vue dans le C25, ça voudrait dire que j'ai participé.

Dans les scellés fournis par les Belges, la greffière a trouvé un document qui pourrait mettre Monique Olivier en difficulté : l'emploi du temps du couple à l'école communale de Gedinne, en janvier 2003, où ils étaient surveillants.

Les registres de l'école indiquent que Monique Olivier a gardé les enfants le 10 janvier 2003 de 12 heures à 14 heures. Fourniret, lui, a travaillé à partir de 16 heures. Le registre porte sa signature.

L'hypothèse de l'« équipe », c'est que Monique Olivier a appelé son mari à 13 h 49 pour lui rappeler qu'il devait aller travailler à 16 heures : comme il devait travailler, sa femme l'a probablement remplacé auprès d'Estelle.

Sabine Kheris a la réputation de toujours garder son calme pendant les interrogatoires, mais l'attitude de Monique Olivier la met hors d'elle :

Ça suffit, madame ! Compte tenu de vos feuilles de travail respectives, de la téléphonie, de vos données bancaires, votre version ne tient pas. Dites-nous la vérité. Pourquoi avoir appelé la ligne de Michel Fourniret sachant qu'il est avec la petite ? N'est-ce pas pour lui rappeler d'aller au travail ? Et c'est là qu'il vous demande de venir la garder pendant son absence ? Est-ce bien cela qu'il s'est passé ?

Monique Olivier : Oui.

Sabine Kheris : Quand vous la gardez, est-ce que vous avez un contact avec elle ?

Monique Olivier : Oui.

Dans la grande salle de la gendarmerie de Charleville-Mézières, au décor froid, un grand silence s'est installé. Monique Olivier est assise

bien droite dans son manteau noir. Visage impassible. Seules les mains s'agitent, mimant ce qu'elle a refusé d'avouer pendant plus de quinze ans...

Monique Olivier : Je l'ai gardée, je lui ai parlé un petit peu. Elle me dit juste qu'elle veut voir sa maman. Elle a l'air triste. Je l'ai réconfortée et je lui ai dit qu'elle allait voir sa maman bientôt. Je suis montée la voir pour lui demander si elle voulait aller aux toilettes et je l'ai emmenée aux toilettes. Elle était calme. À mon avis, il lui avait donné un calmant...

Quand la juge d'instruction demande à Monique Olivier pourquoi elle n'a pas libéré Estelle, alors qu'elle était seule avec elle pendant plusieurs heures, l'ex-femme du tueur en série répond : « Ah oui, c'est vrai, j'aurais pu la faire partir... mais je n'y ai pas pensé... »

Le lendemain, l'interrogatoire reprend en milieu de matinée.

Monique Olivier affirme que le 10 janvier, après avoir gardé Estelle, elle est rentrée en Belgique à Sart-Custinne. Michel Fourniret, lui, serait resté en France, à Ville-sur-Lumes.

Sabine Kheris : Monsieur Fourniret vous rejoint-il dans la nuit ? Et combien de nuits découche-t-il ?

Monique Olivier : Pour moi, il a passé une nuit et pas deux. Il m'a rejointe dans la deuxième nuit.

Sabine Kheris : Michel Fourniret vous a-t-il dit que c'était terminé pour la petite ?

Monique Olivier : Oui.

Sabine Kheris : Le 11 janvier, vous revenez bien tous les deux dans le même véhicule, car il veut que vous soyez présente quand il ira déposer le corps. Est-ce bien cela ?

Monique Olivier : Oui, c'est cela. Autrement, ma présence n'était pas utile, c'était pour m'impliquer.

Sabine Kheris : Voyez-vous le corps de la petite ? Était-il camouflé, avec quoi ?

Monique Olivier : Non, je ne le vois pas. Je vois qu'il est recouvert, pour moi, avec un rideau de douche.

Sabine Kheris : Pouvez-vous nous indiquer quel trajet vous avez fait ?

Monique Olivier : On a dû rouler quinze à vingt minutes. On a pris la direction de Sedan en sortant de la maison et ensuite la direction

d'Issancourt-et-Rumel, où avait vécu sa mère. Il a grandi là avec son frère, il connaissait bien l'endroit. On a continué et, à la sortie du village, on a pris un chemin de terre sur la gauche. Ça faisait une patte d'oie.

Sabine Kheris : Pouvez-vous nous décrire le lieu de dépôt du corps et quel a été votre rôle ?

Monique Olivier : C'est un chemin de terre pour se mettre à l'abri, le véhicule était assez éloigné de la route pour qu'on ne nous voie pas. Le chemin était bordé d'arbres en arcade. Les arbres n'avaient pas de feuilles. Il faisait nuit. Il a éteint les feux du véhicule. Il est sorti de là. Il l'a récupérée à l'arrière du véhicule en ouvrant les portes. Il est repassé vers l'avant en la portant sur son épaule droite et s'est dirigé tout droit jusqu'à ce que je ne le voie plus.

Sabine Kheris : Combien de temps est-il parti ?

Monique Olivier : Je pense quinze à vingt minutes, je l'ai vu réapparaître. Il est monté dans le véhicule. J'ai constaté qu'il avait les mains sales de terre poudreuse, de la poussière. Il a fait marche arrière et, après avoir manœuvré le véhicule, nous avons repris la même route en sens inverse pour reprendre la route de la Belgique, direction Sart-Custinne.

Il est une heure du matin environ quand Monique Olivier termine sa déposition.

La juge Kheris et la greffière décident de l'emmener sur place sans attendre. Dans la voiture de gendarmerie, l'adjudant-chef Frédéric Bérardet prend le volant. La juge demande à Monique Olivier de s'asseoir à sa droite, à la place avant, celle qu'elle occupait dans la voiture avec Michel Fourniret. Sabine Kheris et Valérie Duby s'assoient à l'arrière avec « l'escorte », un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire.

Dans la voiture de tête, le silence se fait. La juge veut remettre Monique Olivier dans les mêmes conditions que le 11 janvier 2003. Au bout de trois kilomètres, la lueur des phares éclaire le bas-côté des petites routes de campagne, les premières bâtisses d'Issancourt.

Sur la gauche, la maison en pierres jaunes des Ardennes où Michel Fourniret a grandi, chez sa grand-mère. Monique Olivier indique un rond-point, désigne la rue en face : rue du Stade, celui où Fourniret, petit, jouait au foot. Quelques centaines de mètres plus loin, juste après la sortie du village, un carrefour en patte d'oie. À gauche, un chemin de

terre qui monte en pente raide. « C'est là ! » Monique Olivier semble avoir un flash. Le gendarme gare la voiture, la juge et la greffière descendent et découvrent médusées les arbres en tonnelle décrits par la femme du tueur au cours de l'audition. Elles n'en croient pas leurs yeux.

Sabine Kheris pose à Monique Olivier une dernière question :

Avez-vous quelque chose à ajouter avant qu'on reparte ?

Monique Olivier : Oui, je veux vous préciser que je n'ai jamais voulu sciemment vous mentir, mais que ces souvenirs sont douloureux pour moi, car je n'étais pas d'accord avec ce qu'il a fait. Quand j'ai vu Estelle, j'étais très choquée, car elle était très jeune et j'étais en colère après lui d'avoir enlevé une si petite. J'ai donc enfoui ce souvenir qui me faisait mal.

La semaine suivante, la greffière convoque à nouveau les militaires du 17^e régiment de génie parachutiste, l'archéologue, les pelleteuses...

À en croire Monique Olivier, Estelle est là, tout près. Michel Fourniret l'aurait enterrée sur les terres où il a grandi, sa « zone de confort », comme disent les spécialistes des tueurs en série, l'endroit qu'il connaît le mieux. Et Issancourt-et-Rumel n'est qu'à six kilomètres à vol d'oiseau du château du Sautou.

L'« équipe » a l'impression de toucher au but...

Chapitre 8

La poupée de porcelaine

Rennes

Août 2021

À la terrasse d'un bar du centre de Rennes, elle est là, assise droite sur sa chaise, petite femme aux cheveux courts. Elle réajuste ses lunettes, pose ses mains sur la table ; elle attend de savoir ce que l'on veut d'elle.

Sabrina est sortie il y a deux jours du centre pénitentiaire pour femmes de Rennes. Elle a 43 ans, dont dix-sept passés en prison pour avoir tué le père de ses enfants. Il était gentil, dit-elle, quand il ne buvait pas, mais, quand il était saoul, il devenait violent et dangereux pour les enfants.

« La criminalité des femmes est souvent la conséquence de la violence des hommes », disait une ancienne cadre de la prison. Sabrina en est l'illustration.

Au centre pénitentiaire pour femmes de Rennes, Sabrina est, comme Monique Olivier, une « longue peine » et l'une des rares qui l'aient connue et acceptent d'en parler... La relation qu'elle a nouée avec la femme du tueur en série est très particulière, entre fascination, emprise et répulsion...

La première fois que j'ai entendu parler de Monique Olivier, c'est dans la détention, il y a une dame qui me dit : « Est-ce que tu connais l'affaire Fourniret ? – Non, je ne sais pas, c'est quoi ? » Moi, je n'aime pas regarder des histoires comme ça parce que ça me fait peur et c'est très douloureux. Elle me dit : « La femme de Fourniret, elle est ici, c'est Monique Olivier, tu vas la voir. Elle sort pas parce qu'elle est protégée¹. »

Plus tard, Sabrina change de division et arrive dans le quartier où est détenue Monique Olivier. Elle est dans la cellule numéro 14, Monique juste à côté, dans la 11 : « En prison, on l'appelait la poupée en porcelaine, c'est moi qui ai trouvé ce nom-là parce qu'elle a un visage de cire en fait, on dirait une poupée de porcelaine. Elle bouge pas². »

En centre de détention, où sont incarcérées les personnes définitivement jugées, les cellules sont ouvertes toute la journée, de 11 heures à 19 h 30. Les détenues vont et viennent à leur guise. Elles peuvent préparer un repas dans la cuisine commune, laver leur linge dans

la buanderie, ou se rendre visite. Un jour, des détenues qui connaissent Monique Olivier proposent à Sabrina de les accompagner. La femme du tueur, condamnée à perpétuité, bénéficie d'une cellule un peu plus grande que les autres. Elle ne sort pas beaucoup, mais reçoit souvent. Ses amies s'appellent Irène, Mildrée, Priscilla, Clémentine, Virginie. Monique Olivier entretient leur amitié en offrant des gâteaux, du tabac, des housses de couette, qu'elle paye avec sa retraite à la « cantine », le magasin interne à la prison. À Noël, l'une achète le foie gras, l'autre le pain de mie. À six dans la cellule de sept mètres carrés, elles sont un peu tassées, mais font la fête ensemble.

Jour après jour, Sabrina intègre la petite bande. Dans sa cellule au décor spartiate, Monique Olivier est l'une des rares détenues à bénéficier d'un ordinateur. Quand les cours d'informatique ont commencé à être dispensés en prison, elle a été l'une des premières à s'inscrire. Elle a appris très vite et a prodigué des conseils à ses codétenues. Sabrina, elle, aime seulement jouer au solitaire. Tous les matins, Monique allume l'ordinateur et la laisse s'amuser, jusqu'à la fermeture des portes le soir. Pendant ce temps, elle prend ses cours d'anglais, se rend à l'atelier chevaux ou chiens : elle aime la compagnie des animaux. Elle est également très forte en mots croisés, qu'elle remplit, paraît-il, à une vitesse hallucinante. Mais, en dehors de son cercle d'amies, Monique Olivier ne parle à personne. Elle a toujours peur de se faire insulter ou cracher dessus.

Sabrina se souvient de l'année où l'administration de la prison a décidé de rénover les fenêtres de la division. Elle a dû déménager avec Monique le temps des travaux. Lorsqu'elles ont appris l'arrivée de « la Fourniret » dans le nouveau quartier, certaines détenues se sont mises à crier : « Regarde, la meurtrière, ça va pas le faire ! » Des menaces de mort ont fusé. Sabrina a dû négocier. Le médecin de la prison lui avait prescrit des anxiolytiques. Elle a obtenu la paix provisoirement pour sa copine en échange de médicaments.

L'épisode a rapproché les deux femmes. Petit à petit, Sabrina est devenue la garde du corps de Monique : « Madame Olivier, elle sortait de sa cellule uniquement parce que j'étais là. C'est moi qui allais la chercher. Elle prenait la douche en même temps que moi et on mangeait ensemble dans sa cellule³. »

Sabrina explique qu'elle n'a jamais jugé qui que ce soit en prison, pas même Monique Olivier. Elle se dit qu'elle-même, avec ce qu'elle a subi tout au long de sa vie, aurait pu basculer autrement.

J'ai été battue par ma mère. Elle était alcoolique et violente. Ma mère s'appelle Monique. Madame Olivier a le même prénom que ma mère. J'avais trop peur de voir ma mère à travers Monique Olivier. Je l'appelais pas Monique à cause de ça, je l'appelais Momo⁴.

Dans la même division du centre pénitentiaire pour femmes de Rennes, cellule numéro 8, se trouve pour quelques mois une autre détenue, Milica Petrovic, la Serbe qui réussira la première à faire parler Monique Olivier⁵. Milica Petrovic, incarcérée pour escroquerie, est une habituée de la prison, où elle séjourne régulièrement.

Madame Petrovic, c'est une femme formidable, très bien habillée, très bien maquillée, mais c'est une femme qui a du caractère, qui ne se laisse pas faire, raconte Sabrina. Elle m'a dit : « Tu sais, ici, c'est la loi du plus fort. Si tu veux montrer qui tu es vraiment, il faut que tu sortes de ta carapace. » Parce que moi, je suis fragile avec tout ce que j'ai vécu. Et je me laissais beaucoup marcher sur les pieds⁶.

Un jour, Sabrina est dans la cellule de Milica Petrovic. Cette dernière est en train de poser délicatement du vernis sur ses ongles, assise sur le lit, quand tout d'un coup elle s'adresse à elle : « Tu sais, j'ai hâte que je sorte. Le jour que je vais sortir, je vais éclater une vérité. » Mais Sabrina ne savait en aucun cas qu'elle lui parlait de madame Olivier.

En 2015, lorsque Milica Petrovic fait ses révélations à la justice, la presse évoque à nouveau la piste Fourniret dans l'enquête sur la disparition d'Estelle Mouzin. Quelques mois plus tard, une journaliste de télévision visite le centre pénitentiaire pour femmes de Rennes, en vue d'un tournage. Elle est accompagnée par une cadre de la prison. Elles frappent à la porte de la cellule de Monique Olivier. Cette dernière est assise sur son lit et Sabrina joue au solitaire sur l'ordinateur, comme toujours. L'ex-épouse de Fourniret accepte bien volontiers d'échanger quelques mots avec la reporter. Elle lui raconte ses conditions de détention, lui parle de ses enfants qui ne donnent plus de nouvelles.

Au bout d'un moment, la gradée dit : « Si vous avez quelque chose à dire sur Estelle, c'est le moment, il faut penser à la famille. » Et là madame Olivier répond : « Non, certainement pas. Je ne veux pas. Je ne veux pas qu'on revienne sur Estelle Mouzin. » La gradée s'énerve : « Dites-nous si vous êtes vraiment dans l'affaire. – Non, j'y suis pour rien⁷. »

La gradée et la journaliste referment la porte et s'en vont.

Et là, madame Olivier est en furie, elle envoie tout en l'air. Je dis : « Mais calme-toi, qu'est-ce qu'il y a ? C'est qui, Estelle Mouzin, en fait ? Je comprends pas. – C'est la petite fille... » Moi, je ne savais même pas ce que c'était, cette affaire-là, j'ai jamais suivi. Cette journée-là, je la laisse tranquille, et le lendemain, je dis : « Tu sais, hier, pourquoi tu as sorti le prénom Estelle Mouzin ? C'est qui, cette petite fille ? » Elle me dit : « Non, pas tout de suite, plus tard⁸... »

Monique Olivier finit par expliquer à Sabrina que tout est de la faute de Milica, la détenue serbe. En sortant de prison, elle est allée voir la police. La détenue se plaint d'avoir alors été réinterrogée par les enquêteurs, mais ajoute : « De toute façon, ils ne sauront rien. »

Intriguée, Sabrina cherche à en savoir plus : « Je l'ai laissée parler de tout ce qu'elle voulait sans l'interrompre, dit-elle. Il ne faut jamais interrompre madame Olivier. »

La femme du tueur lui révèle que Michel Fourniret a bien enlevé Estelle Mouzin : elle l'a vu rentrer, la petite dans les bras. Elle raconte lui avoir ôté ses vêtements, avant de les brûler, et avoir rhabillé la fillette avec l'un des pyjamas de son fils. Michel Fourniret aurait ensuite emmené Estelle dans la nuit. À son retour, raconte Sabrina, il transpirait, il semblait en transe. « La petite est morte », aurait-il affirmé. Il l'aurait ensevelie avec une sorte de pierre tombale. « Celle-là, aurait conclu Monique Olivier, c'est son trophée, on ne la retrouvera jamais. »

Sabrina ne prend pas pour argent comptant le récit de Monique Olivier :

Je me suis posé pas mal de questions : est-ce qu'elle me disait la vérité ? Est-ce qu'elle essayait pas de m'embrouiller ? Parce que Monique Olivier est très forte aussi à ce jeu-là. On lui raconte une histoire et elle raconte la même chose, elle se sert des histoires des uns

et des autres... Du coup, j'avais du mal à comprendre si c'était vrai ou pas... Est-ce que c'est sa vie, est-ce qu'elle en a pas rajouté⁹ ?

Quand Monique Olivier raconte ses histoires, elle parle tout bas pour ne pas être entendue par une surveillante, ou une détenue. Elle ouvre la porte de la cellule pour vérifier qu'il n'y a personne derrière.

Sabrina, elle, prend l'habitude de tout noter dans un cahier : « Tout ce qu'elle me disait, je l'écrivais en fait. Parce qu'elle me disait souvent : "C'est à toi de reconstruire le puzzle." Le puzzle des petites filles. J'ai détruit le cahier, malheureusement, je n'aurais pas dû¹⁰. »

Monique Olivier évoque avec elle d'autres victimes : « Farida » (il s'agit de Farida Hammiche, dont nous avons parlé plus tôt), mais aussi une autre petite fille, une blonde aux yeux bleus, avec des couettes, des chaussures à fleurs et un legging rose :

Elle me dit : « Celle-là, ils pourront jamais la retrouver parce qu'ils savent même pas comment elle s'appelle, personne n'a fait de recherches. Ses parents s'en foutent. » Je dis : « Ah, d'accord, parce que cette petite fille était dans un foyer, elle était à la Ddass ? » Elle dit : « Non, c'étaient des gens pauvres qui ne voulaient plus d'enfants. Donc, on l'a prise. » Je lui demande : « Donc tu étais là ? » Elle me dit : « Bien sûr que oui. Mais je ne sais pas ce qu'il en a fait... » et elle rigole¹¹.

Sabrina se souvient que Monique Olivier la fait jouer à *Qui est-ce ?*, un jeu de société :

« Alors Estelle, elle est blonde ou elle est châtain ? » Je dis : « Ben, je sais pas, je l'ai jamais vue, elle est blonde ? » Elle me dit : « Donc l'autre elle est châtain ? » Je dis oui. Elle me dit : « Non, tu as perdu, Estelle Mouzin était châtain, elle avait un pull rouge. C'était l'autre qui était blonde, celle avec les couettes¹². »

Ces jeux macabres n'amuse pas Sabrina :

Elle me disait : « Avec l'expérience, tu vas finir par devenir une Fourniret. » Voilà ce qu'elle me disait. C'était très, très dur, parce que chaque jour qu'elle me parlait de cette petite fille, je rêvais de ça, j'avais l'impression d'être la petite fille et de courir dans la forêt. C'est ça, le pire. J'avais l'impression qu'elle voulait me mettre dans une toile d'araignée¹³.

Monique Olivier explique à Sabrina que Fourniret a listé dans un calepin noir les sévices qu'il a fait subir aux petites filles, la façon dont il les a tuées.

Et ce jour-là, je suis rentrée dans ma cellule, et là, je n'ai pas pu dormir. Parce que le cahier, il m'a tellement hantée... Et elle m'a dit : « Même si tu me dénonces, avec ce que tu as fait, ils ne vont pas te croire. » Elle a ajouté : « De toute façon, peu importe, ici personne ne pourra me toucher, j'ai un très bon avocat¹⁴... »

Sabrina est prise dans la toile. Parfois, elle ne veut plus entendre les histoires des petites filles, mais, à d'autres moments, elle ressent un besoin inexplicable d'y retourner, comme une addiction : « Mon esprit me disait d'y aller, je voulais savoir ce qu'elle allait me raconter. »

Elle finit par demander à changer de division.

Comme toutes les détenues proches de Monique Olivier en détention, elle sera entendue par Sabine Kheris et Valérie Duby. À travers son récit, la juge voit apparaître une autre Monique Olivier, très loin de la femme qui lui fait face dans les interrogatoires : une « meneuse », un « chef de bande »... « Elle se dit que cette femme-là, raconte un connaisseur du dossier, pouvait jouer d'égal à égal avec Fourniret. »

Un détail intéresse particulièrement la juge et la greffière : la « pierre tombale » avec laquelle Fourniret aurait marqué le lieu où il a enterré Estelle Mouzin. Monique en a parlé à une autre de ses codétenues, Clémentine. Elle lui a décrit une « stèle » avec, peut-être, une « croix »...

Les premières fouilles à Issancourt-et-Rumel n'ayant rien donné, Sabine Kheris et Valérie Duby décident de lancer une nouvelle campagne de recherches, en s'appuyant sur les témoignages des codétenues.

À l'automne 2021, les pelleteuses sont à nouveau à pied d'œuvre. Sur le chemin, Monique Olivier gesticule. Autour d'elle, la juge, la greffière, son avocat, Richard Delgenes, ceux d'Éric Mouzin, Didier Seban et Corinne Herrmann, la *profileuse* Marie-Laure Brunel-Dupin, le gendarme enquêteur Frédéric Bérardet. Tout ce beau monde déambule, suspendu aux lèvres de la femme du tueur. Ce jour-là, elle a décidé de parler :

Je veux revenir sur ce que je vous ai dit, car je refoulais mes souvenirs, car cela est douloureux pour moi. Mais en étant sur place avec vous j'ai des choses qui me reviennent. En effet, le samedi, quand nous sommes venus pour déposer le corps [le 11 janvier], l'après-midi j'ai déposé monsieur Fourniret au bas de la patte d'oie. Il m'a dit de revenir dans une heure ou deux. Au bout de deux heures environ, je suis revenue, j'ai garé la voiture en bas de la patte d'oie et j'ai emprunté à pied le chemin de terre. Ensuite, arrivée presque en haut, j'ai aperçu monsieur Fourniret avec sa cigarette à la main. Quand il m'a aperçue, il avait l'air en colère de me voir, car je ne devais pas descendre de voiture. Il avait aperçu un véhicule et c'est pour ça qu'il est venu. Il m'a dit : « Suis-moi », ce que j'ai fait sans demander plus d'explications. Quand il me donnait un ordre, je ne posais pas de questions. On est partis tout droit dans le sentier forestier, là où je l'ai vu disparaître le soir. Nous avons marché, mais je ne peux pas vous donner de précisions sur la durée du trajet. À un moment donné, en arrivant sur la droite du chemin, j'ai vu une pierre plate un peu bombée, comme un camée, qui sortait d'un talus. Dans mon souvenir, je vois du rouge autour, je pensais que c'était de la terre, mais en voyant les feuilles rouges ça devait être des feuilles, oui. Je la vois devant moi tout droit. À proximité il a creusé un trou pas très profond, de forme rectangulaire.

En suivant les indications de Monique Olivier, les pelleteuses se remettent en marche. On dirait de gros insectes affamés avalant la terre, godet après godet, à la recherche cette fois de la fameuse pierre. Rectangulaire ? Avec une croix ? Sans croix ? Personne ne sait, tout le monde espère.

« On était tellement impliqués que, si on avait trouvé quelque chose, je crois qu'on en aurait pleuré », raconte l'un de ceux qui ont suivi les fouilles.

Mais les recherches ne donnent rien. Des dizaines d'arbres ont été sciés, des hectares entiers retournés, en vain.

Patrice Georges, l'archéologue, explique à la juge et à la greffière qu'« une absence de résultat est un résultat. Imaginons, dit-il, que le corps ait disparu avec les années. Si une tombe avait été creusée à l'endroit où l'on a fouillé, on aurait trouvé des traces de creusement. Si on n'a pas trouvé de traces, c'est qu'il n'y a pas eu de corps à cet endroit¹⁵ ». Pour lui, Estelle n'est pas là.

À moins que la « pierre plate » dont parle Monique Olivier ne soit pas à droite du chemin, mais à gauche. À moins que ce ne soit un peu plus haut, là-bas, dans ce bosquet d'où sort un renard, pas effrayé le moins du monde par la présence des hommes. À moins qu'il n'y ait jamais eu de pierre plate. À moins que...

Tout le monde se perd en conjectures, le moral à zéro, découragé d'avoir tant fouillé, retourné, espéré, pour rien.

Parce qu'il faut toujours tout tenter, Marie-Laure Brunel-Dupin va proposer qu'Éric Mouzin, le père d'Estelle, parle également à Monique Olivier.

La rencontre a lieu en octobre 2021 à Issancourt-et-Rumel, « dans un endroit un peu surréaliste » selon le père : une tente blanche dressée à côté des lieux des fouilles.

Monique Olivier est là, assise sur une chaise en plastique, jambes serrées l'une contre l'autre, mains sur les genoux. Quand elle voit le papa d'Estelle, elle le reconnaît tout de suite et se retourne, se met dans un coin de la tente. Elle ne veut plus parler. Il faut insister.

Éric Mouzin s'avance, avec son avocate Corinne Herrmann. Ils veulent juste savoir où est le corps d'Estelle.

Elle me dit : « Ce n'est pas moi, mais si c'était moi, je vous le dirais. » En me regardant bien comme ça, se rappelle Éric Mouzin. Le problème, c'est qu'elle a des comportements différents selon les circonstances, les personnes avec qui elle est... Elle dit : « Je ne me souviens pas. Mais peut-être que je vais me souvenir. » Pour moi, c'est impossible de savoir ce qui se passe dans sa tête et de savoir si elle sait, si elle ne sait pas, si elle a oublié ou si la végétation, en vingt ans, a tellement transformé le paysage qu'on peut ne pas se retrouver. Il n'y a qu'en lui mettant un élément matériel sous les yeux qu'on peut la forcer à préciser des choses.

Une chose est certaine, c'est qu'elle prend un grand plaisir à se retrouver à l'air libre, objet de toutes les attentions. Elle redevient le centre du monde.

En fait, quand on la rencontre, on voit une vieille dame qui fait semblant d'être diminuée, alors qu'on se rend bien compte qu'elle a

toutes ses capacités de raisonnement, sa capacité de fausser les informations, de tromper les gens. C'est de la perversité à l'état pur, matérialisée sous la forme d'une vieille dame. Et donc, à partir de là, je préfère que ce soit madame Kheris qui s'en occupe. Il n'y a que madame Kheris qui a la patience, la finesse d'esprit d'entrer dans son jeu en essayant de prendre la main pour l'amener à collaborer. Si moi je lui demande : « Dites-moi où vous avez mis le corps d'Estelle », c'est comme si je me mettais en position de faiblesse vis-à-vis d'elle, parce qu'elle va tout de suite pouvoir me raconter n'importe quoi ou ne pas répondre à ma demande ou me donner une fausse réponse. Je n'aboutis à rien et je me place dans une position qui, au contraire, lui permet d'exercer une certaine forme de pouvoir. Voilà, c'est ça, les pervers¹⁶.

Éric Mouzin quitte la petite tente blanche après deux heures de face-à-face avec Monique Olivier. Comme prévu, il n'a rien obtenu.

La femme de l'ogre regarde s'éloigner la haute silhouette du père et lâche : « Cet homme est admirable, parce qu'il est resté calme. Moi, j'aurais été à sa place, je me serais sauté dessus. »

À l'inverse d'Éric Mouzin, Richard Delgenes, l'avocat de Monique Olivier, ne pense pas qu'elle soit perverse. Selon lui, elle a un blocage : « Monique a du mal à parler des corps. Tous ses aveux s'arrêtent toujours à la disparition des corps¹⁷. »

« On appelle ça le disjoncteur », explique un psychologue qui a expertisé plusieurs tueurs en série. Selon lui, parfois, le cerveau des grands criminels déconnecte, car il ne peut pas faire face à l'horreur du crime :

J'ai vu des tueurs avouer qu'ils avaient massacré une victime, découpé son corps, mais qui n'admettront jamais l'avoir brûlée. Pourtant ce ne peut être qu'eux, mais il leur est impossible de l'admettre. Il y a des choses que le cerveau tolère et d'autres pas, donc il disjoncte pour enlever la charge que cela représente, sinon c'est insupportable.

À l'en croire, quand on lui demande d'indiquer le lieu où les victimes ont été enterrées, le cerveau de Monique Olivier déconnecterait.

C'est tout le paradoxe de Monique Olivier, dont on dit qu'elle dit rien alors qu'elle dit tout, explique Richard Delgenes. Monique Olivier a

révélé des choses qu'elle avait faites, dont tout le monde ignorait l'existence. Donc il n'y a pas de volonté de dissimuler quoi que ce soit. C'est même tout l'inverse¹⁸.

Lors des derniers interrogatoires, Monique Olivier a en effet donné de nouveaux détails. Elle a par exemple admis avoir été présente lors des repérages d'Estelle à Guermantes.

Quand la juge lui a lu le témoignage de Jean-Paul, l'homme qui avait vu Fourniret sur une aire de repos de l'autoroute A4 le 5 janvier 2003, et qui avait noté de la buée sur la fenêtre passager, elle a fini par lâcher :

Je devais être avec lui pour le repérage, oui, j'ai peut-être vu les deux fillettes [Estelle et son amie Morgane] à ce moment-là. Je ne me souviens pas être venue à cette période en région parisienne. Je ne me souviens pas, mais ça ne peut être que moi, car il n'aurait pas pu être accompagné de quelqu'un d'autre le 5 janvier.

Ceux qui ont observé Monique Olivier sont unanimes : elle est déroutante. « C'est un caméléon, raconte l'un des observateurs du dossier. Il n'y a pas une Monique Olivier, il y en a vingt ou trente. C'est pour cela qu'elle est intéressante et compliquée à analyser. »

En 2007, avant le procès aux assises de Charleville-Mézières, plusieurs experts psychologues s'étaient penchés sur son cas. Les Belges lui avaient trouvé un QI de 92, bien en dessous de la moyenne. Les Français, eux, avaient diagnostiqué un quotient intellectuel de 131, soit celui de 2,2 % de la population française, un QI supérieur à celui de Michel Fourniret, qui était de 124, ce qui avait, au passage, beaucoup vexé l'ogre. « Il est plus facile de se faire passer pour bête quand on est intelligent que l'inverse », explique l'expert responsable du test, Jean-Luc Ployé.

En 2023, les derniers experts désignés par la juge Kheris estiment que Monique Olivier présente « de faibles capacités d'introspection et un surmoi défaillant ». En d'autres termes, elle n'a pas de barrières morales.

« Sa conscience du bien et du mal n'est pas la même que nous, explique Richard Delgenes, son avocat. Elle a quand même un ressort psychologique particulier : une capacité à ne pas voir le mal. Ça glisse sur elle, comme ça¹⁹... »

Dans son ordonnance de mise en accusation, la juge Kheris cite un rapport d'expert. Selon lui, Monique Olivier « n'aurait pas connu de passage à l'acte sans la dualité qu'elle formait avec Michel Fourniret. Ainsi, elle est devenue une autre, à la fois en raison de la personnalité de Michel Fourniret, mais aussi d'une certaine immaturité psycho-affective chez elle ».

Fourniret ne disait pas autre chose. En octobre 2017, dans sa dernière audition avec la police judiciaire de Versailles, à la question « Si vous n'aviez pas vécu avec Monique Olivier, auriez-vous commis tout ce que vous avez commis ? », il avait répondu ainsi :

C'est une question pertinente. Monique Olivier est une personne désinvolte. C'est une pauvre paumée, une pauvre créature. [...] C'est une vile intelligence mise au profit de la désinvolture. Il n'est pas impossible que sa présence ait été déterminante. [...] Elle a trouvé en moi un type qui résolvait ses problèmes matériels. Mais, sur le plan de l'intelligence, elle n'en manque pas. Il y a quelque chose en elle qui la rend inconsciente. Le fait qu'elle m'ait aidé est sans doute un moyen pour elle d'exister. Sur la question de savoir si j'en serais là si je ne l'avais pas rencontrée, c'est difficile de répondre de manière raisonnable. On peut dire que Monique Olivier a été l'incendiaire. C'est un personnage d'exception, une désinvolture d'exception.

L'un des avocats des familles de victimes disait : « Michel Fourniret et Monique Olivier, c'est le jerrican et l'allumette. »

Monique Olivier, la « femme de », a une autre dimension. Tous ceux qui l'ont approchée, ses codétenues en prison ou les avocats pendant les fouilles, ont ressenti la même impression étrange : un « besoin d'y retourner », comme si les récits inachevés de la femme du tueur déclenchaient une attraction malsaine chez ses interlocuteurs.

Ils sont tellement forts, tellement manipulateurs... Ils vous embarquent dans leur monde, et c'est un monde parallèle au nôtre, raconte un avocat. Ce sont des monstres, des gens qui sont capables de tellement d'horreurs... Quand on est face à eux, on est face au mal. [...] Une fois qu'on est entré dans leur univers, c'est dur de ne pas se laisser embarquer. Ce qui a sauvé la juge, c'est qu'elle travaillait en équipe, avec la greffière, la profileuse, l'enquêteur, les avocats. Parmi eux, il y avait toujours quelqu'un pour dire : attention, ils sont en train de vous

manipuler. Pour les tenir à distance, il fallait être une armée face à eux...

Chapitre 9

« Le Picasso du crime »

Combien le couple criminel Fourniret-Olivier, en dix-sept ans d'activité (de la sortie de prison de Michel Fourniret le 22 octobre 1987 à son arrestation en Belgique le 26 janvier 2003), a-t-il fait de victimes ? Parmi les juges, procureurs, enquêteurs, avocats, journalistes qui ont travaillé sur cette affaire, certains avaient leur petite idée, mais personne ne savait tout à fait.

Fidèle à sa légende, Michel Fourniret avait caché la réponse dans une lettre envoyée en 2005 à l'un de ses copains, un certain François.

Le 8 mars 2018, François a appelé le Palais de Justice de Paris et demandé à parler à la juge Sabine Kheris pour livrer son secret. Bien lui en a pris.

François est un ancien codétenu de Michel Fourniret. Encore un. Il y a beaucoup d'anciens taulards dans cette histoire, ce qui, concernant un grand criminel, est parfaitement normal. François et Fourniret se sont connus en avril 1984 à Fleury-Mérogis.

François est un enfant de la Ddass. Placé très jeune, avec ses frères et sœurs, il a fait, comme il dit, pas mal de « grosses bêtises » : vols à l'étalage, vol de mobylette, vol en entreprise... Jusqu'au jour où un juge plus sévère que les autres l'envoie en prison. Il est condamné à un an de détention, dont six mois ferme pour vol simple. François a 22 ans et le ciel lui tombe sur la tête.

Sur les six mois où je suis resté en détention, j'ai passé quatre mois et demi enfermé dans ma petite cellule. J'étais replié sur moi-même. Je n'avais quasiment pas de visites, il n'y avait rien en prison à ce moment-là, pas de télévision, pas d'activités, on passait la journée assis

sur sa chaise. J'étais en pleine dépression. Je pensais que je ne méritais pas d'être là. J'avais énormément maigri. J'étais en train de me laisser mourir parce que c'était insupportable¹.

À la fin du mois de mars 1984, Michel Fourniret est interpellé pour tentative d'agression sexuelle². Il est incarcéré et arrive à Fleury-Mérogis, dans la cellule juste à côté de celle de François. Un jour, il lui parle à travers la fenêtre :

Sa voix était relativement apaisante. Une voix qui me donnait confiance. J'ai commencé à me livrer un peu à lui sans savoir pourquoi. Et à force de parler, il a réussi à me convaincre de bien vouloir sortir de ma cellule et d'aller en promenade avec lui pour pouvoir faire connaissance³.

Dans la cour de promenade où ils tournent à deux, François trouve Michel « sympa, souriant, quelqu'un à qui on ferait confiance immédiatement ». Fourniret a alors 42 ans, presque deux fois son âge. Il ne parle jamais de lui ni des raisons de son incarcération. En revanche, il pose des dizaines de questions et François se livre, raconte son enfance difficile, la Ddass, son père violent et alcoolique.

Et du coup, je me suis accroché à cette seule et unique personne avec qui je pouvais parler. Je pense qu'il m'avait mis en confiance, ça, c'est certain, et que moi, j'avais besoin de vider toutes ces années de dérive, de tristesse, de souffrance. Et il a été là pour m'écouter. Il m'a sorti du trou béant où j'étais en prison et m'a permis de revoir un petit peu le soleil dehors. Il diffusait une sorte de respect par sa posture, sa façon de parler, son intelligence évidente. J'étais très jeune et, pour tout vous dire, pas très mature. Michel Fourniret était à l'époque le père dont j'aurais eu besoin que je n'ai jamais eu⁴.

François est libéré le 7 mai 1984, mais les deux anciens voisins de cellule restent en contact, ils s'écrivent. François se marie, un enfant naît.

Un jour, Fourniret, toujours incarcéré, lui apprend qu'il a rencontré par courrier une jeune femme, une certaine Monique, qu'il n'a jamais vue. Il voudrait demander à François un service : pourrait-il inviter Monique à dîner et lui dire comment elle est ? François accepte, va chercher Monique Olivier à l'autre bout de la région parisienne et l'héberge chez lui pour la nuit.

J'ai trouvé que Monique Olivier était quelqu'un de banal. J'ai le souvenir de quelqu'un de voûté, un peu renfrogné, mais pas désagréable. C'est affreux de savoir que Michel Fourniret ne l'avait jamais vue et que, moi, je l'ai eue à ma table autour d'un repas avec ma propre femme. Je me suis toujours dit que si j'avais su détecter quelque chose de terrible en elle, j'aurais pu le dire à Michel, et ils ne se seraient peut-être jamais rencontrés. J'ai toujours traîné derrière moi comme un boulet cette espèce de culpabilité de me dire que si j'avais pu détecter quelque chose, peut-être que rien ne se serait passé⁵.

François dit à Michel qu'il trouve Monique « gentille ». Puis les deux hommes se perdent de vue.

Fin juin 2003, seize ans plus tard, François vit dans le sud de la France, dans une petite villa ensoleillée. Il a un boulot, deux enfants, une petite vie bien rangée. Un matin, il se lève, sa femme est déjà dans la cuisine au milieu des odeurs de pain grillé et de café. Le petit transistor à côté de la cafetière diffuse France Info :

Et là ma femme entend : « Michel Fourniret, arrêté pour enlèvement d'une jeune fille... en Belgique... » Je descends très peu de temps après. Elle m'en parle tout de suite. J'attends, l'oreille collée au poste de radio, je suis catastrophé, traumatisé. Comment il a pu faire ça ? Et un an après j'apprends qu'il a avoué huit meurtres. Je n'y crois pas. Michel Fourniret, ils se sont trompés, c'est quelqu'un d'autre. Et en fait, non, c'était bien lui. C'était une trahison pour moi. C'était insupportable de savoir que Michel Fourniret, qui m'avait aidé, en qui j'avais tellement confiance, avait pu faire une chose pareille⁶.

En mai 2005, François est convoqué par une brigade criminelle du sud de la France. Plusieurs jeunes femmes ont été tuées dans la région et les policiers se demandent si Fourniret ne serait pas passé par là, si François n'aurait pas été son complice. Il est interrogé, mis rapidement hors de cause, mais son audition l'a traumatisé. Le soir même, il prend la plume et écrit à Fourniret :

Michel, je ne pensais pas avoir à te réécrire un jour, j'espère que tu auras la décence de comprendre que ce qui m'arrive est intolérable et que jamais je n'aurais dû être mêlé à tes affaires. Je voudrais maintenant que tu aies le courage de tes actes, tu sais très bien que tu ne

ressortiras plus jamais de prison, il serait temps de faire la paix avec toi-même et que tu aies le cran d'avouer ce que tu as fait, je pense qu'il te reste suffisamment de cœur pour que tu exauces mon vœu, alors seulement tu redeviendras pour moi un être humain. Auras-tu ce courage, Michel ?

La réponse arrive quelques jours plus tard.

François, voici pour toi mon cadeau : la feuille signée de mes aveux.

Je soussigné, Michel Paul Fourniret, né le 04.04.1942 à Sedan, confirme avoir reconnu ma culpabilité dans la mort de Farida Hammiche, Isabelle Laville, Natacha Danais, Élisabeth Brichet, Fabienne Leroy, Mananya Thumpong, Céline Saison, Jeanne-Marie Desramault. Voici mes aveux complémentaires. Je m'en remets à l'obligance et au soin des autorités policières et auxiliaires de justice de chaque pays d'Europe d'énumérer les actes criminels dont je reconnais être l'auteur. La liste des victimes est la suivante : [...]

Puis Michel Fourniret trace à la règle un tableau comportant vingt-six lignes numérotées de 9 à 35, mais dont il laisse les cases vides. Fourniret a livré le nombre de ses victimes, mais pas leur nom.

Quelques lignes plus haut, il précise : « Que nos interlocuteurs ne se soucient point des détails de faisabilité. C'est moi ! J'ai toujours cherché l'impossible. »

Ce n'est pas le premier tableau que Michel Fourniret dresse de ses crimes.

En 1984, alors qu'il est incarcéré pour la série d'agressions sexuelles, il envoie à la juge d'instruction un tableau précis et détaillé de tous ses méfaits, avec la date, le lieu, l'âge de la victime et une case dans laquelle il consigne ses « observations » :

Émotion de cette enfant lorsque j'eus embrassé son visage. Me dit : « Ne faites pas ça. » Je la reconduis à son domicile. [...] Elle descend et se sauve en courant. J'ai l'air bête. [...] M'apprend sa non-virginité. Mon intention de possession ne peut s'accomplir. [...] Veut fuir. Suis obligé de la maintenir avec efforts. Parviens à la calmer. À son tour elle me fait appréhender.

Pour Corinne Herrmann, qui a travaillé pendant des années sur le profil criminel de Fourniret, ce tableau est fondamental pour comprendre le fonctionnement du tueur en série :

C'est du Fourniret dans le texte. C'est presque un tableau d'analyse criminelle comme les policiers peuvent en faire. À travers ce tableau, il veut donner des éléments pour montrer à quel point il est terrible. Il ne supporte pas que la justice écrive des choses inexactes sur sa série. Ce tableau, c'est son œuvre. Fourniret est le Picasso du crime⁷.

Vingt et un ans plus tard, le Picasso du crime a donc récidivé.

Dans le tableau qu'il envoie à François, il avoue trente-cinq faits, sans préciser s'il s'agit de crimes, de viols, d'enlèvements ou de simples tentatives... Les douze premiers sont connus de la justice. Il s'agit des meurtres d'Isabelle Laville en 1987, Farida Hammiche, Marie-Angèle Domèce et Fabienne Leroy en 1988, Jeanne-Marie Desramault et Élisabeth Brichet en 1989, Joanna Parrish et Natacha Danais en 1990, Céline Saison en 2000, Mananya Thumpong en 2001, Estelle Mouzin en 2003. À en croire Michel Fourniret, il en manquerait donc vingt-trois.

Entre le meurtre de Natacha Danais en 1990, et celui de Céline Saison en 2000, dix ans se sont écoulés. Dix ans que les policiers ont appelé la « période blanche ». Pourtant, personne n'a jamais cru que le tueur en série ait pu s'arrêter pendant dix ans.

L'histoire de Lydie Logé en est la preuve. Elle a disparu au beau milieu de la « période blanche », le 18 décembre 1993, juste avant Noël. Elle serait la treizième victime de Fourniret.

Lydie

C'est toujours pareil dans les affaires Fourniret. Personne n'a rien vu, rien entendu. Les victimes disparaissent, comme volatilisées. Aucun témoin, jamais.

Estelle a disparu en rentrant de l'école ; Mananya, devant la médiathèque de Sedan ; Céline, en sortant de son lycée de Charleville-Mézières ; Natacha, sur le parking d'un supermarché. En plein jour, au milieu des passants. Avec ou sans Monique près de lui, Fourniret a toujours réussi à faire monter ses victimes dans la voiture de leur plein gré, en leur demandant un renseignement, une adresse. Des enlèvements « en douceur »...

Dans l'affaire Lydie Logé, l'impression d'évaporation est encore plus forte que pour les autres.

En 1993, Lydie Logé, documentaliste de profession, a 29 ans, un enfant, Julien 7 ans, et vient de se séparer de son mari. Elle habite avec son fils dans une villa toute simple d'une petite commune de l'Orne, Saint-Christophe-le-Jajolet, 240 habitants. Ce jour-là, le samedi 18 décembre, Julien est chez sa grand-mère paternelle.

Avec une amie, Lydie part faire les courses de Noël à Argentan, la grande ville voisine, d'abord au centre-ville, puis dans deux supermarchés. Les supermarchés sont l'un des lieux favoris de Fourniret pour ses repérages.

Vers 19 heures, les deux amies se séparent, Lydie prend sa voiture et rentre chez elle. Ensuite elle passe quelques coups de fil, puis plus rien, plus de contact.

Le soir, sa sœur tente de la joindre, le téléphone ne répond pas.

Le lendemain, l'ex-mari ramène leur fils chez sa mère et trouve la porte fermée. La voiture est devant le garage. Bizarre.

Le mardi, toujours pas de nouvelles. Les sœurs de Lydie, Sylvie et Claire, demandent le double des clefs au propriétaire et décident d'entrer dans le pavillon. Dès qu'elles ouvrent la porte, elles sentent que quelque

chose ne va pas. Le sapin de Noël est posé dans l'entrée, le linge dans le lave-linge, mais mouillé. Pas de traces de Lydie. Évaporée.

Sylvie et Claire vont signaler sa disparition à la gendarmerie. L'ex-mari sera longtemps soupçonné. Puis l'enquête tombe dans l'oubli. La disparition de Lydie est devenue un *cold case*, l'un de ces dossiers qui encombrant les archives des tribunaux. En 2009, l'enquête est refermée par un non-lieu.

C'est un « élément pileux », comme disent les policiers, trouvé dans la camionnette de Fourniret, qui va relancer l'enquête.

En juin 2003, lorsqu'il est arrêté, les policiers belges découvrent dans le fourgon C25 de Fourniret environ 600 poils, cheveux, notamment sur le tapis de sol à l'avant. En les expertisant, un laboratoire de Bruxelles découvre plusieurs ADN féminins inconnus. Estimant que certains appartiennent peut-être à des victimes, la police fédérale belge demande l'autorisation d'élargir les recherches.

À l'époque, se souvient Jacques Fagnart, chaque prélèvement coûtait mille euros. Le ministère de la justice n'a pas voulu payer. Les Français s'étaient engagés à le faire. On a fait une sélection de 70 poils et cheveux, et on les leur a transmis⁸.

À Bordeaux, le professeur Doutremepuich est chargé d'analyser ces éléments pileux.

En tout, les experts belges et français découvrent pas moins de six ADN dans le fourgon de Fourniret : un masculin et cinq féminins qui n'appartiennent ni à Monique Olivier ni aux victimes connues. Plus dix-huit ADN de moindre qualité, l'ADN mitochondrial, transmis de mère en fille. L'une de ces empreintes génétiques a été retrouvée à soixante-trois reprises sur les coussins du fourgon et sur une corde ; une autre apparaît seize fois.

Étonnamment, l'identification de ces empreintes génétiques ne va pas intéresser la justice française pendant longtemps. Il va falloir attendre plus de dix ans pour que les ADN trouvés dans le fourgon soient comparés à l'empreinte génétique de victimes françaises.

En 2016 enfin, un service de police, l'Office central pour la répression des violences aux personnes, entreprend de rechercher l'ADN d'une

vingtaine de jeunes femmes assassinées ou disparues en France entre 1987 et 2003, dont Lydie Logé. C'est à peine croyable, mais il n'existe pas en France de fichier ADN des personnes disparues. Parmi les empreintes génétiques découvertes dans le fourgon, un ADN mitochondrial « matche » avec celui de Lydie Logé.

En novembre 2020, Fourniret est interrogé. Confronté aux photos de Lydie Logé, il dit : « Je ne suis pas sûr, mais ce visage-là, je le connais. Ces traits ne me sont pas inconnus. [...] Je ne crois pas que cela puisse être quelqu'un d'autre que moi qui ait mis fin à son parcours de vie. » Puis, confronté aux résultats ADN : « Si cet ADN a été découvert, c'est qu'elle est passée sur le chemin de Fourniret. » Mais comment l'ADN de Lydie Logé, enlevée en 1993, a-t-il pu se retrouver dans une camionnette que Fourniret a achetée trois ans plus tard, en 1996 ? Parce que Fourniret ne transférait pas seulement ses coussins d'un fourgon à l'autre, mais aussi ses tapis de sol.

Après Lydie Logé, la liste des victimes de Fourniret pourrait bien s'allonger, car de nombreuses empreintes génétiques ont été découvertes par la suite, qui ne sont toujours pas identifiées : une dizaine sur le matelas de la maison de Ville-sur-Lumes ; dix-sept dans le Citroën Jumpy de Monique Olivier. Si la France décide un jour de se doter d'un fichier des empreintes génétiques des personnes disparues, certains de ces ADN révéleront peut-être des noms, des histoires de jeunes femmes oubliées...

Les victimes de Michel Fourniret peuplent les vieux dossiers, à l'insu de tous.

Comme la petite blonde avec des couettes dont Monique Olivier parlait à sa codétenue Sabrina, ou encore l'« inconnue de 1997 », autre victime de la « période blanche ». On ne connaît pas son nom, c'est une « jeunette », comme dit Monique Olivier, encore une.

L'histoire remonte au 13 juillet 2005. Au cours d'une audition devant les policiers belges, Monique Olivier raconte une scène à laquelle elle a assisté au cours du premier trimestre 1997. Sélim, le fils du couple, a alors 8 ans.

Un soir, le téléphone sonne dans la maison de Sart-Custinne, c'est Fourniret. Il dit à Monique qu'il va rentrer, mais il ne faut pas que Sélim soit à la maison. Monique comprend tout de suite. Si Sélim ne doit pas être là, c'est parce que Fourniret a prévu de rentrer avec une jeune fille. Il ne veut pas que son fils soit témoin de quoi que ce soit.

Fourniret arrive, parque le C25 sur le côté de la maison pendant que Monique Olivier fait rentrer Sélim dans sa voiture garée devant. Elle a le temps de voir Fourniret tenant une jeune fille par le bras, une « jeunette », dit-elle, entre 16 et 18 ans. Elle la décrit comme « amorphe, docile, sans réaction » et pense que Fourniret lui a donné de l'alcool ou des somnifères.

Monique Olivier rejoint son fils dans la voiture, ils roulent au hasard, et s'endorment au bord d'une route.

Au petit matin, lorsqu'elle rentre avec Sélim à Sart-Custinne, le C25 est garé au même endroit, mais la jeune fille n'est plus là. Monique Olivier explique aux policiers que selon elle, si Fourniret a ramené la jeune fille, c'était pour « abuser d'elle » et que, dans ce cas, il ne pouvait pas la laisser repartir vivante. Elle affirme en fin d'audition qu'elle n'a jamais osé poser de questions à Fourniret à ce sujet.

Les policiers belges ont recherché dans leurs archives tous les dossiers de disparition. Aucun ne correspond à la « jeunette » de 1997. En France, l'inconnue de 1997 n'a intéressé personne.

Sélim

L'un des derniers mystères des affaires Fourniret a pour prénom Sélim. Sélim Fourniret, né le 9 septembre 1988, neuf mois exactement après l'assassinat de la première victime du couple, Isabelle Laville.

Sélim, qui était encore dans le ventre de sa mère lorsque les Fourniret ont tué Farida Hammiche, Marie-Angèle Domèce, Fabienne Leroy et Jeanne-Marie Desramault... Sélim Fourniret qui a servi d'« appât » le 20 décembre 1989, afin de convaincre la petite Élisabeth Brichet, 12 ans, de monter dans la voiture du couple criminel.

Dans une interview à la chaîne C8, en décembre 2020, le fils explique avoir appris que son père était un tueur en série en juin 2004, lorsque Monique Olivier est passée aux aveux. À l'époque, son père est déjà en prison, sa mère est à son tour placée en détention, il se retrouve seul. Il est alors recueilli par André, le frère de Michel Fourniret, puis par son demi-frère, l'un des fils de Monique Olivier. Il grandira avec lui dans le sud de la France, chez André Michaut, l'ex-mari de Monique, et changera de nom. Il abandonnera le patronyme Fourniret pour se faire appeler Sélim Olivier.

Quand il parle de ses parents, il dit « Michel et Monique » : « S'ils ont fait ces choses, c'est qu'ils ne respectent pas leur famille. S'ils avaient eu du respect pour moi, pour leur fils, ils n'auraient pas fait ça. À partir de là, je devrais les considérer comme mes parents ? Pour moi, ils sont morts⁹. »

Quand on lui demande comment il a réagi quand il a appris qu'il avait servi d'appât lors de l'enlèvement en Belgique de la petite Élisabeth Brichet, il dit : « C'est dur à vivre. On se sent coupable. Je sais que je n'ai rien à voir là-dedans. C'est à cause de moi que cette fille a été... C'est moi qui étais bébé, c'est moi qui ai servi d'appât. Elle a été mise en confiance par moi¹⁰. »

Le « fils de l'ogre », comme il est désigné dans un livre, réalise ses interviews sur le plateau de C8 le visage dissimulé par une cagoule et des lunettes de soleil. Troublant, quand on sait que Michel Fourniret a agressé au moins l'une de ses victimes, une toiletteuse pour chiens de

Namur, cagoulé. Lorsque l'ogre des Ardennes a été arrêté, les enquêteurs belges ont découvert dans son camion une cagoule, justement. La police scientifique y a fait des prélèvements et a retrouvé trois ADN : celui de Michel Fourniret, celui de Monique Olivier, mais aussi celui de Sélim... décidément, on avait de drôles de jeux chez les Fourniret.

Sélim, c'est un peu la zone grise du dossier.

En 2003, au moment de l'enlèvement d'Estelle Mouzin, il a 15 ans, ce n'est plus un petit garçon. A-t-il vu des choses ? À en croire Sabrina, la codétenue, Monique Olivier lui aurait confié que Sélim se serait réveillé la nuit où Fourniret a ramené Estelle. Il aurait vu la petite fille. La juge Kheris l'a donc convoqué pour lui poser la question. Il ne se souvient plus, a-t-il confié à la juge, il affirme avoir effacé tous ses souvenirs.

La justice l'a donc laissé tranquille. Jusqu'à ce 3 juillet 2023 où Sélim, âgé de 35 ans, est placé en garde à vue par la police de Nice dans une enquête pour tentative de viol. La victime, une jeune fille de 16 ans, affirme qu'il serait entré derrière elle dans sa résidence, l'aurait suivie dans l'ascenseur. Il lui aurait alors mis la main sur la bouche, et aurait tenté de la violer. Les cris de la jeune fille l'auraient mis en fuite. Il aurait été repéré grâce à la vidéosurveillance. Sélim Olivier conteste les faits et a été mis en examen pour tentative de viol et placé sous bracelet électronique, contre l'avis du parquet, qui a requis à deux reprises son placement en détention. Son avocat, maître Paul Sollacaro, dénonce un « emballement médiatique ». « Ce que le parquet de Nice poursuit aujourd'hui, a-t-il affirmé, c'est le fantôme de Michel Fourniret. »

Épilogue

Au printemps 2021, la juge Sabine Kheris et la greffière Valérie Duby ont rendez-vous à la maison d'arrêt de Fresnes. En ce mois de mai, l'ogre vient de mourir et le directeur de l'établissement aimerait bien se débarrasser de ses affaires. Il a donc appelé la juge chargée des dossiers Fourniret. Rangés dans des cartons, les quelques vêtements du prisonnier, son jeu d'échecs électronique, des livres et un calendrier de la Poste. Sabine Kheris s'en saisit, un peu étonnée de ne pas l'avoir trouvé quand elle avait perquisitionné la cellule de Fourniret à Ensisheim en novembre 2018. Le calendrier date de l'année 2003, celle de l'enlèvement d'Estelle. Sabine Kheris est intriguée. Au-dessus de la date du 5 janvier, c'est-à-dire quatre jours avant l'enlèvement de la fillette, le tueur en série a noté : « 14 h apiculteur ». La juge ne cache pas sa surprise. À Issancourt-et-Rumel, dans le petit chemin au-dessus de la patte d'oie où elle a fait les fouilles, elle a remarqué sur la droite, alignées en lisière de bois, une dizaine de ruches. Que veut dire « 14 h apiculteur » ? Est-ce un message que Fourniret aurait voulu envoyer à la juge, *post mortem*, pour lui dire qu'elle ne s'est pas trompée ? Un dernier petit caillou semé par l'ogre sur son parcours ? Impossible de lui poser la question, Fourniret est parti avec ses secrets.

Dans l'ordonnance de mise en accusation, ce document qui résume l'enquête et destiné à la cour d'assises, la juge Sabine Kheris a écrit cette phrase en gras : « Michel Fourniret est décédé le 10 mai 2021. En conséquence, constatons l'extinction de l'action publique à son égard. »

« Extinction de l'action publique » : cela veut dire que Fourniret ne sera jamais poursuivi pour les derniers meurtres avoués. Monique Olivier est renvoyée seule devant la cour d'assises des Hauts-de-Seine à partir du 28 novembre 2023. Pour complicité des crimes d'enlèvement et de séquestration, « en aidant sciemment (Michel Fourniret), en lui permettant de faire des repérages, en lui fournissant un alibi, en surveillant l'enfant sur le lieu de séquestration, [...] sachant le sort mortel

qui était réservé par Michel Fourniret à Estelle Mouzin ». Concernant Joanna Parrish et Marie-Angèle Domèce, Monique Olivier est renvoyée également pour complicité « par aide ou assistance [...] en inspirant confiance à la victime [...] pour amener la jeune fille à monter à bord du véhicule [...] et en assistant moralement Michel Fourniret connaissant son dessein criminel ». Elle est présumée innocente.

Richard Delgenes est l'un des plus critiques pour évaluer le fonctionnement de la justice dans ces dossiers :

Que les crimes de Michel Fourniret soient jugés sans lui, c'est quand même désastreux. Ce n'est pas un échec, puisqu'il y aura procès, mais c'est un dysfonctionnement grave. Si j'avais été victime ou famille de victime, qu'on me fasse attendre trente ans pour avoir une vérité alors que tous les éléments étaient présents dès le début, je serais mécontent. Je serais en colère contre la justice¹.

« Nous avons perdu trente ans de notre vie, dit Pauline Murrel, la mère de Joanna Parrish, et un être absolument merveilleux. Que Fourniret ne soit pas dans le box, cela n'a pas de sens². »

Véronique Domèce, elle, y sera, pour parler de sa sœur, écouter ce qu'on va en dire, pour qu'elle ne soit pas oubliée. Elle a toujours espéré que la justice pourrait l'aider à retrouver son corps, en vain pour l'instant.

Les corps de quatre victimes des Fourniret sont toujours introuvables : Marie-Angèle Domèce, Estelle Mouzin, Farida Hammiche et Lydie Logé.

Éric Mouzin, le père d'Estelle, lui, a décidé de demander des comptes. En 2018, il a lancé une procédure devant la Cour européenne des droits de l'homme.

J'ai décidé de porter plainte contre l'État pour faute lourde, considérant que l'instruction du dossier d'Estelle n'avait pas été correctement menée. Je sais bien que les enquêteurs ont une obligation de moyens et pas une obligation de résultat, mais, dans le cas présent, les moyens n'ont pas été mis en œuvre et ceux qui ont été mis en œuvre l'ont été de façon incomplète, erronée, qui a abouti à un dérapage dans le temps préjudiciable puisque le coupable est mort avant d'avoir pu nous donner l'emplacement du corps d'Estelle. Je veux que l'État paye, je veux surtout qu'il soit clairement démontré que l'État a été défaillant.

L'État et ses services. Et ils doivent en tirer les conséquences pour améliorer les choses pour les dossiers à venir³.

L'ancien directeur de la police judiciaire de Versailles, Jean Espitalier, celui qui a refermé en 2007 la piste Fourniret en déclarant : « Il n'y a rien, directement ou indirectement, qui permette d'accrocher Michel Fourniret à l'affaire Estelle », continue de suivre, de loin, les avancées du dossier.

Je ne peux pas dire que je regrette quoi que ce soit dans cette affaire parce que j'ai le sentiment qu'on a fait le maximum. Mais on ne peut pas écarter l'idée qu'on soit passés à côté de quelque chose. Oui, effectivement, ça me tourne dans la tête. Est-ce qu'il y a quelque chose que l'on a oublié ou que l'on n'a pas vu dans tout ce travail énorme qui a été fait par l'équipe ? Éric Mouzin a déposé plainte pour faute lourde contre l'État. Je pense que ça va être difficile de démontrer qu'on n'a pas fait ce qu'il fallait. C'est une chose que l'on ait pu se tromper, mais que l'on n'ait rien fait, ça, impossible de dire ce genre de chose. La leçon de cette histoire, c'est que, quand on a un dossier qui démarre en Belgique, qui a des retombées dans les Ardennes, Dijon, Rennes et éventuellement à Versailles, c'est difficile d'arriver à coordonner la mise en œuvre judiciaire de tous ces dossiers pour que chacun puisse trouver le plus vite possible les éléments qui permettent de faire progresser sa propre enquête. Je pense que c'est difficile⁴.

Le « pôle cold cases »

Comment faire en sorte que les erreurs de la justice dans les enquêtes sur Fourniret ne soient pas répétées ? Comment mieux traiter les vieux dossiers, les crimes sériels ? Comment partager l'expérience acquise au cours des cinq dernières années d'enquête ? Durant les interminables heures d'attente au cours des fouilles, Sabine Kheris et Valérie Duby ont longuement discuté de ces questions avec les avocats d'Éric Mouzin et celui de Monique Olivier. Tous faisaient le même constat : ces affaires étaient parmi les plus graves. Pourtant, la justice n'avait pas les moyens de les traiter correctement.

En 2020, épaulée par son époux, commandant de police, Valérie Duby a eu une idée : proposer la création d'un pôle criminel spécialisé dans la résolution des *cold cases* et des crimes en série. Elle en a parlé à la juge, qui a approuvé. Un jour, elle s'est attelée à la rédaction d'un « projet de création d'un pôle judiciaire sur les affaires non résolues ». Six pages qui partent d'un constat :

Les atteintes aux personnes les plus graves qui ne sont pas résolues (homicides, viols et enlèvements) [...] créent dans notre pays un très grave trouble à l'ordre public. [...] Le système actuel appliqué à ces affaires est peu efficace : ces dossiers sont traités par les juridictions (parquet et instruction) comme des dossiers classiques noyés dans la masse de dossiers à traiter [...]. Or ce sont des dossiers particuliers, chronophages et nécessitant une méthode de travail propre, distincte des affaires plus traditionnelles et nécessitant des techniques d'enquête particulières, voire « hors norme », comme l'archéologie judiciaire. Les principaux actes de procédure ayant déjà été faits au niveau local, [...], il faut aborder le dossier avec une autre grille de lecture et, dans les dossiers « en série », il faut avoir une vision globale des affaires et non une vision juxtaposée comme c'est actuellement le cas.

Le projet prévoit la création d'un pôle spécialisé avec compétence nationale : trois juges d'instruction, trois greffiers, des parquetiers dédiés, un officier de liaison et des assistants issus des rangs de la police ou de la gendarmerie.

En février 2021, la juge, la greffière et les avocats Didier Seban et Corinne Herrmann rencontrent le ministre de la Justice, Éric Dupont-Moretti, pour lui présenter le projet. Il en comprend tout de suite l'intérêt.

En mars 2022, le « Pôle national crimes sériels et non élucidés » voit le jour à Nanterre. Sabine Kheris en est la coordinatrice.

Le 23 mars 2023, elle prend la parole en ouverture d'un colloque organisé pour le premier anniversaire du pôle. « Je crois, dit-elle, que nous avons une mission de service public, une mission d'écoute des victimes. Le fait de transformer l'image de la justice auprès des victimes, du public, c'est une réussite qui est à mettre à l'actif du pôle. »

Mais la juge veut aussi évoquer l'un des plus gros problèmes auxquels elle a à faire face depuis la création de l'unité : le « manque de moyens. « Quand vous recevez des procédures de toute la France, dans des états parfois pitoyables, vous avez besoin de personnel pour la mise en forme, et le temps que ce soit fait, vous n'abordez pas le fond du dossier, et ça crée de l'impatience. »

Sabine Kheris estime à un millier environ le nombre de *cold cases* non élucidés en France. Parmi eux, le « pôle » est saisi d'environ quatre-vingts dossiers. Le procès de Monique Olivier en novembre 2023 est la première procédure arrivée à son terme.

Notes

Chapitre 1

Le couloir de la mort

- [1.](#) Entretien avec l’auteur, novembre 2018.
- [2.](#) *Ibid.*
- [3.](#) *Ibid.*
- [4.](#) *Ibid.*
- [5.](#) *Ibid.*
- [6.](#) *Ibid.*
- [7.](#) *Ibid.*
- [8.](#) *Ibid.*
- [9.](#) Entretien avec l’auteur, septembre 2022.
- [10.](#) Entretien avec l’auteur, septembre 2018.
- [11.](#) *Ibid.*
- [12.](#) *Ibid.*
- [13.](#) Entretien avec l’auteur, novembre 2018.
- [14.](#) Entretien avec l’auteur, septembre 2018.
- [15.](#) *Ibid.*
- [16.](#) Entretien avec l’auteur, mai 2023.
- [17.](#) *Ibid.*
- [18.](#) *Ibid.*
- [19.](#) *Ibid.*
- [20.](#) *Ibid.*
- [21.](#) *Ibid.*
- [22.](#) Entretien avec l’auteur, mai 2023.
- [23.](#) Entretien avec l’auteur, septembre 2018.
- [24.](#) Entretien avec l’auteur, septembre 2021.
- [25.](#) *Ibid.*
- [26.](#) *Ibid.*
- [27.](#) *Ibid.*
- [28.](#) *Ibid.*
- [29.](#) Entretien avec l’auteur, février 2019.
- [30.](#) Entretien avec l’auteur, juin 2022.
- [31.](#) Entretien avec l’auteur, février 2019.
- [32.](#) *Ibid.*

[33](#). Entretien avec l’auteur, juin 2022.

Chapitre 2

L'aveu

- [1.](#) Entretien avec l'auteur, juin 2022.
- [2.](#) Entretien avec l'auteur, juin 2023.
- [3.](#) *Ibid.*
- [4.](#) Entretien avec l'auteur, 2018.
- [5.](#) *Ibid.*
- [6.](#) Entretien avec l'auteur, 2021.

Chapitre 3

La synergie du couple

- [1.](#) Entretien avec l’auteur, juin 2021.
- [2.](#) Rapport des docteurs Baret-Giraudon et Bornstein, 1986.
- [3.](#) Entretien avec l’auteur, août 2018.
- [4.](#) *Ibid.*
- [5.](#) *Ibid.*
- [6.](#) *Ibid.*
- [7.](#) Entretien avec l’auteur, avril 2021.
- [8.](#) Entretien avec l’auteur, 2021.

Chapitre 4

Estelle

- [1.](#) Entretien avec l’auteur, juillet 2022.
- [2.](#) *Ibid.*
- [3.](#) Entretien avec l’auteur, juillet 2023.
- [4.](#) *Ibid.*
- [5.](#) *Ibid.*
- [6.](#) *Ibid.*
- [7.](#) *Ibid.*
- [8.](#) Entretien avec l’auteur, mai 2021.
- [9.](#) *Ibid.*
- [10.](#) *Ibid.*
- [11.](#) *Ibid.*
- [12.](#) *Ibid.*
- [13.](#) *Ibid.*
- [14.](#) *Ibid.*
- [15.](#) Entretien avec l’auteur, juillet 2022.
- [16.](#) Entretien avec l’auteur, mai 2021.
- [17.](#) *Le Figaro*, 6 janvier 2007.
- [18.](#) Entretien avec l’auteur, juillet 2022.
- [19.](#) Entretien avec l’auteur, 2021.
- [20.](#) *Ibid.*
- [21.](#) *Ibid.*
- [22.](#) Entretien avec l’auteur, mai 2023.
- [23.](#) Entretien avec l’auteur, juillet 2022.
- [24.](#) *Ibid.*
- [25.](#) *Ibid.*
- [26.](#) *Ibid.*
- [27.](#) *Ibid.*
- [28.](#) Entretien avec l’auteur, 2021.
- [29.](#) *Ibid.*
- [30.](#) *Ibid.*
- [31.](#) *Ibid.*

Chapitre 5

L'avocat du diable

- [1.](#) *L'affaire Fourniret, dans la tête de Monique Olivier*, Netflix, mars 2023.
- [2.](#) *Ibid.*
- [3.](#) *Ibid.*
- [4.](#) *Ibid.*
- [5.](#) Entretien avec l'auteur, 2018.
- [6.](#) *Ibid.*
- [7.](#) *L'affaire Fourniret, dans la tête de Monique Olivier*, Netflix, mars 2023.
- [8.](#) *Ibid.*
- [9.](#) *Ibid.*
- [10.](#) *Ibid.*
- [11.](#) Entretien avec l'auteur, mai 2023.
- [12.](#) *L'affaire Fourniret, dans la tête de Monique Olivier*, Netflix, mars 2023.
- [13.](#) Entretien avec l'auteur, juillet 2023.
- [14.](#) *La Danse la moins jolie*, chanson écrite en 1951 par le chanteur canadien Félix Leclerc, l'un des auteurs préférés de Fourniret.

Chapitre 6

Dix ans trop tard

- [1.](#) Entretien avec l’auteur, août 2018.
- [2.](#) Entretien avec l’auteur, juin 2023.
- [3.](#) Entretien avec l’auteur, juin 2023.
- [4.](#) Entretien avec l’auteur, 2021.
- [5.](#) Entretien avec l’auteur, juillet 2022.
- [6.](#) Entretien avec l’auteur, juin 2022.
- [7.](#) Entretien avec l’auteur, juillet 2022.
- [8.](#) *Ibid.*
- [9.](#) *Ibid.*
- [10.](#) *Ibid.*
- [11.](#) *Ibid.*

Chapitre 7

La guerre d'usure

- [1.](#) Entretien avec l'auteur, juillet 2018.
- [2.](#) *Ibid.*
- [3.](#) *Ibid.*
- [4.](#) *Ibid.*
- [5.](#) Entretien avec l'auteur, mai 2023.
- [6.](#) *Ibid.*
- [7.](#) Entretien avec l'auteur, 2021.
- [8.](#) Patrice Georges, entretien avec l'auteur, juin 2023.
- [9.](#) *L'affaire Fourniret, dans la tête de Monique Olivier*, Netflix, mars 2023.
- [10.](#) Entretien avec l'auteur, mai 2023.

Chapitre 8

La poupée de porcelaine

- [1.](#) Entretien avec l’auteur, août 2021.
- [2.](#) *Ibid.*
- [3.](#) *Ibid.*
- [4.](#) *Ibid.*
- [5.](#) Voir chapitre 6, « Dix ans trop tard ».
- [6.](#) Entretien avec l’auteur, août 2021.
- [7.](#) *Ibid.*
- [8.](#) *Ibid.*
- [9.](#) *Ibid.*
- [10.](#) *Ibid.*
- [11.](#) *Ibid.*
- [12.](#) *Ibid.*
- [13.](#) *Ibid.*
- [14.](#) *Ibid.*
- [15.](#) Entretien avec l’auteur, juin 2023.
- [16.](#) Entretien avec l’auteur, juillet 2022.
- [17.](#) *L’affaire Fourniret, dans la tête de Monique Olivier*, Netflix, mars 2023.
- [18.](#) *Ibid.*
- [19.](#) *Ibid.*

Chapitre 9

« Le Picasso du crime »

- [1.](#) Entretien avec l’auteur, juin 2021.
- [2.](#) Voir chapitre 3, « La synergie du couple ».
- [3.](#) Entretien avec l’auteur, juin 2021.
- [4.](#) *Ibid.*
- [5.](#) *Ibid.*
- [6.](#) *Ibid.*
- [7.](#) Entretien avec l’auteur, février 2019.
- [8.](#) Entretien avec l’auteur, novembre 2018.
- [9.](#) Sélim Olivier, fils de Michel Fourniret et Monique Olivier, interview « Balance ton Post », C8, décembre 2020.
- [10.](#) *Ibid.*

Épilogue

- [1.](#) *L’affaire Fourniret, dans la tête de Monique Olivier*, Netflix, mars 2023.
- [2.](#) Entretien avec l’auteur, septembre 2021.
- [3.](#) Entretien avec l’auteur, juillet 2022.
- [4.](#) Entretien avec l’auteur, mai 2021.



Monique Olivier et Sélím posant dans le fourgon C25 qui servait aux enlèvements (2000). © D.R.



Monique Olivier et Sélím tout petit. À l'arrière-plan, le C15 avec lequel le couple Fourniret aurait enlevé Joanna Parrish (1990). © D.R.



Monique Olivier enceinte, posant devant la maison de Floing où furent assassinées à cette époque Élisabeth Brichet et Jeanne-Marie Desramault (1989). © D.R.



Monique Olivier et Sélim posant devant le C25 à l'époque de l'enlèvement d'Estelle Mouzin (2003). © D.R.



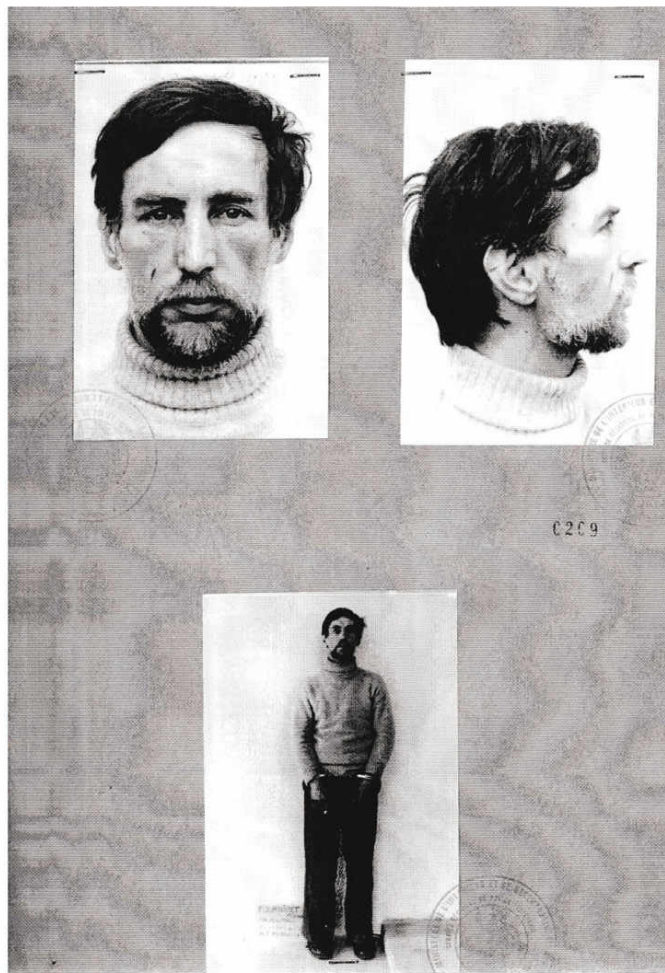
Couloir de la maison de Ville-sur-Lumes avec un tas de vêtements non identifiés. © D.R.



Façade de la maison de Ville-sur-Lumes où fut séquestrée Estelle Mouzin. © D.R.



Garage de la maison de Ville-sur-Lumes avec le matelas (dans son enveloppe en acrylique marron, entouré d'une ficelle) où l'on a découvert l'ADN d'Estelle Mouzin. © D.R.



Michel Fourniret ressemblant à « Serpico ». © D.R.

Couverture : Le Petit Atelier
© 2023, Librairie Arthème Fayard

ISBN : 978-2-213-72888-9

Table

[Couverture](#)

[Page de titre](#)

[Avant-propos](#)

[Chapitre 1. Le couloir de la mort](#)

[Chapitre 2. L'aveu](#)

[Chapitre 3. La synergie du couple](#)

[Chapitre 4. Estelle](#)

[Chapitre 5. L'avocat du diable](#)

[Chapitre 6. Dix ans trop tard](#)

[Chapitre 7. La guerre d'usure](#)

[Chapitre 8. La poupée de porcelaine](#)

[Chapitre 9. « Le Picasso du crime »](#)

[Épilogue](#)

[Notes](#)

[Cahier photos](#)

[Page de copyright](#)